

RESERVOIRS

1987 - 1996 :
DIX ANS D'ÉCONOMIE
POLYNÉSIENNE.



INSTITUT
STATISTIQUE
DE LA
POLYNÉSIE
FRANÇAISE





N° 8

Rédactrice en chef :
Nicole LEVESQUES

Directrice de la publication :
Nicole LEVESQUES

Auteurs :
Juanita VANQUE - Julien VUCHER-VISIN

Maquettage :
Yrida DOMINGO

Pré-presses et Impression :
Fenua EDITIONS

Vente et abonnements : 54 32 34

Prix du numéro :
En Polynésie française : 3 000 F.CFP
Hors Polynésie française : 4 000 F.CFP

Dépôt légal : Avril 2000
ISSN 1256 - 4729
ISBN 2 - 908973 - 10 - 3
© ISPF 2000

B.P. 395 - 98713 Papeete - Tahiti
Tél. (689) 54 32 32 - Fax (689) 42 72 52
E-mail : ispf@ispf.pf



INSTITUT
STATISTIQUE
DE LA
POLYNÉSIE
FRANÇAISE

Sommaire

1987-1996

10 ans d'économie polynésienne

Editorial	03
1. CONCEPTS ET DEFINITIONS	05
2. LES COMPTES ECONOMIQUES EN POLYNESIE FRANÇAISE DE 1987 A 1996	17
LES COMPTES ANNEE PAR ANNEE	
1987 : L'année de référence	18
1988 : Ralentissement de l'Economie	24
1989 : Reprise contrastée	32
1990 : Recul du BTP	40
1991 : Hausse de la consommation	48
1992 : Année de transition	56
1993 : Attentisme	64
1994 : Année morose	72
1995 : Reprise contrariée	80
1996 : Reprise confirmée	88
3. 10 ANS D'EVOLUTION ECONOMIQUE	97
LES COMPTES EN PERSPECTIVE	98
1987 - 1991 Vers une Economie moderne	98
1991 - 1995 Une croissance molle	99
1996 La reprise	100
L'OFFRE	102
LA PRODUCTION (PIBe)	102
LES ECHANGES EXTERIEURS	114
LA DEMANDE	122
LA CONSOMMATION	122
LES INVESTISSEMENTS	124
LA SYNTHESE	126
L'OFFRE ET LA DEMANDE	126
4. ANNEXES	129
Annexe 1 (Tableaux Ressources - Emplois)	129
Annexe 2 (Détail des Agrégats)	141

L ES COMPTES ÉCONOMIQUES EN POLYNÉSIE FRANÇAISE

" Croissance du PIB ", " stagnation du revenu disponible des ménages ", " chute de la FBCF ", " déficit chronique de la balance commerciale ", " besoin de financement des administrations ", etc.... Autant de termes " barbares ", aussi galvaudés que mal maîtrisés, parce que mal expliqués.

A l'aise dans leur jargon instrumental, les " experts " négligent trop souvent, volontairement ou non, d'expliquer les concepts qu'ils livrent. Et cette négligence a des effets redoutables : faute d'en saisir le sens ou la portée, les profanes, au mieux se désintéressent du chiffre dans un scepticisme désabusé, au pire en font une utilisation erronée et, abandonnant tout esprit critique, lui accordent un crédit excessif pouvant aller jusqu'au fétichisme.

Les indicateurs économiques ne sont que des instruments de mesure et, comme tels, ils sont étalonnés. Outils d'évaluation au service des décideurs, tant politiques qu'économiques, ils ne seront utiles que s'ils sont documentés, accompagnés du repère dans lequel ils s'inscrivent. La comptabilité nationale n'échappe pas à cette règle et nécessite, pour être bien utilisée, un accompagnement méthodologique.

Certes, les concepteurs de compte nationaux se sont, de tous temps, efforcés de transcrire avec fidélité une réalité économique éminemment complexe. La comptabilité nationale constitue la synthèse de grandeurs réelles observées et, dans ce sens, elle apparaît comme une représentation objective de l'économie. Mais elle n'est qu'une représentation, inscrite dans un cadre formel (qui permet la comparabilité) et inspirée de modèles théoriques. Enfin, il faut garder à l'esprit, que l'économie telle que présentée dans les comptes nationaux n'est pas la réalité mais bien une construction simplifiée permettant d'en rendre compte.

Elle ne peut donc être que subjective : c'est une question de perspective. Considérant le même objet, deux observateurs, placés en des endroits différents, en feront tous deux une description réelle et objective sans que pour autant leurs versions concordent : l'objet restera grand ou petit, carré ou rond mais ne sera pas tout à fait le même. Il n'existe donc pas un mais des systèmes de comptes qui sont autant d'angles sous lesquels l'économie est transcrite puis analysée.

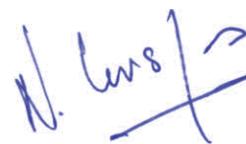
Que le lecteur se rassure ! D'une part, il existe des systèmes de comptes harmonisés qui rendent les comparaisons internationales possibles et, d'autre part, encore une fois, seule la perspective change : l'objet est toujours le même et si, dans un système de compte, croissance économique il y a, une autre méthode conduira à la même conclusion.

La réalisation de cet ouvrage est dictée par un changement et une amélioration de la méthodologie de construction des comptes économiques de la Polynésie française. La publication d'une nouvelle série harmonisée sur dix ans s'avérait indispensable pour mesurer les évolutions passées et futures dans un cadre cohérent. En outre, la mise à disposition d'une série longue harmonisée était un préalable indispensable à tout travail de prévision économique.

Ce document comprend trois parties. Une première partie, pour chaque année, les éléments comptables analysés, commentés et expliqués. Une deuxième partie offre une vue en perspective des dix années en étudiant, de manière transversale, l'évolution des principaux agrégats. Enfin, le début de l'ouvrage comporte toutes les précisions méthodologiques et les définitions utiles à sa compréhension.

Je souhaite que ce document, volontairement simple de lecture et pédagogique, soit avant tout un outil efficace pour ceux qui font l'économie tout en apportant à ceux qui l'étudient le référentiel dont ils ont besoin.

La Directrice,



Nicole LEVESQUES

REGARDS



1. CONCEPTS ET DEFINITIONS

NOUVELLE PRESENTATION

Ce qui a changé

La comptabilité nationale décrit globalement les flux économiques de la Polynésie française, sous la forme de tableaux chiffrés et normalisés dans un cadre comptable cohérent. C'est un instrument de conception et d'appréciation d'une politique économique qui s'est développé avec la prise de conscience du rôle que pouvait jouer l'Etat dans ce domaine.

La méthode de comptabilité utilisée dans cet ouvrage est récente. Sa présentation diffère peu de celle des travaux précédents ; la nomenclature utilisée faisant toujours appel aux concepts de la base 62 métropolitaine. Mais sur le fond, une meilleure mobilisation des données et un apport dans le traitement des informations ont permis un gain substantiel de fiabilité.

La comptabilité nationale, technique de synthèse statistique, par l'effort de cohérence qu'elle nécessite, joue un rôle d'entraînement dans la conception, la coordination et la réalisation d'autres sources d'informations économiques.

Il s'agit d'un travail de synthèse : pour élaborer les comptes nationaux, on utilise directement ou indirectement des sources statistiques très nombreuses et de diverse nature (comptes financiers, rapports d'activités, liasses fiscales, exploitations de fichiers administratifs,...).

Les comptes du cadre central sont actuellement présentés sous la forme :

- De deux grands tableaux de synthèse : le Tableau des Entrées-Sorties (T.E.S.) et le Tableau Economique d'Ensemble (T.E.E.), présentés selon les concepts de la base 62 métropolitaine, avec trois agents intérieurs, entreprises, ménages et administrations et un agent fictif, l'extérieur, dont le compte retrace l'ensemble des relations de la Polynésie française avec le reste du monde ;
- De comptes de secteurs institutionnels (ménages, administrations, entreprises et extérieur) ;
- D'un ensemble de tableaux comptables et d'indicateurs synthétiques qui permettent l'analyse des déterminants de l'activité économique.

Les agents sont donc regroupés en quatre grandes catégories (ou secteurs institutionnels) selon la fonction économique principale qu'ils remplissent.

LES AGENTS

☛ Les entreprises

Les entreprises regroupent non seulement tout le secteur privé marchand du territoire (sociétés et entreprises individuelles), mais également les établissements publics à caractère industriel et commercial comme l'OPT, la SETIL, RFO,...

Les entreprises produisent des biens et des services destinés à satisfaire les besoins exprimés par les autres agents, elles sont à l'origine de l'ensemble des ressources hors importations. Pour cela, elles doivent consommer des biens et services dits " intermédiaires ", c'est-à-dire qui disparaissent dans le processus de production ; elles ont des dépenses d'équipement et elles déterminent complètement les variations de stock. La Production Intérieure Brute (PIBe), qui se compose de la somme des valeurs ajoutées produites par les entreprises, mesure la richesse créée par ces dernières au cours de l'année et leur contribution au Produit Intérieur Brut (PIB).

- ❶ **Les entreprises non financières** : les seules sources disponibles sont les liasses fiscales, qui comportent pour les entreprises soumises à l'impôt sur les sociétés, le bilan et le compte de résultat, et pour les entreprises soumises à l'impôt sur les transactions, le chiffre d'affaires total (et les charges d'exploitations s'il ne s'agit pas d'entreprises commerciales).
- ❷ **Le secteur primaire** : Pour l'agriculture, le document utilisé est le rapport annuel du Service du Développement Rural (SDR) qui fournit en volume et en valeur, au prix producteur, les productions réalisées. Pour la mer, seules les quantités produites sont disponibles ; ces dernières sont donc valorisées par les prix de vente moyens, ce qui donne la valeur de mise à la consommation. Un taux de marge est calculé sur les produits locaux et permet l'analyse comptable du secteur.
- ❸ **Les institutions financières** : l'Institut d'Emission d'Outre-Mer (IEOM) édite, dans son rapport annuel, le compte de résultat agrégé des institutions financières présentes sur le territoire. La production des institutions financières est reposée sur la notion de " produit net bancaire ", calculé par l'excédent des produits d'exploitation bancaires sur les charges d'exploitation bancaires. Les consommations intermédiaires sont constituées des charges d'exploitation non bancaires.
- ❹ **Les assurances** : les entreprises d'assurances sont prises en compte dans le calcul du PIB grâce aux renseignements que ces dernières fournissent directement à l'ISPF sur leurs activités ; on distingue dans le traitement les assurances-vie et les assurances Incendies Accidents Risques Divers.
- ❺ **Les entreprises du BTP** : dans ce secteur d'activité, qui est encore relativement peu formalisé sur le territoire, la production est calculée par rapport à la demande.
- ❻ **Les entreprises publiques** : les entreprises publiques appartiennent aux secteurs des sociétés et quasi-sociétés non financières car elles produisent principalement des biens ou des services marchands non financiers. Ces sociétés sont contrôlées par le Territoire ou l'Etat, elles disposent d'une comptabilité complète et jouissent de la personnalité juridique, qui peut être celle d'un établissement public (OPT, DCN,...) ou d'une société d'économie mixte (SETIL,...) . Elles fournissent à l'ISPF leurs comptes financiers annuels qui permettent une approche complète de leur activité.

☛ Les administrations

Les administrations fournissent des services collectifs non marchands (enseignement, sécurité, aide médicale, etc...) aux autres agents et procèdent à des redistributions de ressources (prestations sociales, subventions). Elles ont des consommations finales qui sont égales aux achats de biens et services et aux dépenses d'équipement et sont calculées lors du dépouillement des documents financiers. L'activité des administrations engendre un flux réel de biens, mais surtout de services dont les principaux bénéficiaires sont les ménages et les entreprises. Cette production non marchande est valorisée dans les comptes économiques par la masse salariale brute versée aux ménages et mesure la contribution du secteur public au PIB.

Les ressources des administrations sont constituées de prélèvements obligatoires (impôts, cotisations sociales) ou de transferts.

- ① **ETAT** : l'ISPF dispose de l'exploitation faite par la comptabilité publique de la comptabilité auxiliaire de la dépense mandatée localement. Les dépenses sont regroupées par code économique et par les codes du Système de Comptabilité National (SCN), selon le même traitement que pour la métropole (base 80). A ces dépenses, il faut ajouter les dépenses intéressant le territoire mais mandatées en métropole : il s'agit essentiellement des traitements des militaires et des importations de biens d'équipement militaires, ainsi que de quelques dépenses civiles (services de la météorologie et navigation aérienne).
Les transferts de l'Etat aux autres administrations ne sont actuellement pas évalués à partir du détail des dépenses budgétaires, mais comme solde des transferts reçus par les différentes autres administrations.
- ② **Le Territoire, les communes et groupement de communes** : ces unités tiennent une comptabilité qui suit une nomenclature spécifique aux communes (de type M12). Elles établissent chaque année leurs budgets définitifs qui sont saisis et traités selon la nomenclature des comptes.
- ③ **Les autres administrations** : il existe un certain nombre d'établissements publics inclus dans les administrations publiques qui fournissent à l'ISPF leurs comptes financiers (CPS, CPSC, ISPF,...) qui sont donc intégrés dans le secteur de l'administration.

☞ Les ménages

Les ménages représentent l'essentiel de la consommation finale, calculée par solde après détermination des autres emplois, ceci faute d'avoir pour l'instant des informations plus précises sur leurs dépenses budgétaires. Ils ont également des dépenses d'investissement qui correspondent uniquement aux achats de logements neufs. Leurs ressources proviennent des revenus du travail et des transferts de l'administration.

☞ L'extérieur

Pour les biens, les données douanières donnent avec tout le détail suffisant les importations en valeur CAF (Coût, Assurance, Fret), qui sont une ressource pour le compte de l'extérieur, et les exportations en valeur, sur la base des factures FAB (Franco A Bord) qui constituent un emploi. On distingue dans le traitement des importations et des exportations l'origine du client, civil ou militaire.

Pour ce qui est des exportations de services, la principale source est l'enquête sur les dépenses touristiques en Polynésie française effectuée auprès des touristes non-résidents. Celle-ci permet de mesurer les flux financiers liés au tourisme entre la Polynésie et l'extérieur. Cette enquête donne le montant des dépenses effectuées sur le territoire mais ne permet pas de ventiler ces dépenses par postes très précis.

LES TABLEAUX DE SYNTHÈSE

👉 Le tableau Entrées-Sorties (T.E.S.)

Le T.E.S. analyse l'activité de production selon son origine (production, importations,..) et sa destination (consommation intérieure, exportations, investissements, ...) pour chacun des produits et des secteurs d'activité identifiés par la comptabilité nationale. C'est la synthèse des opérations sur biens et services, la représentation du système productif. Sa représentation finale est le tableau des biens et services.

Ce tableau permet :

- pour chaque produit, de dégager l'équilibre ressources-emplois suivant :
$$P + M = CI + CF + FBCF + VS + EX$$
- pour chaque secteur, de déterminer la valeur ajoutée :
$$P - CI = VA$$

- 1 **Secteur** : Le secteur constitue un regroupement d'unités de production homogène. Les secteurs marchands produisent des biens et services marchands, par opposition aux secteurs non marchands (administrations publiques et privées) qui produisent des services non marchands.
- 2 **Production (P)** : la production est l'activité socialement organisée consistant à créer des biens et services. La production est **marchande** lorsqu'elle s'échange ou est susceptible de s'échanger sur un marché, à un prix visant à couvrir au moins les coûts de production. Les services **non marchands** regroupent les services fournis par les administrations à titre gratuit ou quasi gratuit ainsi que les services domestiques.
Il faut noter que l'activité productive concerne également les productions non commercialisées : produits agricoles vivriers, produits de la pêche, ainsi que les services fournis par les propriétaires de logements à eux-mêmes.
- 3 **Importations (M)** : les importations comprennent tous les biens entrant définitivement dans le territoire ; elles sont évaluées à leur **valeur Coût Assurance Fret (CAF)**.
- 4 **Consommations intermédiaires (CI)** : les consommations intermédiaires représentent la valeur des biens autres que les biens de capital fixe, et des services marchands consommés par les entreprises, au cours de la période, afin de mener à bien leurs activités : elles sont intégrées dans le processus de production.
- 5 **Consommations finales (CF)** : les consommations finales sont uniquement le fait des ménages et des administrations : elles représentent la valeur des biens et services utilisés pour la satisfaction directe des besoins individuels ou collectifs.
- 6 **Formation brute de capital fixe (FBCF)** : cette notion s'apparente à la notion d'investissement : elle représente la valeur brute des acquisitions en matériels et ouvrages de Bâtiment et Travaux Publics destinés à être utilisés pendant au moins un an. Pour les ménages, la FBCF ne concerne que les achats de logements neufs, ou éventuellement les grosses réparations effectuées sur les logements existants, toutes leurs autres dépenses en biens (même durables) et en services sont comptabilisées en consommations finales.
- 7 **Variations de stocks (VS)** : les stocks comprennent tous les biens autres que les biens de capital fixe, détenus à un moment donné par les unités productrices résidentes. Par convention, les variations de stocks ne concernent ici que la production stockée des entreprises en fin d'exercice.
- 8 **Exportations (X)** : les exportations comprennent tous les biens neufs ou existants sortant définitivement du territoire ; elles sont évaluées à leur **valeur Franco A Bord (FAB)**, c'est-à-dire au prix de marché des biens à la frontière du territoire. Les seules exportations de services mesurées sont les consommations des non-résidents (touristes) en hôtels, restaurants, etc..

☛ Le tableau économique d'ensemble T.E.E.)

Le T.E.E est une présentation synthétique des comptes de flux des secteurs institutionnels et des relations de l'économie locale avec le reste du monde. On y retrouve également une articulation entre l'équilibre emplois-ressources des biens et des services et les comptes des secteurs institutionnels et de l'extérieur. Il regroupe dans un même tableau, les opérations de répartitions (salaires, charges sociales,...), les opérations sur biens et services (P, M, X, VA,...) et les soldes comptables.

Le T.E.E. présente les flux de revenu : il croise les comptes d'opérations (en ligne) et les comptes des agents (en colonne).

- **Les comptes d'opérations de répartition** retracent les opérations de distributions et de redistributions des revenus issus de la production et du patrimoine ainsi que les flux de revenu avec l'extérieur. Ils sont équilibrés par nature. *Exemple : les rémunérations versées par les trois agents résidents sont égales aux rémunérations reçues par les ménages.*
- **Pour les opérations sur biens et services**, chaque opération (production, consommation finale,...) apparaît comme un flux de revenu reçu (production) ou versé (consommation intermédiaire) par un agent économique résident. Chacune de ces opérations a sa contrepartie dans l'équilibre sur Biens et Services.

Le compte de chaque secteur institutionnel de l'économie générale est décomposé en sous-comptes, dits comptes de production, de distribution du revenu, divisé en deux sous-comptes, le compte d'exploitation et le compte d'affectation du revenu, auxquels s'ajoute les comptes d'accumulation. Chacun de ces comptes est équilibré par un solde (valeur ajoutée, excédent brut d'exploitation,...) qui initialise le compte suivant. Le total des soldes pour tous les agents résidents est la base des grands agrégats de l'économie (PIB, épargne brute, besoin ou capacité de financement).

La cohérence entre le T.E.S. et le T.E.E. est assurée par la reprise dans la partie Biens et Services du T.E.E. des grands agrégats du T.E.S. (production, consommation intermédiaire, ...).

LES OPÉRATIONS DE RÉPARTITIONS

Bénéfices distribués : ils représentent tous les revenus que les sociétés, compte tenu des résultats de leur activité, décident de distribuer aux propriétaires de leur capital. Ils sont comptabilisés, par convention, en ressources des ménages.

Charges sociales : elles comprennent tous les versements effectués à des institutions octroyant des prestations sociales (Caisse de Prévoyance Sociale).

Impôts indirects : les impôts indirects sont des prélèvements obligatoires des administrations publiques sur les consommateurs finaux. Ces impôts sont dus indépendamment de la réalisation de bénéfices d'exploitation.

Impôts directs : ce sont tous les versements obligatoires réalisés par les administrations publiques sur le revenu et le patrimoine des unités institutionnelles, à l'exclusion des cotisations sociales.

Intérêts : qu'ils soient reçus ou versés, les intérêts ne concernent ici que les paiements entre les administrations et les entreprises au titre des emprunts ou des pénalités de retard.

Prestations sociales : elles comprennent tous les transferts courants, en espèces ou en nature, attribués à des ménages par des tiers, en vue de prendre en charge les besoins résultant de certaines situations correspondant à des risques déterminés, dans la mesure où il n'y a pas de contrepartie équivalente et simultanée de la part du bénéficiaire. Elles couvrent les risques suivants : santé, vieillesse, maternité, famille, emplois divers.

Revenus bruts des entrepreneurs individuels : il s'agit des revenus que les entrepreneurs individuels prélèvent effectivement pour leurs besoins propres, sur les bénéfices réalisés par les entreprises qui leur appartiennent au titre de leur activité professionnelle. Ces revenus vont des emplois du compte des entreprises aux ressources du compte des ménages.

Salaires : ils représentent les sommes versées aux ménages, par leurs employeurs en contrepartie de leur travail : salaires des entreprises, salaires des administrations et salaires domestiques.

Subventions : les subventions sont constituées de toutes les aides accordées par les administrations aux entreprises : subventions d'exploitation, soutien des prix, etc.

Transferts aux ménages : transferts des administrations concernant uniquement les ménages : pensions et retraites, prestations sociales, aides diverses....

Transferts aux administrations : il s'agit ici des paiements effectués par les ménages et les entreprises aux administrations (hors impôts et cotisations sociales) : c'est la notion de paiement partiel des services non marchands.

LES SOLDES COMPTABLES

Excédent brut d'exploitation (EBE) : l'excédent brut d'exploitation représente ce qui reste aux agents après avoir ôté de la valeur ajoutée les rémunérations des salariés et les prélèvements fiscaux au stade de la production.

Epargne brute : l'épargne brute, qui concerne les entreprises, les ménages et les administrations, représente ce qui reste à ces agents au terme de leurs opérations de répartition, c'est-à-dire ce qui leur reste pour financer les opérations en capital (notamment les investissements).

Capacité ou besoin de financement : la capacité ou le besoin de financement est le solde final des opérations en capital. Cette valeur montre ce que les agents ont dégagé au terme de toutes les opérations, ou, au contraire, ce dont ils ont besoin pour les mener à bien.

Le cas du besoin de financement de l'extérieur mérite un éclaircissement : l'extérieur, notamment la Métropole, est largement déficitaire dans les transferts financiers qu'il effectue avec la Polynésie ; au niveau comptable, cet agent connaît donc un besoin de financement de ses activités sur le territoire.

Bien que les capacités et les besoins de financement soient forcément équilibrés, cela ne veut en aucun cas dire que les ménages et entreprises du territoire ont financé les transferts métropolitains.

LES AGRÉGATS

Agrégats : ce sont des grandeurs synthétiques qui mesurent le résultat de l'activité de l'ensemble de l'économie locale. Leur calcul n'est pas l'objectif principal de la comptabilité nationale, mais ce sont des indicateurs utiles pour les comparaisons spatiales ou temporelles.

Produit intérieur brut (PIB) : le produit intérieur brut se compose de la production intérieure brute augmentée de la valeur ajoutée du secteur non marchand, conventionnellement valorisée par les charges de personnel des administrations et des services domestiques. Il s'agit donc de la richesse créée par l'économie au cours d'une année.

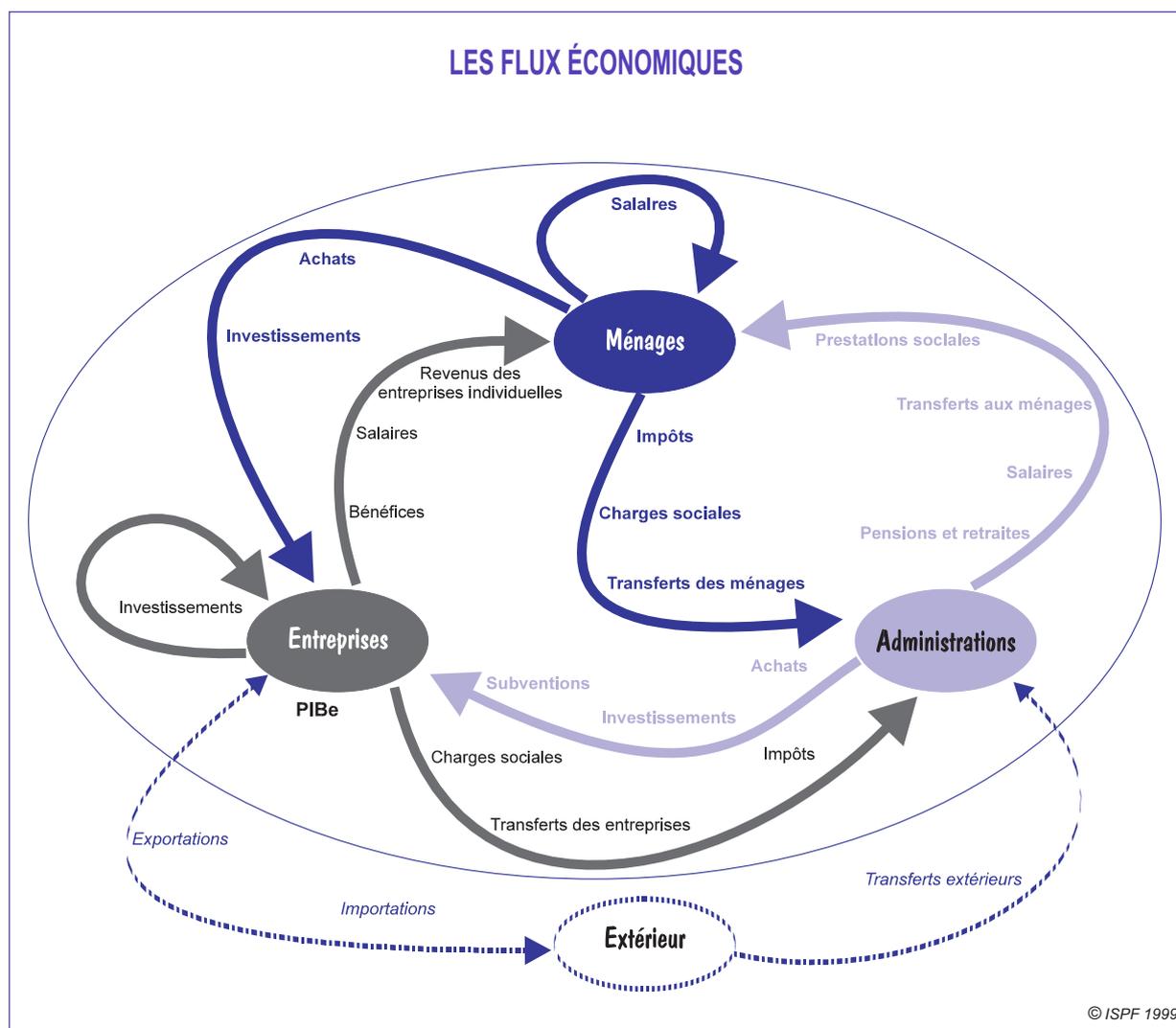
Production intérieure brute (PIBe) : la production intérieure brute est constituée de la somme des valeurs ajoutées du secteur marchand.

Valeur ajoutée : la valeur ajoutée représente la valeur nouvelle créée au cours du processus de production. Elle est égale à l'excédent de la production (vente) sur les consommations intermédiaires (achats). Il s'agit de la richesse créée par l'entreprise, qui est répartie entre les différents éléments composant son environnement économique : employés (charges de personnel), administration (impôts et taxes), investissements (dotations aux amortissements et provisions), bailleurs de fonds (frais financiers) et capital (résultat net réparti entre les associés et les réserves).

LES FLUX ÉCONOMIQUES

Les flux économiques étudiés résultent des opérations effectuées par les divers agents économiques, qui sont synthétisées dans le T.E.E. et le T.E.S.

Ce document présente à la fin de chaque synthèse annuelle, une représentation graphique qui retrace l'ensemble des flux économiques sous la forme d'un circuit, où interviennent les quatre agents qui constituent l'économie polynésienne.



LES LIMITES D'INTERPRÉTATION DE LA COMPTABILITÉ NATIONALE

Technique de synthèse statistique, la Comptabilité Nationale (CN) fournit une représentation quantifiée de l'économie dans un cadre comptable. A juste titre, on souligne souvent les avantages dus à la cohérence du cadre comptable et des chiffres présentés ; c'est indubitablement celle-ci qui fait de la CN un outil de tout premier ordre pour l'analyse économique. La nécessité de la cohérence est aussi un moyen d'améliorer les sources statistiques, parce qu'elle en fait apparaître les lacunes et les contradictions.

Mais la représentation comptable risque toutefois de conduire à de graves erreurs, si on l'utilise en oubliant qu'elle ne peut renvoyer qu'à une cohérence interne, c'est-à-dire à une vérité formelle, reposant exclusivement sur les conventions de départ. Pour interpréter justement la CN, il faut donc éviter les pièges dans lesquels il est d'autant plus facile de tomber que le cadre comptable est séduisant.

L'ordre et le découpage des comptes sont d'autant plus trompeurs qu'ils rejoignent le bon sens. La production précède la répartition des revenus, qui est elle-même antérieure à la consommation ; ce qui reste permet l'investissement, le déficit ou l'excédent étant comblé ou absorbé par les opérations financières. Ce bon sens est néanmoins dangereux, car il conduit à une illusion de savoir, qui est l'un des principaux obstacles à la connaissance. Au plan macroéconomique, on sait depuis Keynes que le niveau de production est lié au comportement de consommation (l'offre répond à la demande), que la production n'est pas indépendante de la répartition, etc. Au niveau microéconomique, il est clair, par exemple, que la production elle-même n'est pas indépendante des opérations financières (aucune firme ne produit sans crédits préalables), qu'il en est de même des investissements, etc.

A posteriori, bien évidemment, la représentation comptable permet de constater que les ressources égalent les emplois, que l'épargne locale égale les investissements (aux relations avec l'extérieur près). Mais les équilibres retracés n'ont pas le pouvoir d'expliquer des mécanismes économiques dont ils ne présentent que les traces monétaires. Les soldes comptables peuvent être trompeurs : pour les ménages fortement endettés, par exemple, l'épargne n'est pas un solde (ce qu'il reste du revenu après consommation) ; c'est la consommation qui est le vrai solde, c'est à dire ce qu'ils peuvent dépenser de leurs revenus après avoir épargné pour rembourser.

La CN pourrait faire croire que le réel est constitué de compartiments articulés par des soldes ou que les relations marchandes et monétaires sont les seules relations économiques. Or la mise en ordre à laquelle procède la CN ne dispense pas du nécessaire effort d'analyse. Les relations comptables ne sont pas des relations de causalité.

L'architecture et les notions de Comptabilité Nationale sont des constructions intellectuelles, qui dépendent de conceptions économiques théoriques souvent peu explicitées, des instruments d'observation utilisables et des besoins de la politique économique en particulier et de l'Etat en général. Le succès de la CN a un effet pervers : il finit par transformer ce schéma et ces notions en objets réels et tout ce qui ne figure pas dans la CN n'a pas plus d'existence reconnue. La gigantesque banque de données qu'est devenu la CN est alors perçue comme le réel lui-même, alors qu'elle n'en constitue qu'une mise en scène, une représentation, des traces monétaires laissées par le mouvement des rapports économiques.

Il est donc suggéré au lecteur de garder en tête cette remarque fondamentale : la CN est l'une mais non la seule représentation légitime de l'économie.

Concepts et définitions



2. LES COMPTES ECONOMIQUES EN POLYESIE FRANCAISE DE 1987 A 1996

LES COMPTES ANNEE PAR ANNEE

- 1987 : L'année de référence
- 1988 : Ralentissement de l'économie
- 1989 : Reprise contrastée
- 1990 : Recul du BTP
- 1991 : Hausse de la consommation
- 1992 : Année de transition
- 1993 : Attentisme
- 1994 : Année morose
- 1995 : Reprise contrariée
- 1996 : Reprise confirmée

LES COMPTES ÉCONOMIQUES EN POLYNÉSIE FRANÇAISE

L'année 1987 a été choisie comme la nouvelle base des comptes économiques.

On ne peut donc pas comparer les résultats à ceux de 1986 : les méthodes de construction étant différentes, la comparaison avec les années précédentes est impossible. Seules les valeurs brutes servant de référence pour les années ultérieures, sont analysées ici.

En 1987, le PIB s'est élevé à 280,4 milliards de F.CFP ; la plus grande partie de cette richesse provient du secteur marchand (73,4%), et tout particulièrement des services (25,4%).

Du côté de la demande, la consommation des ménages a été importante (58,6% de la demande totale). Le commerce extérieur, caractérisé par la grande dépendance de la Polynésie a, quant à lui, été une composante négative de la demande.

LES AGRÉGATS...

Le Produit Intérieur Brut, tel qu'il est calculé pour la Polynésie française, se compose de la production intérieure brute (PIBe), contribution du secteur productif marchand du territoire à la création de richesse de l'économie, et de la production non marchande, contribution du secteur public et parapublic (ensemble des administrations et organismes publics n'ayant pas de production marchande), mesurée par les montants des salaires versés au cours de l'année auxquels on ajoute les salaires domestiques versés par les ménages.

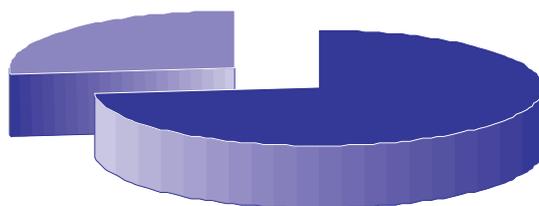
La sphère de production du territoire peut être décomposée en quatre grands secteurs économiques, le primaire (agriculture, pêche et perliculture), le secondaire (industries agroalimentaires, industries mécaniques et électriques, autres industries), le tertiaire (commerces, services, transports et télécommunications) et le BTP que l'on distingue car il peut relever à la fois du secondaire et du tertiaire.

La contribution de ces différents secteurs à la création de richesse sur le territoire est mesurée par la valeur ajoutée ; celle-ci se définit comme la différence entre la valeur des biens et services produits (production) et celle des biens et services utilisés au cours du processus de production (consommations intermédiaires).

La Production Intérieure Brute (PIBe), contribution du secteur productif au PIB (Produit Intérieur Brut), se compose de la somme des valeurs ajoutées.

Contribution des secteurs au PIB en 1987

secteur non marchand 26,6%



secteur productif marchand 73,4%

Source : ISPF - Comptes économiques définitifs 1987 de la Polynésie française ; série harmonisée

1987 : L'année de référence

... EN 1987

Le Produit Intérieur Brut (PIB) s'élève à 280,4 milliards en 1987.

Cette même année, le poids du secteur productif marchand dans le PIB est de 73,4%, celui des administrations est de 26,3% et celui des salaires domestiques est de 0,3%.

Concernant les activités marchandes, le secteur ayant le plus contribué à la création de richesses est celui des services (hors transports et télécommunications) avec une valeur ajoutée de 71,3 milliards de F.CFP ; soit 25,4% du PIB ou encore 34,4% de la PIBe.

En seconde position, le secteur du commerce, contribue pour 22,2% au PIB avec une valeur ajoutée de 62,3 milliards.

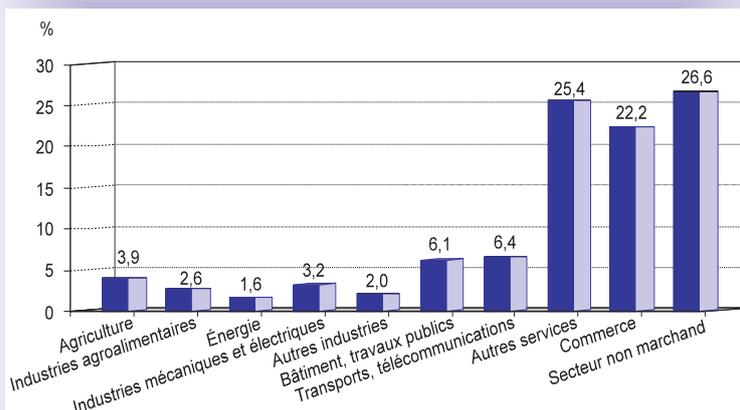
Le commerce de la Polynésie française repose essentiellement sur la commercialisation de produits importés. Ses résultats sont donc fortement corrélés avec l'évolution des échanges internationaux.

Les administrations, quant à elles, ont versé 73,8 milliards de F.CFP de salaires (y compris les charges sociales), ce qui représente 26,3% du PIB, c'est en 1987, le contributeur le plus important du PIB.

La Production Intérieure Brute (PIBe) s'est élevée à 206 milliards.

Le secteur tertiaire a généré plus de 73,7% de la PIBe, le secondaire a quant à lui porté sa contribution à 12,7%, le BTP à 8,3% et le secteur primaire à 5,3%.

Contribution des secteurs au Produit Intérieur Brut en 1987



Source : ISPF - Comptes économiques définitifs 1987 de la Polynésie française ; série harmonisée

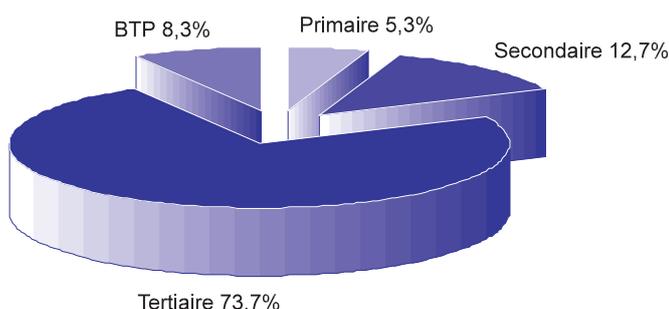
Valeur ajoutée par secteur en 1987

	Production	Consommations intermédiaires	Valeur ajoutée
TOTAL	332 374	126 415	205 959
Agriculture	14 235	3 305	10 930
Industries agroalimentaires	18 126	10 875	7 250
Énergie	9 177	4 822	4 355
Industries mécaniques	20 222	11 252	8 969
Autres Industries	14 682	9 132	5 550
BTP	35 654	18 473	17 181
Transports	31 144	13 094	18 050
Commerce	80 033	17 696	62 337
Autres Services	109 102	37 765	71 338

Unité : millions de F.CFP

Source : ISPF - Comptes économiques définitifs 1987 de la Polynésie française ; série harmonisée

Répartition de la VA dans la PIBe par grands secteurs en 1987



Source : ISPF - Comptes économiques définitifs 1987 de la Polynésie française ; série harmonisée

DE QUOI DISPOSE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE EN 1987 ?

Unité : milliards de F.CFP

Production Intérieure brute	206
Ensemble des richesses créées au cours de l'année sous forme de biens et services susceptibles d'être vendus	
Importations	90,5
Biens achetés à l'extérieur	
TOTAL RESSOURCES	296,5

QU'EN FAIT-ELLE ?

Unité : milliards de F.CFP

Consommation des Ménages	173,8
Biens et services achetés en Polynésie par des ménages polynésiens, en dehors des achats destinés à l'équipement en logement	
Consommation des administrations	28,8
Biens et services achetés par les administrations pour la production des services qu'elles rendent	
Investissements	
- des entreprises, équipements en matériels et constructions	16,8
- des ménages, équipements en logements	8,9
- des administrations, équipements collectifs (écoles, routes,...)	30,8
Variation de stocks	0,0
Exportations	37,5
Biens et services vendus à l'extérieur	
TOTAL EMPLOIS	296,5

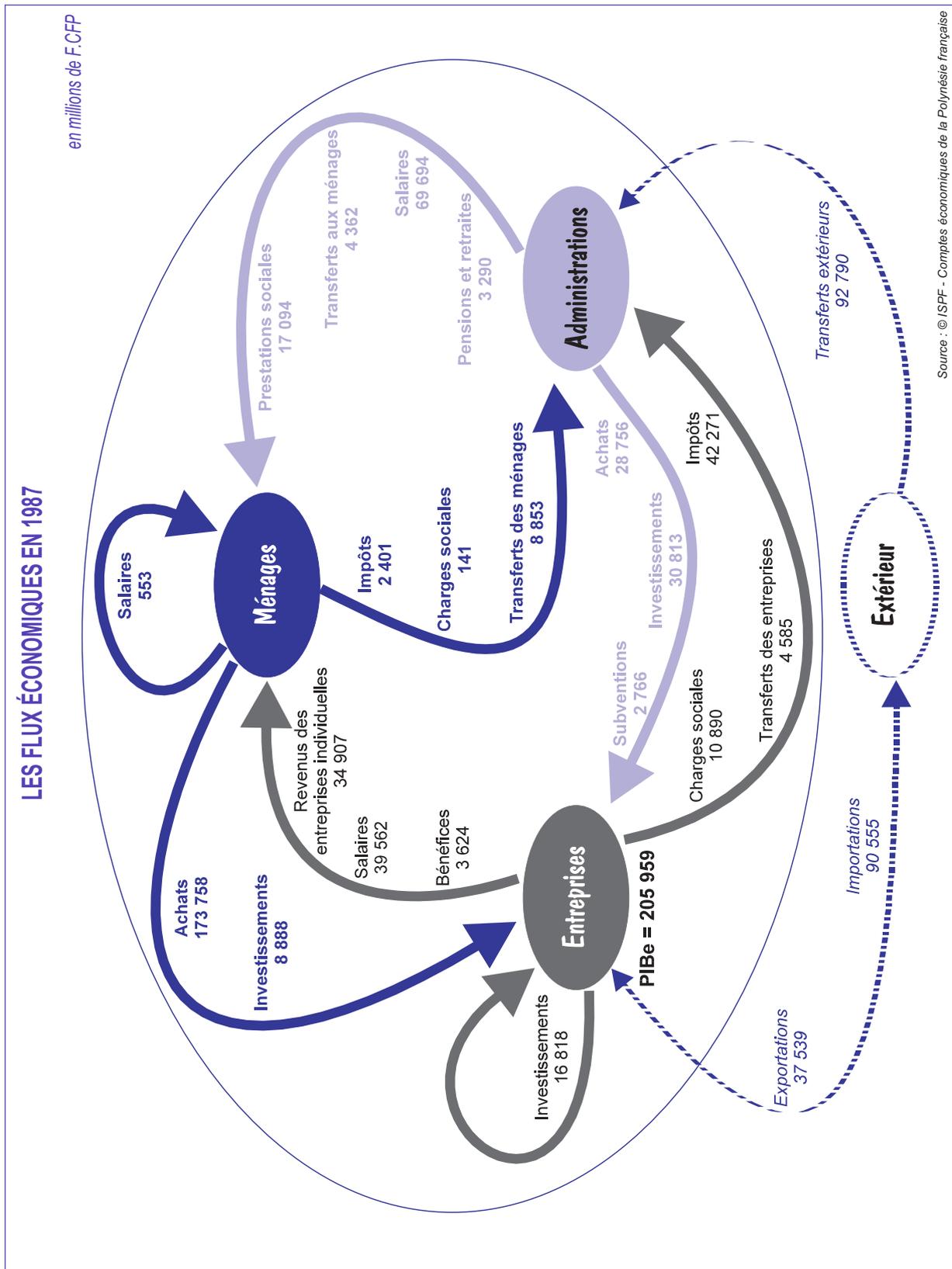
LE PRODUIT INTÉRIEUR BRUT

Unité : milliards de F.CFP

Production Intérieure Brute	206
Salaires des administrations + salaires domestiques	74,4
PRODUIT INTÉRIEUR BRUT	280,4

Source : ISPF - Comptes économiques définitifs 1987 de la Polynésie française ; série harmonisée

1987 : L'année de référence



Source : © ISPF - Comptes économiques de la Polynésie française

TABLEAU DES BIENS ET SERVICES EN 1987

Groupes de produits	Ressources					Emplois								
	Impor-tations	Production locale		Marges sur		TOTAL	Consommation			Equipement		Variations de stocks	Expor-tations	
		Com-mercia-lisée	Non com-mercia-lisée	Pro-duction locale com.	Impor-tations		Inter-médiaire	des ménages	des adminis-trations	des entre-prises	des ménages			des adminis-trations
Produits végétaux et animaux	2 258	6 045	2 966	1 020	2 401	14 689	5 882	4 708	717	-	-	-	-	3 382
Produits alimentaires	13 557	20 635	2 376	1 365	11 051	48 984	16 943	27 830	2 922	-	-	-	-	1 235
Energie	5 274	9 177	-	-	8 603	23 054	13 983	4 922	3 947	-	-	-	-	202
Matières premières et demi-produits	7 264	3 434	-	-	4 998	15 697	11 499	925	3 217	-	-	-	-	6 50
Produits mécaniques et électriques	41 590	20 215	-	-	28 187	89 991	13 785	36 734	2 716	11 461	-	-	19 381	5 904
Produits textiles	4 902	1 810	-	688	4 554	11 955	1 685	8 607	646	-	-	-	-	1 021
Produits industriels divers	15 709	9 444	-	1 364	15 803	42 320	7 022	28 865	5 043	-	-	-	-	1 383
Bâtiment et travaux publics	-	35 993	-	-	-	35 993	7 536	800	2 313	5 357	8 888	11 432	-	-334
Services	-	118 587	21 659	-	-	140 246	48 079	60 367	7 236	-	-	-	-	24 565
TOTAL	90 555	225 340	27 001	4 436	75 597	422 929	126 415	173 758	28 756	16 818	8 888	30 813	-58	37 539

Unité : millions de F.CFP

Source : ISPF - Comptes économiques de la Polynésie française

LES COMPTES ÉCONOMIQUES EN POLYNÉSIE FRANÇAISE

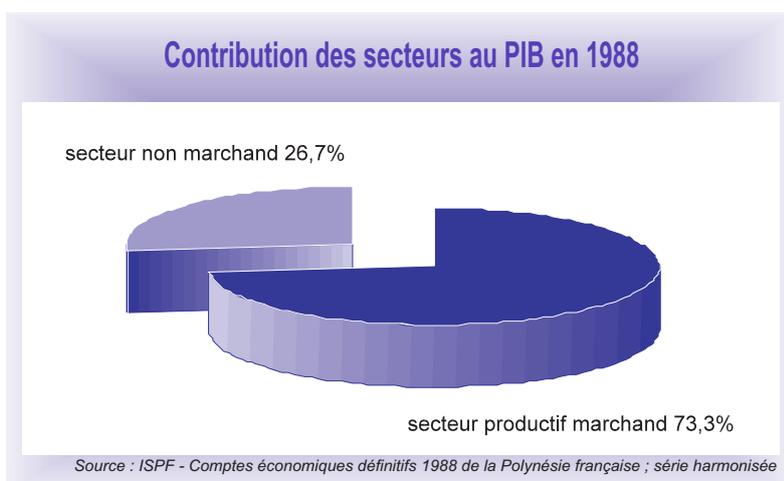
En 1988, la croissance a été de 0,8% en valeur, soit le taux le plus faible de la décennie. La hausse des prix en moyenne annuelle a été de 2,0%, conduisant à une baisse de -1,2% du PIB en volume.

Le mauvais résultat de la croissance provient essentiellement, du côté de l'offre, de la stagnation des richesses créées par la sphère marchande (+0,5%), et du côté de la demande, de la baisse de la consommation des ménages (-3,6%) et des exportations (-6,4%).

La hausse des investissements (+21,4%), de la consommation (+9%) et des salaires (+1,5%) de la sphère non marchande n'aura pas été suffisamment importante pour stimuler l'économie et produire une croissance positive en volume.

CHIFFRES CLÉS

Le Produit Intérieur Brut (PIB) s'élève à 282,6 milliards en 1988, conduisant, en valeur, à une croissance de 0,8%. Corrigé de l'inflation enregistrée sur le territoire (+2,0%, hausse en moyenne annuelle des prix de détail à la consommation), le PIB subit un recul de 1,2% en volume.



La contribution du secteur productif marchand dans le PIB connaît un léger recul passant de 73,4% à 73,3% ; celle des administrations a atteint 26,6% (contre 26,3% en 1987), la part des salaires domestiques restant stable (0,3%).

Entre 1987 et 1988, le PIB s'est accru de 2,2 milliards de F.CFP.

LES LOCOMOTIVES

- Le secteur qui a contribué le plus à cette légère augmentation est celui des transports et télécommunications qui a dégagé une valeur ajoutée de 21,7 milliards, progressant de plus de 20% (+3,6 milliards). Son poids dans le PIB est lui passé de 6,4% en 1987 à 7,7% en 1988.
- L'industrie agroalimentaire arrive en deuxième position au classement des meilleures progressions de valeur ajoutée. La richesse créée par ce secteur a augmenté de 1,1 milliard. En 1988, sa part a atteint 3% dans le PIB et 4% dans la PIBe.

1988 : Ralentissement de l'économie

LES LANTERNES ROUGES

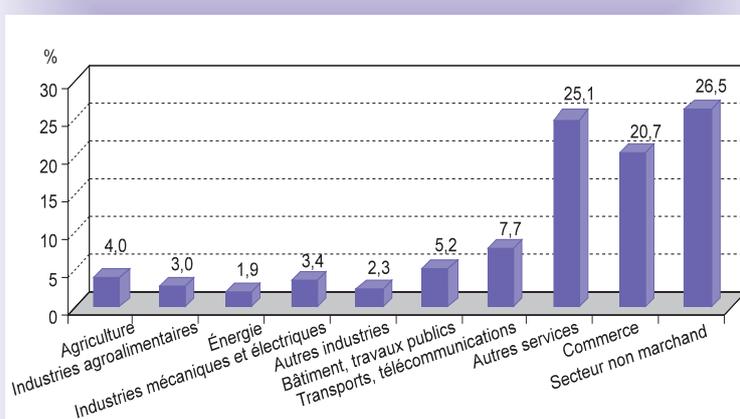
- Le commerce est le secteur qui s'est le moins bien comporté : son résultat est en recul de 4 milliards. La baisse des importations civiles de plus 5 milliards entre 1987 et 1988, conjuguée à la baisse des taux de marges appliqués sur les produits importés (la concurrence de nouvelles formes de distribution a contracté les marges sur de nombreux produits), explique ce mauvais résultat (le moins bon de la décennie) dégagé par le commerce.
- L'autre mauvais résultat provient du BTP ; sa contribution au secteur productif marchand a baissé de 8,4% en 1987 à 7,2% en 1988, soit une perte de 2,4 milliards de valeur ajoutée.
La principale cause de ce recul est une réduction de la productivité : si la production du BTP a bien augmenté (+5%) grâce aux programmes conséquents d'équipements publics, la valeur ajoutée créée par ce secteur a baissé de 13,5% en raison de moindres commandes de clientèles privées, génératrices d'une plus forte valeur ajoutée.

Ces deux secteurs sont les principaux responsables de la mauvaise année qu'a connu l'économie polynésienne en terme de croissance.

Pour les autres secteurs, les résultats sont globalement mitigés. Les trois secteurs qui composent le grand secteur de l'industrie ont connu une hausse de 2,7 milliards de valeur ajoutée (+12,3%) ; la part dans le PIB de l'industrie est passée de 10,6% à 11,8%.

Les administrations ont, quant à elles, versé 75 milliards de F.CFP de salaires (y compris les charges sociales) en 1988, un montant supérieur de 1,2 milliard à celui de 1987 mais qui, en tenant compte de l'inflation, est en fait en recul de plus de 300 millions en volume.

Contribution des secteurs au Produit Intérieur Brut en 1988



Source : ISPF - Comptes économiques définitifs 1988 de la Polynésie française ; série harmonisée

PRINCIPALES TENDANCES

1988 est une année marquée par le ralentissement de l'activité économique, avec un recul de 1,2% du PIB en volume. Les ménages ont diminué leurs dépenses de consommation courante (-5,5% en volume) mais aussi leurs investissements dans la construction de logements (-13% en volume). Les entreprises ont réduit leurs dépenses d'équipement (-8% en volume).

La baisse des recettes douanières (-3,2 milliards) a contraint le Territoire à limiter ses dépenses en salaires ; ses investissements ont en revanche progressé (+19% en volume), notamment dans le cadre du plan de relance arrêté par le gouvernement territorial. Dans ces conditions, les interventions accrues de l'Etat (+12 milliards, soit +10,8% en volume) ont largement contribué à soutenir l'activité économique en 1988.

Production intérieure brute et produit intérieur brut			
Secteurs	1988		Variation 87/88
	Valeur	%	
<i>Unité : millions de F.CFP</i>			
Agriculture	11 415	4,0	+ 4,4
Industries agroalimentaires	8 347	3,0	+ 15,1
Energie	5 294	1,9	+ 21,6
Industries mécaniques et électriques	9 645	3,4	+ 7,5
Autres industries	6 445	2,3	+ 16,1
Bâtiment, travaux publics	14 782	5,2	-14,0
Transports, télécommunications	21 675	7,7	+ 20,1
Commerce	58 475	20,7	-6,2
Autres services	70 940	25,1	-0,6
PIBe	207 017	73,2	+0,5
Salaires des administrations	74 950	26,5	+ 1,6
Salaires domestiques	664	0,2	-4,3
PIB	282 631	100,00	+0,8
Taux de croissance de la PIBe		+ 0,5	
Taux de croissance du PIB		+ 0,8	
PIB par habitant	1 505		-1,8
PIBe par habitant	1 102		-2,1
Variation annuelle moyenne de l'indice des prix		+ 2,0	
Taux de croissance du PIB en volume		-1,22	
Taux de croissance de la PIBe en volume		-1,49	

Source : ISPF - Comptes économiques 1987 et 1988 de la Polynésie française ; série harmonisée

La baisse relative de la pression fiscale associée à une diminution des marges prélevées sur les produits importés (de 83,5% à 81%) s'est conjuguée au ralentissement de la demande intérieure (-3,8% en volume) pour limiter les tendances inflationnistes nées d'une reprise de la hausse des prix dans les principaux pays fournisseurs du territoire ainsi que d'une dépréciation de leurs devises.

1988 : Ralentissement de l'économie

DE QUOI DISPOSE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE EN 1988 ?

	Unité : milliards de F.CFP %	
	1988	Variation 87/88
Production Intérieure brute Ensemble des richesses créées au cours de l'année sous forme de biens et services susceptibles d'être vendus	207	+0,5
Importations Biens achetés à l'extérieur	87,5	-3,3
TOTAL RESSOURCES	294,5	-0,7

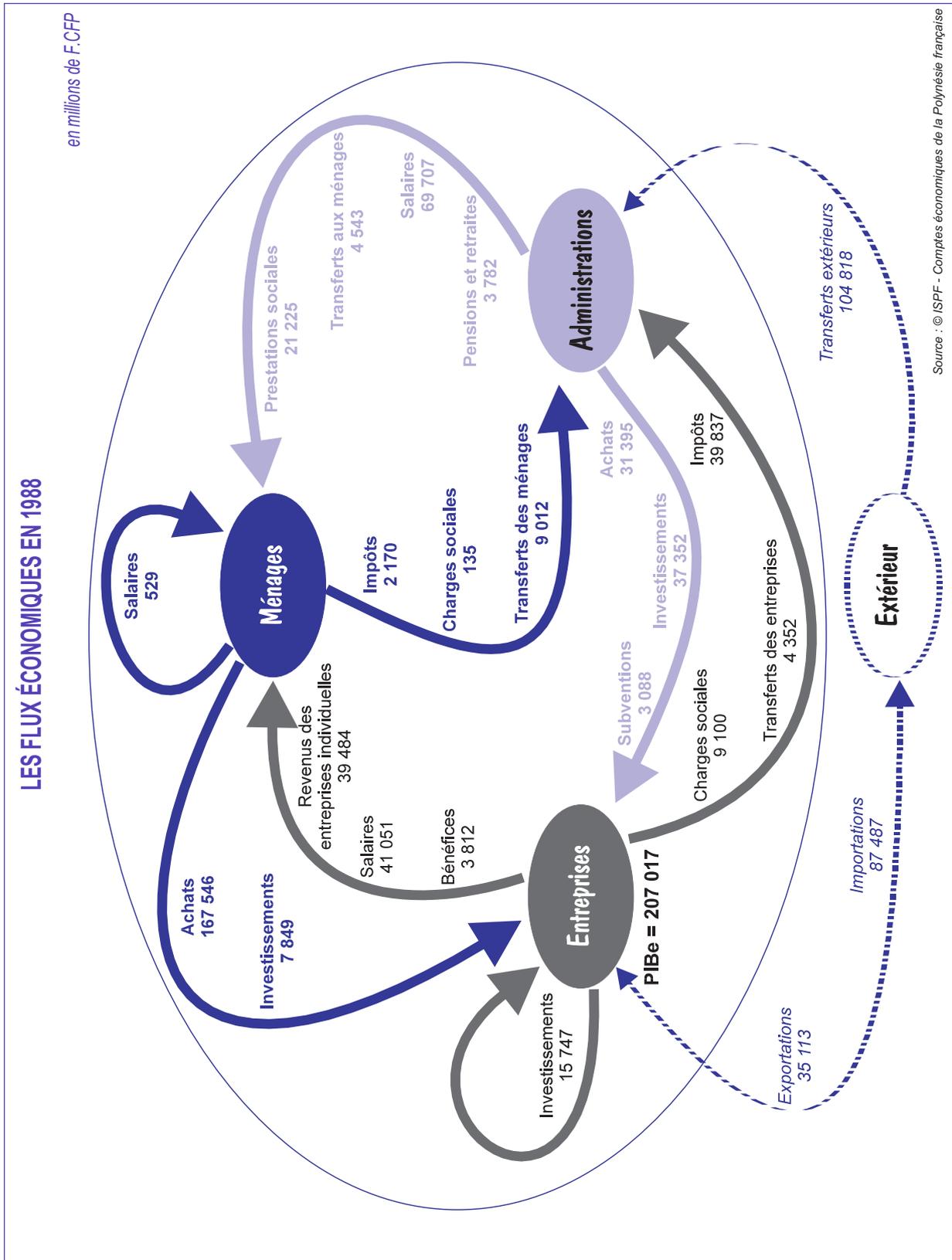
QU'EN FAIT-ELLE ?

	Unité : milliards de F.CFP %	
	1988	Variation 87/88
Consommation des Ménages Biens et services achetés en Polynésie par des ménages polynésiens, en dehors des achats destinés à l'équipement en logement	167,5	-3,6
Consommation des administrations Biens et services achetés par les administrations pour la production des services qu'elles rendent	31,4	+9,0
Investissements		
- des entreprises, équipements en matériels et constructions	15,7	-6,6
- des ménages, équipements en logements	7,9	-11,2
- des administrations, équipements collectifs (écoles, routes,...)	37,4	+21,4
Variation de stocks	-0,5	0,0
Exportations Biens et services vendus à l'extérieur	35,1	-6,4
TOTAL EMPLOIS	294,5	

LE PRODUIT INTÉRIEUR BRUT

	Unité : milliards de F.CFP %		
	1987	1988	Variation 87/88
Production Intérieure Brute	206	207	+0,5
Salaires des administrations + salaires domestiques	74,5	75,6	+1,5
PRODUIT INTÉRIEUR BRUT	280,5	282,6	+0,8

Source : ISPF - Comptes économiques 1987 et 1988 de la Polynésie française ; série harmonisée



Source : © ISPF - Comptes économiques de la Polynésie française

1988 : Ralentissement de l'économie

TABLEAU DES BIENS ET SERVICES EN 1988

Groupes de produits	Ressources				Emplois										
	Importations	Production locale		Marges sur		TOTAL	Consommation			Equipement			Variations de stocks	Exportations	
		Com-merciale	Non commerciale	Pro-duction locale	corn.		Inter-médiaire	des ménages	des adminis-trations	des entre-prises	des ménages	des adminis-trations			
Produits végétaux et animaux	2 134	6 866	3 216	1 289	2 375	15 880	6 970	4 626	666	-	-	-	-	-	3 618
Produits alimentaires	14 121	23 662	2 364	1 448	11 800	53 394	20 144	28 982	3 135	-	-	-	-	3	1 130
Energie	4 720	11 237	-	-	8 331	24 287	16 152	5 035	3 311	-	-	-	-	-214	3
Matières premières et demi-produits	7 562	3 847	-	-	5 077	16 487	13 076	-544	3 849	-	-	-	-	29	76
Produits mécaniques et électriques	40 699	21 414	-	-	25 174	87 287	15 665	29 440	2 962	11 084	-	23 456	-	-101	4 781
Produits textiles	3 877	2 100	-	730	3 609	10 316	1 870	6 955	548	-	-	-	-	-27	969
Produits industriels divers	14 374	10 515	-	1 411	14 495	40 795	7 856	25 831	5 872	-	-	-	-	20	1 216
Bâtiment et travaux publics	-	37 987	-	-	-	37 987	8 728	706	2 352	4 663	7 849	13 897	-	-207	-
Services	-	129 826	22 265	-	-	152 091	53 560	66 513	8 699	-	-	-	-	-	23 318
TOTAL	87 487	247 455	27 845	4 878	70 860	438 525	144 020	167 546	31 395	15 747	7 849	37 352	-497	35 113	

Unité : millions de F.CFP

Source : ISPF - Comptes économiques de la Polynésie française

1988 : Ralentissement de l'économie

LES COMPTES ÉCONOMIQUES EN POLYNÉSIE FRANÇAISE

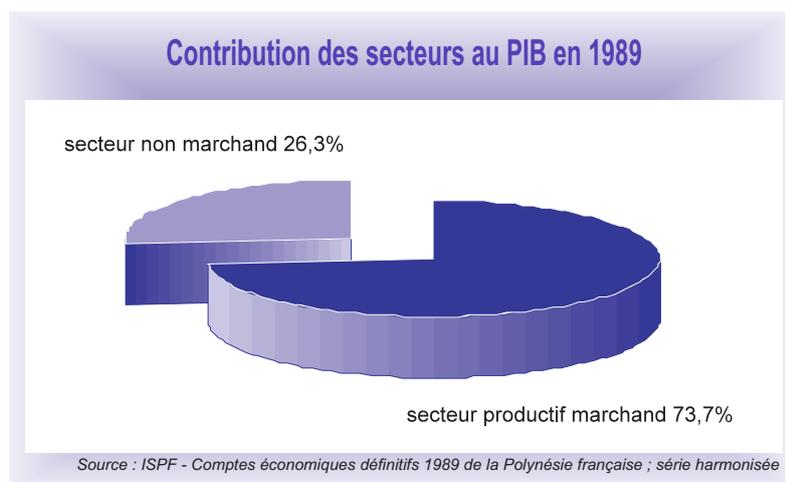
Avec un taux de croissance du PIB de 7,4% en valeur, le territoire a connu, en 1989, une bonne année au niveau des indicateurs économiques.

Les investissements des entreprises ont été le principal moteur de la croissance (+37,6%), ils ont atteint le plus haut niveau de la décennie. La consommation des ménages a elle aussi repris (+3,8%).

Le commerce extérieur, même si sa contribution à la croissance est toujours négative, a obtenu de meilleurs résultats avec une forte hausse des exportations (+8,6%) et une maîtrise des importations (+4,8%) qui se sont accrues moins vite que la Production Intérieure Brute.

CHIFFRES CLÉS

Après le recul de l'activité économique intervenu en 1988, 1989 est une année de reprise contrastée car tous les secteurs n'en profitent pas. Le Produit Intérieur Brut (PIB) s'élève à 303,6 milliards en 1989, soit une croissance de 7,4% en valeur. Corrigé de l'inflation enregistrée sur le territoire en 1989 (+3,0%, hausse en moyenne annuelle des prix de détail à la consommation), le PIB connaît une augmentation de 4,3% en volume.



Le poids du secteur productif marchand (PIBe) enregistre une petite hausse en 1989, passant de 73,2% à 73,7%, celui des administrations décroît de 26,5% à 26,1% et celui des salaires domestiques reste stable.

Entre 1988 et 1989, le PIB s'est accru de 21 milliards de F.CFP.

LES LOCOMOTIVES

- Le secteur du commerce est celui qui a le plus contribué à cette très forte croissance ; il a dégagé une valeur ajoutée de 64,2 milliards, soit une hausse de 9,8% (+5,7 milliards) par rapport à l'année précédente. Son

1989 : Reprise contrastée

pois dans le PIB a progressé de 20,7% à 21,1%. Cette hausse s'explique en quasi-totalité par celle des importations civiles (+3,1 milliards) et par celle des taux de marges sur importations (81% en 1988 et 86,2% en 1989) ; les marges représentent 93% de la production.

- Le BTP est en deuxième position au classement des meilleures progressions de valeur ajoutée : +4,7 milliards dans ce secteur, améliorant sa contribution au PIB de 1,2 points. Ce secteur a donc connu en 1989 une très bonne année : les trois agents qui composent l'économie (ménages, entreprises et administrations) ont augmenté très nettement leurs équipements en BTP (+32%) ce qui a induit une hausse de la production de 11 milliards (+29%) entre 1988 et 1989.

Ces deux secteurs ont contribué pour près de 70% à la hausse qu'a connu la PIBe en 1989. Pour les autres secteurs, la croissance a été plus faible mais toujours positive.

Enfin les administrations, qui ont versé 79 milliards de F.CFP de salaires (y compris les charges sociales), augmentent de 4,3 milliards leur contribution au PIB.

PRINCIPALES TENDANCES

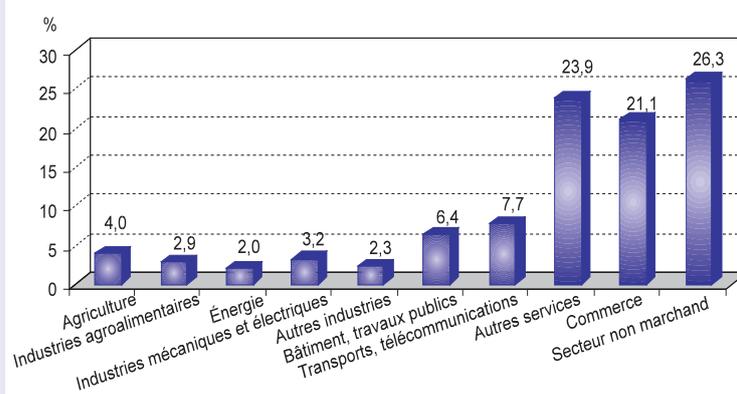
Au ralentissement de l'activité économique intervenu en 1988 a succédé une reprise certaine mais dont ne profitent pas également tous les secteurs de l'économie du territoire. En dépit d'un regain des tensions inflationnistes dans les principaux pays fournisseurs, l'économie polynésienne continue de bénéficier d'une évolution relativement modérée des prix à la consommation (3%) et des coûts de production. Ce contexte favorise l'assainissement de la situation financière des entreprises et des ménages.

Les dépenses de consommation des ménages ont connu, au cours de l'année 1989, un certain redressement. Cette reprise s'est manifestée essentiellement pour les produits alimentaires (+10,3%), tant importés (+12%) que d'origine locale (+9,3%).

La demande locale de biens et services s'est également inscrite en hausse (+7%), soutenue par la consommation des ménages et des administrations.

En matière d'investissement, les dépenses de construction de logement ont largement bénéficié de la prime instaurée

Répartition de la VA par secteur d'activité en 1989



Source : ISPF - Comptes économiques définitifs 1989 de la Polynésie française ; série harmonisée

par le gouvernement territorial à la fin de l'année 1988 et ont progressé de 3,1 milliards (+35% en volume). Par ailleurs, les commandes publiques de construction ont poursuivi leur tendance à la hausse (+1,1 milliards, soit +5% en volume) en 1989.

Concernant les investissements des entreprises, 1989 aura été une année de remise à niveau des équipements avec un quasi doublement des dépenses en bâtiment par rapport à 1988 et une hausse des équipements électriques et mécaniques de 1,5 milliard (+10% en volume).

Ainsi, les débouchés offerts aux biens et services disponibles sur le territoire ont évolué de manière relativement favorable au cours de l'année 1989. Les améliorations constatées ne doivent pas faire oublier qu'avec un déficit commercial de plus de 80 milliards F.CFP (hors dépenses touristiques), la balance commerciale joue un rôle négatif dans la croissance et que les échanges économiques portent essentiellement sur des biens importés.

Production intérieure brute et produit intérieur brut			
Secteurs	1989		Variation 88/89
	Valeur	%	
<i>Unité : millions de F.CFP</i>			
Agriculture	12 094	4,0	+5,9
Industries agroalimentaires	8 873	2,9	+6,3
Energie	6 178	2,0	+16,7
Industries mécaniques et électriques	9 849	3,2	+2,1
Autres industries	6 915	2,3	+7,3
Bâtiment, travaux publics	19 448	6,4	+31,6
Transports, télécommunications	23 424	7,7	+8,1
Commerce	64 210	21,1	+9,8
Autres services	72 713	23,9	+2,5
PIBe	223 703	73,7	+8,1
Salaires des administrations	79 273	26,1	+5,8
Salaires domestiques	644	0,2	-3,1
PIB	303 620	100,0	+7,4
Taux de croissance de la PIBe		+8,1	
Taux de croissance du PIB		+7,4	
PIB par habitant	1 577		+4,7
PIBe par habitant	1 162		+5,4
Variation annuelle moyenne de l'indice des prix		+3,0	
Taux de croissance du PIB en volume		+4,3	
Taux de croissance de la PIBe en volume		+5,0	

Source : ISPF - Comptes économiques 1988 et 1989 de la Polynésie française ; série harmonisée

1989 : Reprise contrastée

DE QUOI DISPOSE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE EN 1989 ?

	Unité : milliards de F.CFP %	
	1989	Variation 88/89
Production Intérieure brute	223,7	+8,1
Ensemble de richesses créées au cours de l'année sous forme de biens et services susceptibles d'être vendus		
Importations	91,7	+4,8
Biens achetés à l'extérieur		
TOTAL RESSOURCES	315,4	+7,1

QU'EN FAIT-ELLE ?

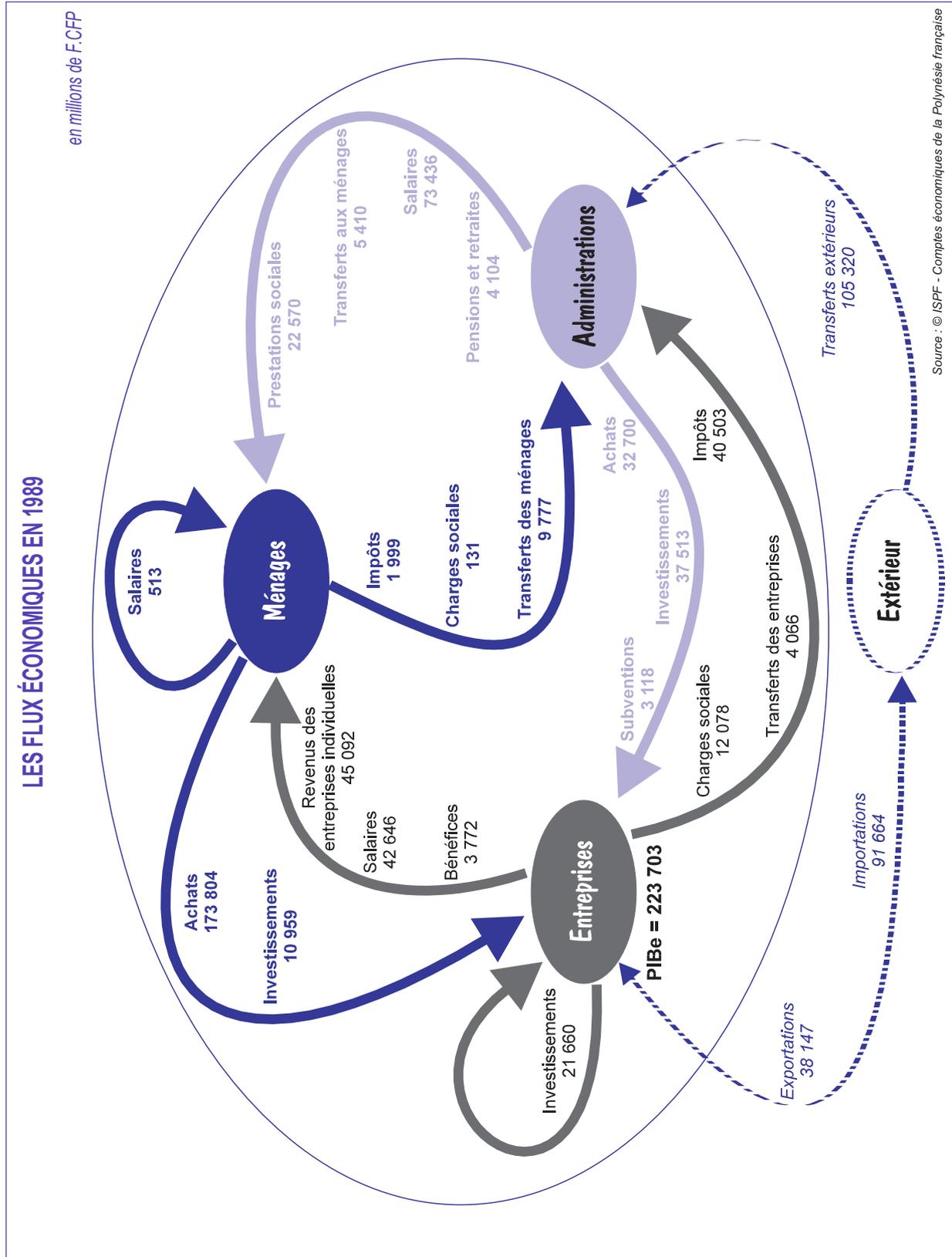
	Unité : milliards de F.CFP %	
	1989	Variation 88/89
Consommation des Ménages	173,8	+3,8
Biens et services achetés en Polynésie par des ménages polynésiens, en dehors des achats destinés à l'équipement en logement		
Consommation des administrations	32,7	+4,1
Biens et services achetés par les administrations pour la production des services qu'elles rendent		
Investissements		
- des entreprises, équipements en matériels et constructions	21,7	+37,6
- des ménages, équipements en logements	11	+39,0
- des administrations, équipements collectifs (écoles, routes,...)	37,5	+0,3
Variation de stocks	+0,5	0,0
Exportations	38,1	+8,6
Biens et services vendus à l'extérieur		
TOTAL EMPLOIS	315,4	

LE PRODUIT INTÉRIEUR BRUT

	Unité : milliards de F.CFP %		
	1988	1989	Variation 88/89
Production Intérieure Brute	207	223,7	+8,1
Salaires des administrations + salaires domestiques	75,6	79,9	+5,5
PRODUIT INTÉRIEUR BRUT	282,6	303,6	+7,4

Source : ISPF - Comptes économiques 1988 et 1989 de la Polynésie française ; série harmonisée

LES COMPTES ÉCONOMIQUES EN POLYNÉSIE FRANÇAISE



Source : © ISPF - Comptes économiques de la Polynésie française

1989 : Reprise contrastée

TABLEAU DES BIENS ET SERVICES EN 1989

Groupes de produits	Ressources				Emplois									
	Impor-tations	Production locale		Marges sur		TOTAL	Consommation			Equipement		Variations de stocks	Expor-tations	
		Com-merciale	Non commerciale	Pro-duction locale	Impor-tations		Inter-médiaire	des ménages	des adminis-trations	des entre-ménages	des adminis-trations			
Produits végétaux et animaux	2 031	8 360	3 373	1 432	2 094	17 290	7 773	3 751	764	-	-	-	-	5 003
Produits alimentaires	15 907	25 159	2 241	1 855	13 689	58 851	23 013	30 947	3 661	-	-	-	54	1 176
Energie	5 209	12 091	-	-	8 606	25 906	17 877	4 305	3 527	-	-	-	196	-
Matières premières et demi-produits	8 845	4 102	-	-	8 587	21 534	15 493	2 362	3 627	-	-	-	4	48
Produits mécaniques et électriques	39 452	22 751	-	-	23 116	85 319	18 360	23 092	3 164	12 551	-	22 491	95	5 565
Produits textiles	4 211	2 347	-	745	5 558	12 861	2 119	9 105	600	-	-	-	18	1 020
Produits industriels divers	16 010	11 706	-	1 384	17 320	46 420	9 193	29 924	5 989	-	-	-	20	1 294
Bâtiment et travaux publics	-	48 764	-	-	-	48 764	9 970	986	2 521	9 109	10 959	15 022	197	-
Services	-	140 724	23 644	-	-	164 368	62 147	69 332	8 848	-	-	-	-	24 041
TOTAL	91 664	276 004	29 258	5 416	78 970	481 313	165 945	173 804	32 700	21 660	10 959	37 513	585	38 147

Unité : millions de F.CFP

Source : ISPF - Comptes économiques de la Polynésie française



LES COMPTES ÉCONOMIQUES EN POLYNÉSIE FRANÇAISE

	Emplois						Ressources							
	Entreprises		Adminis- trations		Ménages		Entreprises		Adminis- trations		Ménages		Exté- rieur	Total
	Expl.	Affect.	Capit.	Affect.	Capit.	Affect.	Capit.	Expl.	Affect.	Capit.	Affect.	Capit.		
													Total	
Opérations sur biens et services														
Production intérieure brute	-	-	-	-	-	-	223 703	-	-	-	-	-	-	223 703
Importations	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	91 664	91 664
Consommation	-	-	32 700	-	173 804	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Equipements et stocks	-	-	22 244	-	37 513	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Exportations	-	-	-	-	-	38 147	-	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL	-	-	22 244	-	173 804	38 147	223 703	-	-	-	-	-	91 664	315 367
Opérations de répartition														
Salaires et charges sociales	54 724	-	79 273	-	644	-	-	-	-	18 047	-	116 594	-	134 641
Impôts	32 936	7 567	-	-	1 999	-	-	-	-	42 503	-	-	-	42 503
Subventions	-	-	3 118	-	-	-	3 118	-	-	-	-	-	-	3 118
Transferts entre agents intérieurs	-	54 384	36 169	-	9 777	5 411	-	4 073	5 411	15 297	-	80 960	-	105 742
Transferts extérieurs	-	-	-	-	-	105 320	-	-	-	105 320	-	-	-	105 320
TOTAL	87 660	61 951	118 561	-	12 420	105 320	3 118	4 073	5 411	181 166	197 554	-	391 323	391 323
Soldes comptables														
Résultat brut d'exploitation	139 161	-	-	-	-	-	-	139 161	-	-	-	-	-	139 161
Épargne brute	-	81 283	29 906	-	11 330	-	-	-	81 283	29 906	-	11 330	-	122 519
Capacité de financement	-	-	64 450	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Besoin de financement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	7 606	-	5 040	51 803	64 450
TOTAL	226 821	143 234	86 694	181 167	197 554	143 467	226 821	143 234	86 694	181 166	197 554	16 370	143 467	1 032 820

Unité : millions de F.CFP

Source : ISPF - Comptes économiques de la Polynésie française

1989 : Reprise contrastée

LES COMPTES ÉCONOMIQUES EN POLYNÉSIE FRANÇAISE

En 1990, la croissance est toujours là : le PIB connaît une augmentation de 3,7% en valeur. Cette hausse résulte essentiellement de la forte augmentation des salaires versés par les administrations (+6,4%), alors que la Production intérieure Brute ne progresse que de 2,8%.

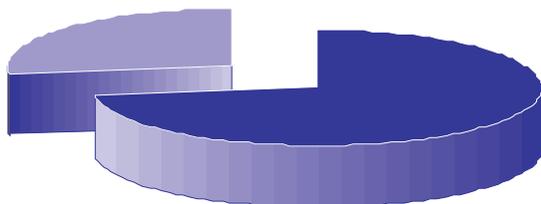
Cette croissance a été essentiellement soutenue par la consommation des ménages (+13,3%) qui a plus que compensé les mauvais résultats des autres composants de la demande qui ont tous connu en 1990 un net recul.

CHIFFRES CLÉS

Le Produit Intérieur Brut (PIB) s'élève à 315 milliards en 1990, soit une croissance de 3,7% en valeur. Cependant, si l'on tient compte de l'inflation relevée sur le territoire en 1990 (+1,4%, hausse moyenne annuelle des prix de détail à la consommation), le PIB enregistre une augmentation de 2,3% en volume.

Contribution des secteurs au PIB en 1990

secteur non marchand 27,0%



secteur productif marchand 73,0%

Source : ISPF - Comptes économiques définitifs 1990 de la Polynésie française ; série harmonisée

Le poids du secteur productif marchand (PIBe) connaît pour sa part une baisse représentant 73,0% du PIB en 1990 contre 73,7% en 1989. La contribution des administrations progresse de 26,1% à 26,8%, celle des salaires domestiques reste stable.

Entre 1989 et 1990, le PIB s'est accru de plus de 11 milliards de F. CFP et la PIBe de 6,2 milliards.

LES LOCOMOTIVES

- Le secteur des transports et télécommunications est celui qui a le plus contribué à ce bon résultat ; avec une augmentation de 9,7 % des richesses créées, il atteint 25,7 milliards de valeur ajoutée. Son poids dans le PIB est passé de 7,7% à 8,2% sur la période.
- Arrivent en deuxième position les services qui, avec 2,2 milliards d'augmentation de valeur ajoutée, n'ont pas modifié leur contribution au PIB.

1990 : Recul du BTP

LES LANTERNES ROUGES

- Le BTP, après une année record en 1989, a réduit sa contribution au PIB de 6,4% à 5,7% avec un recul de valeur ajoutée de 1,4 milliard (-7,3%). Ce recul s'explique par une baisse de la production (-10%) résultant d'un net recul de la demande en produits du BTP des entreprises et des ménages (respectivement -38,3% et -15,3%) et d'une stabilisation des dépenses des administrations.
- Dans le secteur du commerce, la contraction de la valeur ajoutée (-1,3%) est essentiellement imputable à une baisse des taux de marge sur les produits importés : les marges représentant 93% de la production de ce secteur, la baisse des taux de marge (de 86,2% à 84,9%) pénalise donc la production et le résultat du commerce.

Concernant les autres secteurs qui composent l'économie marchande polynésienne, l'année 1990 aura été une année globalement satisfaisante, avec une contribution généralement positive à la croissance.

Enfin, les administrations qui ont versé 84,4 milliards de salaires (y compris les charges sociales) améliorent leur contribution au PIB de 5 milliards (+6,4%).

Cette hausse et celles des autres secteurs auront permis de compenser largement la diminution de la valeur ajoutée dégagée par le BTP et le commerce.

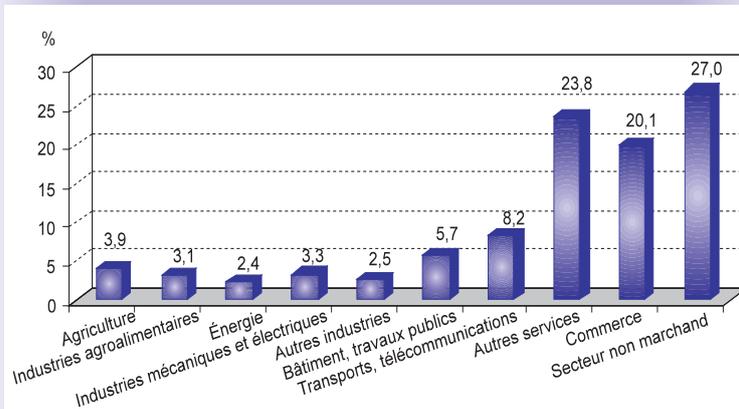
PRINCIPALES TENDANCES

A l'évolution très forte enregistrée en 1989 a succédé en 1990, une année de croissance moins soutenue et plus contrastée dans un contexte de stabilité des prix.

L'année 1990 a été marquée par une réduction des dépenses d'équipements des collectivités publiques (-12,7% en volume), surtout en équipements électriques et mécaniques (-20,5% en volume), par une pause dans l'effort de construction des ménages (-16,5% en volume) et par une baisse de la fréquentation et des dépenses touristiques sur le territoire.

L'évolution favorable en matière d'emploi (baisse du nombre de demandeurs d'emploi inscrits à l'A.E.F.P.) et la croissance régulière des rémunérations salariales ont contribué à

Contribution des secteurs au Produit Intérieur Brut en 1990



Source : ISPF - Comptes économiques définitifs 1990 de la Polynésie française ; série harmonisée

conforter la consommation des ménages (+11,5% en volume). Leur demande s'est principalement portée sur les biens des industries mécaniques et électriques (biens d'équipements ménagers et automobiles), et sur les services.

La baisse du volume des biens importés utilisés à des fins productives a principalement concerné les matériels d'équipement professionnel et les matériaux de construction (matières premières et demi-produits). Cette évolution est la conséquence de la diminution de l'activité dans le secteur du BTP, qui se traduit très clairement dans la réduction substantielle du nombre de logements neufs déclarés conformes et dans la stagnation des dépenses liquidées par la direction de l'équipement. L'interruption momentanée de l'aide territoriale à la construction de logements (reconduite en juin 1990), le retard pris dans la concrétisation de plusieurs projets de constructions hôtelières et l'épuisement relatif de la capacité d'investissement du Territoire (-10,5%) ont été à l'origine d'un tassement de l'activité dans ce secteur.

Production intérieure brute et produit intérieur brut			
Secteurs	1990		Variation 89/90
	Valeur	%	
<i>Unité : millions de F.CFP</i>			
Agriculture	12 146	3,9	+0,4
Industries agroalimentaires	9 849	3,1	+11,0
Energie	7 489	2,4	+21,2
Industries mécaniques et électriques	10 308	3,3	+4,7
Autres industries	8 023	2,5	+16,0
Bâtiment, travaux publics	18 024	5,7	-7,3
Transports, télécommunications	25 685	8,2	+9,7
Commerce	63 393	20,1	-1,3
Autres services	74 997	23,8	+3,1
PIBe	229 914	73,0	+2,8
Salaires des administrations	84 352	26,8	+6,4
Salaires domestiques	689	0,2	+7,0
PIB	314 955	100,0	+3,7
Taux de croissance de la PIBe		+2,8	
Taux de croissance du PIB		+3,7	
PIB par habitant	1 598		+1,4
PIBe par habitant	1 167		+0,4
Variation annuelle moyenne de l'indice des prix		+1,4	
Taux de croissance du PIB en volume		+2,3	
Taux de croissance de la PIBe en volume		+1,3	

Source : ISPF - Comptes économiques 1989 et 1990 de la Polynésie française ; série harmonisée

1990 : Recul du BTP

DE QUOI DISPOSE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE EN 1990 ?

	Unité : milliards de F.CFP %	
	1990	Variation 89/90
Production Intérieure brute Ensemble de richesses créées au cours de l'année sous forme de biens et services susceptibles d'être vendus	229,9	+2,8
Importations Biens achetés à l'extérieur	91,9	+0,3
TOTAL RESSOURCES	321,8	+2,1

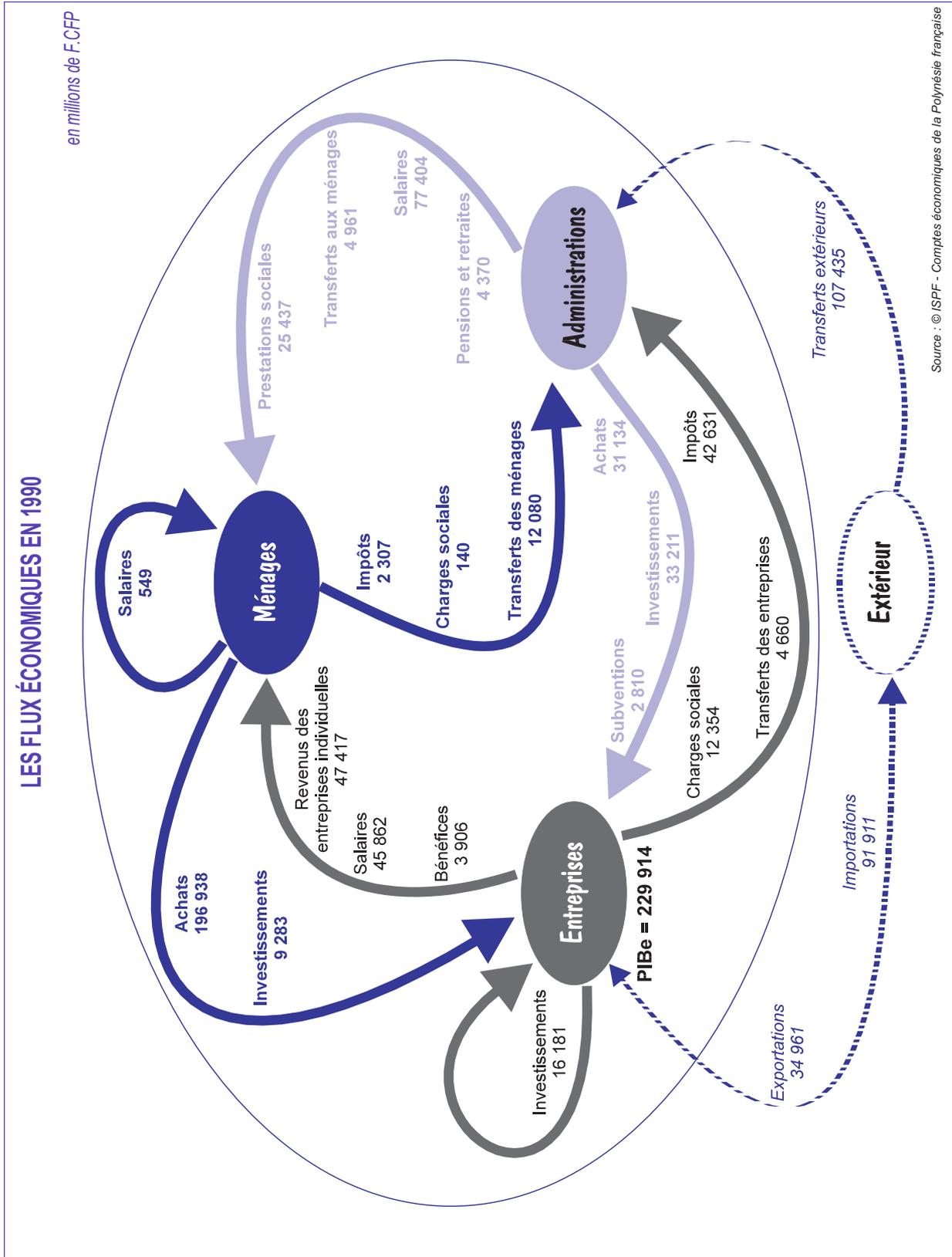
QU'EN FAIT-ELLE ?

	Unité : milliards de F.CFP %	
	1990	Variation 89/90
Consommation des Ménages Biens et services achetés en Polynésie par des ménages polynésiens, en dehors des achats destinés à l'équipement en logement	196,9	+13,3
Consommation des administrations Biens et services achetés par les administrations pour la production des services qu'elles rendent	31,1	-4,8
Investissements		
- des entreprises, équipements en matériels et constructions	16,2	-25,3
- des ménages, équipements en logements	9,3	-15,3
- des administrations, équipements collectifs (écoles, routes,...)	33,2	-11,5
Variation de stocks	+0,1	0,0
Exportations Biens et services vendus à l'extérieur	34,9	-8,4
TOTAL EMPLOIS	321,9	

LE PRODUIT INTÉRIEUR BRUT

	Unité : milliards de F.CFP %		
	1989	1990	Variation 89/90
Production Intérieure Brute	223,7	229,9	+2,8
Salaires des administrations + salaires domestiques	79,9	84,9	+6,4
PRODUIT INTÉRIEUR BRUT	303,6	314,8	+3,7

Source : ISPF - Comptes économiques 1989 et 1990 de la Polynésie française ; série harmonisée



1990 : Recul du BTP

TABLEAU DES BIENS ET SERVICES EN 1990

Groupes de produits	Ressources					Emplois								
	Impor-tations	Production locale		Marges sur		TOTAL	Consommation			Equipement		Variations de stocks	Expor-tations	
		Com-merciale	Non commerciale	Pro-duction locale	com.		Inter-médiaire	des ménages	des adminis-trations	des entre-prises	des ménages			des adminis-trations
Produits végétaux et animaux	1 750	8 437	3 548	1 586	2 194	17 515	8 212	3 535	744	-	-	-	-	5 024
Produits alimentaires	15 053	26 435	2 436	1 509	12 413	57 846	25 158	28 200	3 507	-	-	-	-7	988
Energie	5 431	13 981	-	-	8 882	28 294	18 965	5 815	3 331	-	-	-	175	9
Matières premières et demi-produits	7 347	4 137	-	-	7 805	19 289	14 929	1 351	2 957	-	-	-	-12	64
Produits mécaniques et électriques	42 843	23 861	-	-	24 078	90 782	18 373	34 354	3 183	10 564	-	18 149	-28	6 189
Produits textiles	3 939	2 479	-	787	5 233	12 438	2 213	8 874	482	-	-	-	-9	877
Produits industriels divers	15 548	12 910	-	1 527	17 446	47 430	9 252	31 108	5 903	-	-	-	39	1 127
Bâtiment et travaux publics	-	44 051	-	-	-	44 051	10 888	835	2 406	5 617	9 283	15 063	-42	-
Services	-	151 098	24 715	-	-	175 813	63 644	82 865	8 621	-	-	-	-	20 683
TOTAL	91 911	287 388	30 699	5 409	78 050	493 458	171 633	196 938	31 134	16 181	9 283	33 211	117	34 961

Unité : millions de F.CFP

Source : ISPF - Comptes économiques de la Polynésie française

LES COMPTES ÉCONOMIQUES EN POLYNÉSIE FRANÇAISE

TABLEAU ÉCONOMIQUE D'ENSEMBLE ANNÉE 1990	Emplois						Ressources							
	Entreprises		Adminis- trations		Ménages		Entreprises		Adminis- trations		Ménages		Exté- rieur	Total
	Expl.	Affect.	Capit.	Affect.	Capit.	Affect.	Capit.	Expl.	Affect.	Capit.	Affect.	Capit.		
													TOTAL	
Opérations sur biens et services														
Production intérieure brute	-	-	-	-	-	-	229 914	-	-	-	-	-	-	229 914
Importations	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	91 911	91 911
Consommation	-	-	31 134	-	196 938	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Equipements et stocks	-	-	-	33 211	-	9 283	-	-	-	-	-	-	-	-
Exportations	-	-	-	-	-	34 961	-	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL	-	-	31 134	33 211	196 938	34 961	229 914	-	-	-	-	-	91 911	321 826
Opérations de répartition														
Salaires et charges sociales	58 216	-	84 352	-	689	-	-	-	-	19 441	-	123 815	-	143 256
Impôts	33 178	9 453	-	-	2 307	-	-	-	-	44 937	-	-	-	44 937
Subventions	-	-	2 810	-	-	-	2 810	-	-	-	-	-	-	2 810
Transferts entre agents intérieurs	-	57 582	39 842	-	12 080	5 690	-	5 066	5 690	18 339	-	86 099	-	115 194
Transferts extérieurs	-	-	-	-	-	107 435	-	-	-	107 435	-	-	-	107 435
TOTAL	91 393	67 035	127 004	-	15 076	107 435	2 810	5 066	5 690	190 152	-	209 914	-	413 632
Soldes comptables														
Résultat brut d'exploitation	141 331	-	-	-	-	-	-	141 331	-	-	-	-	-	141 331
Épargne brute	-	79 362	32 014	-	-2 099	-	-	-	79 362	32 014	-	-2 099	-	109 277
Capacité de financement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Besoin de financement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1 197	-	-17 072	50 484	68 754
TOTAL	232 725	146 397	85 052	190 152	209 914	142 396	232 725	146 397	85 052	190 152	33 211	209 914	142 396	1 054 821

Source : ISPF - Comptes économiques de la Polynésie française

1990 : Recul du BTP

L ES COMPTES ÉCONOMIQUES EN POLYNÉSIE FRANÇAISE

L'année 1991 a été marquée par un fort dynamisme de la sphère marchande (+7,0% de croissance de la PIBe en valeur) qui a permis une progression de 6,4% du PIB en valeur.

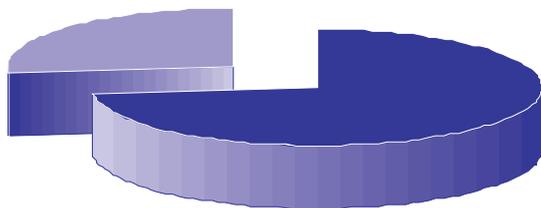
Cette croissance, dans un contexte de maîtrise des prix (+0,6% de hausse moyenne annuelle) a été soutenue, du côté de la demande, par la consommation des ménages (+8,8%) qui représente 63% de la demande totale. Les investissements effectués par les entreprises ont eux aussi repris, avec une augmentation de 6,8%.

CHIFFRES CLÉS

Le Produit Intérieur Brut (PIB) s'élève à 335,2 milliards en 1991, soit une croissance de 6,4% en valeur. Cependant, si l'on tient compte de l'inflation relevée sur le territoire (+0,6%, hausse moyenne annuelle des prix de détail à la consommation), le PIB enregistre alors une augmentation de 5,8% en volume.

Contribution des secteurs au PIB en 1991

secteur non marchand 26,6%



secteur productif marchand 73,4%

Source : ISPF - Comptes économiques définitifs 1991 de la Polynésie française ; série harmonisée

Le poids du secteur productif marchand (PIBe) revient à son niveau de 1987 soit 73,4% du PIB, celui des administrations recule de 26,8% à 26,4%, celui des salaires domestiques reste stable (0,2%).

Entre 1990 et 1991, le PIB a donc connu une très forte croissance ; il s'est accru de plus de 20 milliards de F. CFP et la PIBe de 16 milliards.

LES LOCOMOTIVES

- Le secteur qui a le plus contribué à ce bon résultat est celui du commerce avec une augmentation de 12% de sa valeur ajoutée qui a atteint 71 milliards. Sa contribution à la PIBe progresse de 1,3 point et son poids relatif dans le PIB de 1,1 point. Cet excellent résultat du commerce provient pour l'essentiel de l'augmentation des marges commerciales, dont le taux est passé de 84,9% à 93,9% du fait de la hausse des taxes à l'importation ; ce qui a donc " dopé " la production avec une augmentation de 10 milliards (+12%) ;
- Arrivent en deuxième position les services avec 2,9 milliards d'augmentation de valeur ajoutée, suivis de près par le secteur des transports et télécommunications qui a connu une hausse de 6,6% de valeur ajoutée.
Ces trois secteurs d'activité qui forment le secteur tertiaire auront été les principales sources de créations de richesses en cette année 1991.

1991 : Hausse de la consommation

LES LANTERNES ROUGES

- Le seul secteur à avoir connu une légère baisse de valeur ajoutée est celui du BTP. Malgré un gain de productivité de 1,6%, le BTP ne peut amortir la baisse des dépenses publiques et privées en équipements de construction (-3,8 milliards) qui déterminent presque entièrement son niveau de production.

Pour le reste des secteurs qui composent l'économie marchande polynésienne, l'année 1990 a été une année globalement satisfaisante avec des contributions positives à la croissance.

Enfin, les administrations qui ont versé 88,5 milliards de salaires (y compris les charges sociales) voient leur contribution au PIB augmenter de 4 milliards (+4,9%) mais leur part relative diminuer de 26,8% à 26,4%.

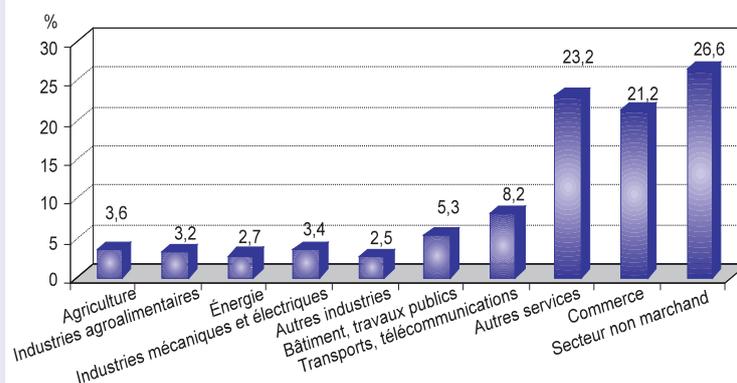
PRINCIPALES TENDANCES

En 1991, l'économie polynésienne a connu un certain nombre de perturbations dont les effets ont été atténués grâce au niveau élevé de la consommation (+19,7 milliards, soit +8,6%), lui-même rendu possible par le maintien de transferts financiers élevés en provenance de France métropolitaine (+5,5 milliards, soit +4,4% en volume) et par l'accroissement des crédits bancaires.

Lors de l'année écoulée, un changement de majorité politique, à la suite des élections de mars 1991, débouche sur une véritable crise politique concernant les comptes financiers du territoire. Les finances publiques ont également préoccupé de nombreuses communes dont la gestion insuffisamment prudente ne leur permet plus d'exercer pleinement leurs missions et qui se traduira par une baisse de 45% de leur demande en BTP. L'activité économique de la Polynésie a en outre été affectée en début d'année par la guerre du Golfe : le climat d'insécurité qui en a résulté a contribué à la désaffection des touristes (essentiellement nord-américains) et donc au plus mauvais résultat de ce secteur de la décennie.

En dépit de ces difficultés, l'activité économique a connu une année favorable avec une croissance soutenue (+6,4%)

Contribution des secteurs au Produit Intérieur Brut en 1991



Source : ISPF - Comptes économiques définitifs 1991 de la Polynésie française ; série harmonisée

pour le PIB), la consommation privée ayant joué un rôle moteur (+17,4 milliards, soit +8,8%).

Elle a été portée par la progression du pouvoir d'achat, résultat de l'augmentation des revenus nominaux (salariaux en particulier, +2,8% en volume) dans un contexte de modération de la dérive inflationniste. Elle a également été alimentée par le développement du financement bancaire, les établissements de crédits ayant mis d'importantes liquidités à la disposition des ménages polynésiens. Le secteur d'activité du commerce est d'ailleurs celui qui a enregistré le meilleur résultat de la sphère marchande, avec un gain de près de 8 milliards de valeur ajoutée.

L'effort de construction est resté soutenu, bien qu'en léger recul ; la commande publique, bien que tempérée par les contraintes financières évoquées plus haut, a également permis de dégager un certain volume d'activité, principalement dans le domaine du génie civil. Les marchés publics ont été modestement appuyés par quelques réalisations du secteur privé qui a baissé ses commandes de 1,3 milliard soit un recul de 23,6%.

Production intérieure brute et produit intérieur brut			
Secteurs	1991		Variation 90/91
	Valeur	%	
<i>Unité : millions de F.CFP</i>			
Agriculture	12 120	3,6	-0,2
Industries agroalimentaire	10 822	3,2	+9,9
Energie	9 167	2,7	+22,4
Industries mécaniques et électriques	11 549	3,4	+12,0
Autres industries	8 444	2,5	+5,3
Bâtiment, travaux publics	17 659	5,3	-2,0
Transports, télécommunication	27 375	8,2	+6,6
Commerce	71 031	21,2	+12,0
Autres services	77 803	23,2	+3,7
PIBe	245 969	73,4	+7,0
Salaires des administrations	88 507	26,4	+4,9
Salaires domestiques	702	0,2	+1,9
PIB	335 179	100,0	+6,4%
Taux de croissance de la PIBe		+7,0	
Taux de croissance du PIB		+6,4	
PIB par habitant	1 663		+4,0
PIBe par habitant	1 220		+4,6
Variation annuelle moyenne de l'indice des prix		+0,6	
Taux de croissance du PIB en volume		+5,8	
Taux de croissance de la PIBe en volume		+6,3	

Source : ISPF - Comptes économiques 1990 et 1991 de la Polynésie française ; série harmonisée

1991 : Hausse de la consommation

DE QUOI DISPOSE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE EN 1991 ?

	Unité : milliards de F.CFP %	
	1991	Variation 90/91
Production Intérieure brute Ensemble de richesses créées au cours de l'année sous forme de biens et services susceptibles d'être vendus	246	+7,0
Importations Biens achetés à l'extérieur	93,8	+2,0
TOTAL RESSOURCES	339,8	+5,5

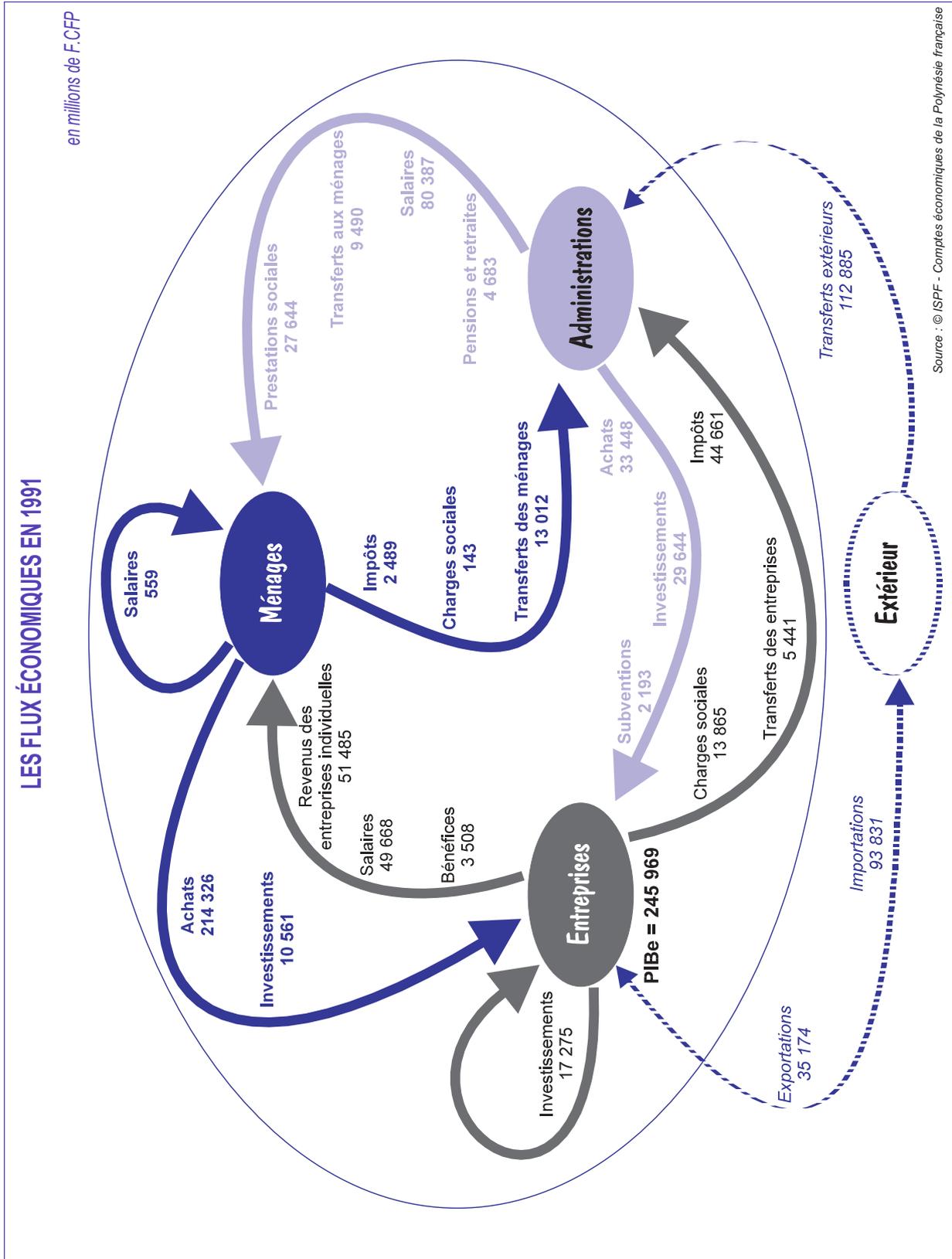
QU'EN FAIT-ELLE ?

	Unité : milliards de F.CFP %	
	1991	Variation 90/91
Consommation des Ménages Biens et services achetés en Polynésie par des ménages polynésiens, en dehors des achats destinés à l'équipement en logement	214,3	+8,8
Consommation des administrations Biens et services achetés par les administrations pour la production des services qu'elles rendent	33,4	+7,4
Investissements		
- des entreprises, équipements en matériels et constructions	17,3	+6,8
- des ménages, équipements en logements	10,6	+14,0
- des administrations, équipements collectifs (écoles, routes,...)	29,7	-10,5
Variation de stocks	-0,6	0,0
Exportations Biens et services vendus à l'extérieur	35,2	+0,9
TOTAL EMPLOIS	339,8	

LE PRODUIT INTÉRIEUR BRUT

	Unité : milliards de F.CFP %		
	1990	1991	Variation 90/91
Production Intérieure Brute	230	246	+7,0
Salaires des administrations + salaires domestiques	84,9	89,2	+4,9
PRODUIT INTÉRIEUR BRUT	314,9	335,2	+6,4

Source : ISPF - Comptes économiques 1990 et 1991 de la Polynésie française ; série harmonisée



Source : © ISPF - Comptes économiques de la Polynésie française

1991 : Hausse de la consommation

TABLEAU DES BIENS ET SERVICES EN 1991

Groupes de produits	Ressources						Emplois							
	Impor-tations	Production locale		Marges sur		TOTAL	Consommation			Equipement			Expor-tations	
		Com-merciale	Non commerciale	Pro-duction locale com.	Impor-tations		Inter-médiaire ménages	des administrations	des entre-prises	des ménages	des adminis-trations	Variations de stocks		
														lisée
Produits végétaux et animaux	2 002	9 145	3 567	1 628	3 660	20 001	9 298	4 229	1 027	-	-	-	-	5 447
Produits alimentaires	15 962	30 268	2 523	1 439	14 095	64 286	25 647	33 316	4 155	-	-	-	87	1 081
Energie	6 459	17 302	-	-	9 746	33 508	20 848	9 248	3 701	-	-	-	-340	51
Matières premières et demi-produits	8 092	4 195	-	-	9 598	21 885	14 731	3 796	3 283	-	-	-	-7	81
Produits mécaniques et électriques	40 096	25 623	-	-	26 309	92 029	18 396	32 949	3 103	12 986	-	17 035	21	7 539
Produits textiles	4 267	2 419	-	768	4 896	12 350	2 326	8 611	575	-	-	-	5	833
Produits industriels divers	16 953	13 934	-	1 648	19 766	52 301	9 380	35 372	6 413	-	-	-	31	1 105
Bâtiment et travaux publics	-	41 503	-	-	-	41 503	11 058	950	2 461	4 289	10 561	12 609	-425	-
Services	-	154 410	25 783	-	-	180 193	66 571	85 856	8 730	-	-	-	-	19 037
TOTAL	93 831	298 800	31 872	5 483	88 070	518 055	178 255	214 326	33 448	17 275	10 561	29 644	-629	35 174

Unité : millions de F.CFP

Source : ISPF- Comptes économiques de la Polynésie française

LES COMPTES ÉCONOMIQUES EN POLYNÉSIE FRANÇAISE

TABLEAU ÉCONOMIQUE D'ENSEMBLE ANNÉE 1991	Emplois						Ressources							
	Entreprises		Adminis- trations		Ménages		Entreprises		Adminis- trations		Ménages		Exté- rieur	Total
	Expl.	Affect.	Capit.	Affect.	Capit.	Affect.	Capit.	Expl.	Affect.	Capit.	Affect.	Capit.		
Opérations sur biens et services														
Production intérieure brute	-	-	-	-	-	-	245 969	-	-	-	-	-	-	245 969
Importations	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	93 831	93 831
Consommation	-	-	33 448	-	214 326	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Equipements et stocks	-	-	-	-	29 644	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Exportations	-	-	-	-	-	35 174	-	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL	-	-	33 448	-	214 326	35 174	245 969	-	-	-	-	-	93 831	339 800
Opérations de répartition														
Salaires et charges sociales	63 533	-	-	88 507	-	702	-	-	-	21 934	-	130 809	-	152 743
Impôts	35 323	9 339	-	-	2 489	-	-	-	-	47 150	-	-	-	47 150
Subventions	-	-	-	2 193	-	-	2 193	-	-	-	-	-	-	2 193
Transferts entre agents intérieurs	-	62 379	-	49 001	-	13 012	-	7 154	6 178	20 398	-	96 839	-	130 570
Transferts extérieurs	-	-	-	-	-	-	-	-	-	112 885	-	-	-	112 885
TOTAL	98 856	71 718	-	139 701	-	16 203	2 193	7 154	6 178	202 368	-	227 648	-	445 735
Soldes comptables														
Résultat brut d'exploitation	149 306	-	-	-	-	-	-	149 306	-	-	-	-	-	149 306
Épargne brute	-	84 743	-	29 413	-	-3 075	-	-	84 743	-	-	-	-3 075	111 274
Capacité de financement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Besoin de financement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL	248 162	156 460	90 921	202 562	29 644	16 739	248 162	156 460	90 921	202 368	29 644	227 454	148 254	1 119 808

Source : ISPF - Comptes économiques de la Polynésie française

1991 : Hausse de la consommation

LES COMPTES ÉCONOMIQUES EN POLYNÉSIE FRANÇAISE

C'est une année de transition pour l'économie polynésienne, une année marquée par le doute qui se répercute sur une baisse de la demande totale. Après trois années de hausse marquée pour le PIB, 1992 marque le retour à une croissance plus modérée avec une hausse du PIB de 2,2% en valeur et cela dans un contexte de maîtrise des prix relativement efficace (+1,7%).

Du côté de la demande, la baisse a surtout concerné le secteur public qui a réduit significativement sa consommation en biens et services (-9,3%) et ses investissements (-19,2%).

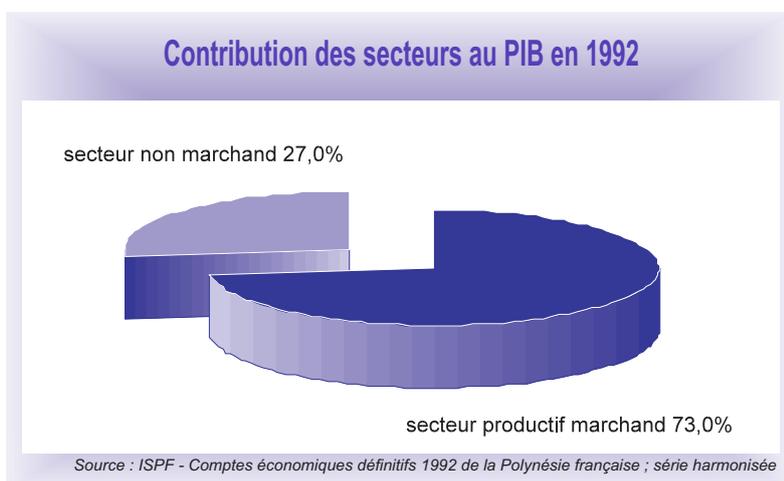
Pour le commerce extérieur, 1992 est caractérisée par une baisse conjuguée des importations (-8,3%) et des exportations (-4,9%).

CHIFFRES CLÉS

L'année 1992 aura été pour la Polynésie française l'année de remise en cause d'un modèle de développement excessivement dépendant des interventions financières de la collectivité nationale. L'annonce par le gouvernement de la République, en avril 1992, de la suspension des expérimentations nucléaires, a laissé craindre une réduction importante du flux de transferts publics et donc du niveau d'activité économique du territoire.

Ainsi, 1992 aura été une année médiocre sur le plan économique : le Produit Intérieur Brut (PIB) s'est élevé à 342,5 milliards, soit une croissance de 2,2% en valeur. Cependant, si l'on tient compte de l'inflation relevée sur le territoire (+1,7%, hausse moyenne annuelle des prix de détail à la consommation), le PIB n'a subi qu'une très légère augmentation, de 0,4% en volume.

Le poids du secteur productif marchand (PIBe) perd du terrain face au secteur non marchand, en portant sa part du PIB à 73%, soit une perte de 0,4 points, qui est donc à mettre au profit du secteur des administrations.



Entre 1991 et 1992, le PIB s'est accru de plus de 7 milliards de F.CFP et la PIBe de 4 milliards.

LES LOCOMOTIVES

- Le secteur des services (hors transports et télécommunications) est celui qui a le plus contribué à la création de richesses en 1992, avec une

1992 : Année de transition

augmentation de sa valeur ajoutée de 2,8 milliards (+3,7%) ; c'est l'année du grand retour de la croissance dans ce secteur, la fin d'une longue érosion, et la première fois, depuis 1987, que sa part dans la PIBe augmente : elle est passée de 31,6% à 32,3% (35% du PIBe en 1987).

- Arrive en deuxième position le secteur de l'énergie qui a gagné 2,6 milliards de valeur ajoutée (+28,1%). Il s'agit de la plus grosse progression enregistrée par ce secteur sur la période 1987-1996 ; son poids dans le PIB est ainsi passé de 2,7% à 3,4% ; cette hausse est essentiellement due à un gain de productivité, le taux de création de valeur ajoutée par rapport à la production passant de 53% en 1991 à 62% en 1992.

LES LANTERNES ROUGES

- Le commerce a connu en 1992 une année difficile ; sa valeur ajoutée a subi une baisse de 2,7 milliards (-3,8%) ; cette diminution résulte en grande partie d'une stagnation des importations civiles et d'une baisse des taxes à l'importation pénalisant l'ensemble des marges perçues et donc la production ;
- L'agriculture et l'industrie agroalimentaire ont également enregistré des baisses de valeur ajoutée (respectivement -0,8 et -0,3 milliards), en raison d'un recul de la production dans ces deux secteurs.

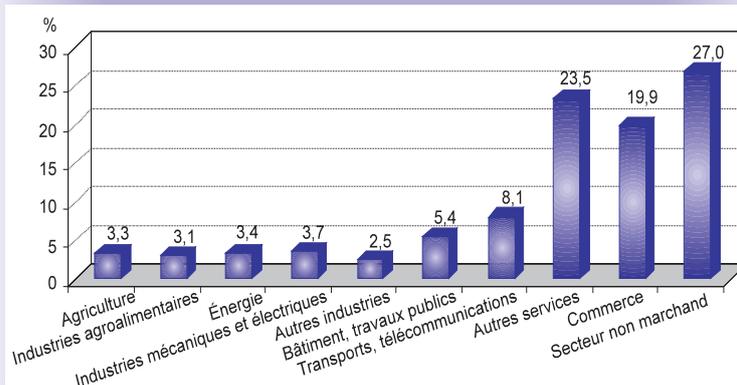
Enfin, les administrations, qui ont versé 91,8 milliards de salaires (y compris les charges sociales), soit +1,9% en volume, voient leur contribution au PIB augmenter de 3,2 milliards (+3,7%), ce qui représente 42% de l'augmentation du PIB en 1992.

PRINCIPALES TENDANCES

L'année 1992 marque donc un tournant dans l'histoire de l'économie polynésienne, avec l'annonce de la suspension des essais nucléaires et la remise en cause d'un modèle de développement axé exclusivement sur les transferts financiers et les interventions de l'Etat sur le sol polynésien.

L'attentisme de l'ensemble des agents économiques s'est de ce fait accentué, ceci d'autant plus que la situation dégradée des finances publiques locales ne permet pas au Territoire, ni aux communes en difficulté de soutenir l'activité économique, par le biais de leurs investissements (-19,2%) et de leurs demandes en biens et services (-9,3%).

Contribution des secteurs au Produit Intérieur Brut en 1992



Source : ISPF - Comptes économiques définitifs 1992 de la Polynésie française ; série harmonisée

Le niveau de la demande privée, tant locale (+0,9% en volume) qu'extérieure (-4,9%), n'a par ailleurs pas contribué à stimuler la confiance du monde économique polynésien. Après deux années de forte expansion, la consommation des ménages s'est quelque peu infléchi (+0,2% en volume) sous l'effet conjugué d'un accès moins facile au crédit bancaire et, certainement, de l'atteinte d'un palier dans l'équipement des foyers.

L'année 1992 aura été relativement médiocre sur le plan économique. Rares ont été les événements favorables. Il convient toutefois de relever l'évolution toujours positive du pouvoir d'achat des ménages et la hausse des investissements privés en bâtiment (+4,2 milliards) qui ont doublé entre 1991 et 1992 et qui correspondent, en quasi-totalité, aux nouveaux investissements dans le domaine hôtelier.

Autre fait marquant pour cette année, l'élaboration des travaux de la "Charte de Développement". Définissant le nouveau schéma de

d é v e l o p p e m e n t économique, social et culturel du territoire, à l'intérieur d'un nouveau système de solidarité nationale, " le Pacte de Progrès ", qui vise à garantir la stabilité des transferts publics et doit permettre de rétablir l'équilibre global économique et financier des collectivités locales.

Production intérieure brute et produit intérieur brut			
Secteurs	1992		Variation 91/92
	Valeur	%	
<i>Unité : millions de F.CFP</i>			
Agriculture	11 411	3,3	-5,8
Industries agroalimentaires	10 521	3,1	-2,8
Energie	11 741	3,4	+28,1
Industries mécaniques et électriques	12 526	3,7	+8,5
Autres industries	8 682	2,5	+2,8
Bâtiment, travaux publics	18 475	5,4	+4,6
Transports, télécommunication	27 751	8,1	+1,4
Commerce	68 297	19,9	-3,8
Autres services	80 649	23,5	+3,7
PIBe	250 054	73,0	+1,7
Salaires des administrations	91 755	26,8	+3,7
Salaires domestiques	687	0,2	+0,0
PIB	342 496	100,0	+2,2
Taux de croissance de la PIBe		+1,7	
Taux de croissance du PIB		+2,2	
PIB par habitant	1 664		+0,1
PIBe par habitant	1 215		-0,05
Variation annuelle moyenne de l'indice des prix		+1,7	
Taux de croissance du PIB en volume		+0,4	
Taux de croissance de la PIBe en volume		-0,08	

Source : ISPF - Comptes économiques 1991 et 1992 de la Polynésie française ; série harmonisée

1992 : Année de transition

DE QUOI DISPOSE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE EN 1992 ?

	Unité : milliards de F.CFP %	
	1992	Variation 91/92
Production Intérieure brute Ensemble de richesses créées au cours de l'année sous forme de biens et services susceptibles d'être vendus	250,1	+1,7
Importations Biens achetés à l'extérieur	86	-8,3
TOTAL RESSOURCES	336,1	-0,9

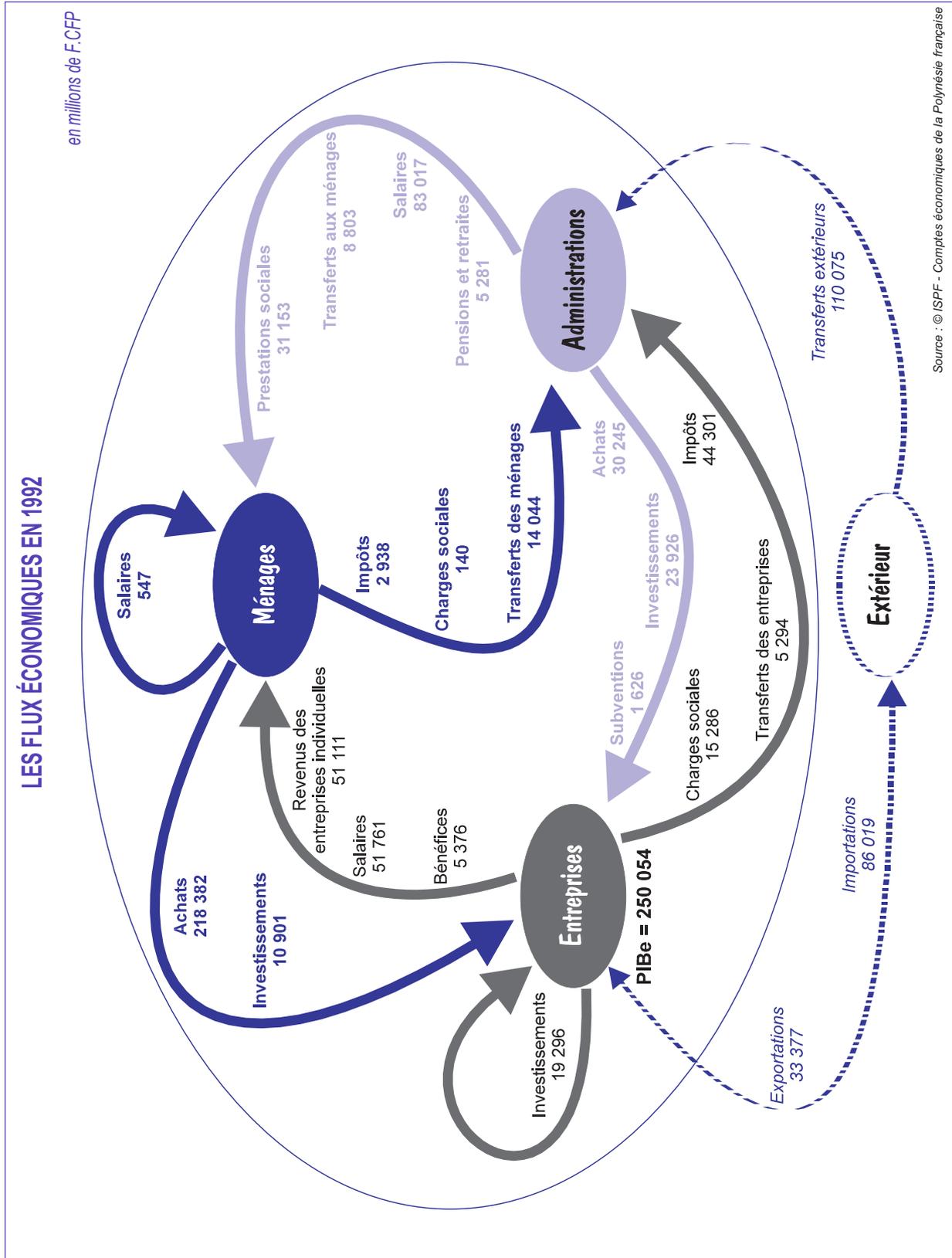
QU'EN FAIT-ELLE ?

	Unité : milliards de F.CFP %	
	1992	Variation 91/92
Consommation des Ménages Biens et services achetés en Polynésie par des ménages polynésiens, en dehors des achats destinés à l'équipement en logement	218,4	+1,9
Consommation des administrations Biens et services achetés par les administrations pour la production des services qu'elles rendent	30,3	-9,3
Investissements		
- des entreprises, équipements en matériels et constructions	19,3	+11,6
- des ménages, équipements en logements	10,9	+2,8
- des administrations, équipements collectifs (écoles, routes,...)	23,9	-19,2
Variation de stocks	0,0	0,0
Exportations Biens et services vendus à l'extérieur	33,4	-4,9
TOTAL EMPLOIS	336,1	

LE PRODUIT INTÉRIEUR BRUT

	Unité : milliards de F.CFP %		
	1991	1992	Variation 91/92
Production Intérieure Brute	246	250,1	+1,7
Salaires des administrations + salaires domestiques	89,2	92,3	+3,5
PRODUIT INTÉRIEUR BRUT	335,2	342,5	+2,2

Source : ISPF - Comptes économiques 1991 et 1992 de la Polynésie française ; série harmonisée



Source : © ISPF - Comptes économiques de la Polynésie française

1992 : Année de transition

TABLEAU DES BIENS ET SERVICES EN 1992

Groupes de produits	Ressources					Emplois									
	Impor- tations	Production locale		Marges sur		TOTAL	Consommation			Equipement			Variations de stocks	Expor- tations	
		Com- mercia- lisée	Non com- mercia- lisée	Pro- duc- tion locale com.	Impor- tations		Inter- médi- aire	des ménages	des adminis- trations	des entre- prises	des ménages	des adminis- trations			
															Com- mercia- lisée
Produits végétaux et animaux	1 830	8 684	3 381	1 565	4 893	20 352	8 976	5 298	754	-	-	-	-	-	5 323
Produits alimentaires	15 398	28 698	2 819	1 493	13 746	62 155	26 039	31 763	3 261	-	-	-	-	130	961
Energie	5 012	18 912	-	-	9 958	33 882	20 493	10 359	3 048	-	-	-	-	-20	3
Matières premières et demi-produits	7 063	3 957	-	-	7 978	18 999	15 315	954	2 687	-	-	-	-	-9	52
Produits mécaniques et électriques	36 665	25 708	-	-	25 340	87 713	19 033	37 044	3 545	10 801	-	-	12 421	8	4 861
Produits textiles	3 728	2 403	-	763	4 725	11 619	2 334	7 837	582	-	-	-	-	8	858
Produits industriels divers	16 323	14 343	-	1 696	18 790	51 152	9 674	34 966	5 205	-	-	-	-	23	1 284
Bâtiment et travaux publics	-	45 389	-	-	-	45 389	11 276	981	2 425	8 495	10 901	11 505	-	-194	-
Services	-	159 311	26 763	-	-	186 074	68 120	89 180	8 739	-	-	-	-	-	20 035
TOTAL	86 019	307 404	32 963	5 517	85 431	517 334	181 261	218 382	30 245	19 296	10 901	23 926	-54	33 377	

Unité : millions de F.CFP

Source : ISPF - Comptes économiques de la Polynésie française

LES COMPTES ÉCONOMIQUES EN POLYNÉSIE FRANÇAISE

TABLEAU ÉCONOMIQUE D'ENSEMBLE ANNÉE 1992	Emplois						Ressources							
	Entreprises		Adminis- trations		Ménages		Entreprises		Adminis- trations		Ménages		Exté- rieur	Total
	Expl.	Affect.	Capit.	Affect.	Capit.	Affect.	Capit.	Expl.	Affect.	Capit.	Affect.	Capit.		
													Total	
Opérations sur biens et services														
Production intérieure brute	-	-	-	-	-	-	250 054	-	-	-	-	-	-	250 054
Importations	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	86 019	86 019
Consommation	-	-	30 245	-	218 382	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Equipements et stocks	-	-	-	-	23 926	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Exportations	-	-	-	-	-	33 377	-	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL	-	-	30 245	-	218 382	33 377	250 054	-	-	-	-	-	86 019	336 073
Opérations de répartition														
Salaires et charges sociales	67 047	-	91 755	-	687	-	-	-	-	24 163	-	135 325	-	159 488
Impôts	34 453	9 849	-	-	2 938	-	-	-	-	47 240	-	-	-	47 240
Subventions	-	-	1 626	-	-	-	1 626	-	-	-	-	-	-	1 626
Transferts entre agents intérieurs	-	63 929	-	52 069	-	14 044	-	6 787	6 133	21 486	-	101 769	-	136 175
Transferts extérieurs	-	-	-	-	-	-	-	-	-	110 075	-	-	-	110 075
TOTAL	101 499	73 778	-	145 449	-	17 669	1 626	6 787	6 133	202 964	-	237 094	-	454 604
Soldes comptables														
Résultat brut d'exploitation	150 181	-	-	-	-	-	-	150 181	-	-	-	-	-	150 181
Épargne brute	-	83 190	-	27 269	-	1 043	-	-	83 190	-	27 269	-	1 043	111 503
Capacité de financement	-	-	-	3 343	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Besoin de financement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	15 991	73 425
TOTAL	251 680	156 968	89 323	202 964	27 269	237 094	251 680	156 968	89 323	202 964	27 269	237 094	143 453	1 125 786

Source : ISPF - Comptes économiques de la Polynésie française

1992 : Année de transition

L ES COMPTES ÉCONOMIQUES EN POLYNÉSIE FRANÇAISE

L'année 1993 est caractérisée par l'attentisme qui frappe les agents de l'économie polynésienne et qui se matérialise par une baisse de la consommation des ménages (-3,3%), le recul des investissements privés (-10,4%) et le maintien des importations (+1%).

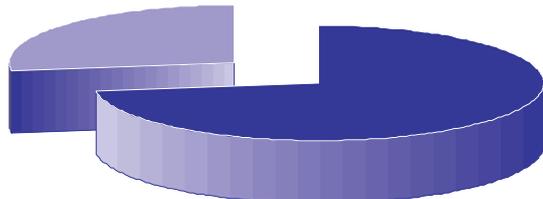
Cette apathie s'est traduite par une croissance du PIB de 2,1% en valeur, largement dopé par la hausse des salaires versés par les administrations (+3,1%) et la hausse des exportations (+29,6%) résultant des ventes de perles noires, notamment vers le Japon.

CHIFFRES CLÉS

En 1993, année où la crise a affecté l'ensemble de l'économie mondiale, la conjoncture en Polynésie française a été marquée par un certain attentisme : attentisme des agents économiques quant à l'avenir du territoire, et incertitudes sur les aspects financiers de la "loi d'orientation" (finalisée en 1994). Le Produit Intérieur Brut (PIB) s'est élevé à 349,7 milliards en 1993, soit une croissance de 2,1% en valeur. Cependant, si l'on tient compte de l'inflation relevée sur le territoire (+1,5%, hausse moyenne annuelle des prix de détail à la consommation), le PIB n'enregistre alors qu'une augmentation de 0,6% en volume.

Contribution des secteurs au PIB en 1993

secteur non marchand 27,3%



secteur productif marchand 72,7%

Source : ISPF - Comptes économiques définitifs 1993 de la Polynésie française ; série harmonisée

Le poids du secteur productif marchand (PIBe) perd du terrain face au secteur non marchand : c'est la première fois depuis 1987 qu'il passe sous la barre des 73% (72,7%).

La croissance a gardé le même rythme qu'en 1992, l'économie polynésienne a adopté les mêmes caractéristiques que l'ensemble des pays développés, avec une croissance molle soutenue essentiellement par le tertiaire qui a su compenser les mauvais résultats du secteur secondaire.

LES LOCOMOTIVES

- Le secteur des services (hors transports et télécommunications) a le plus contribué à la création de richesses en 1993, avec une augmentation de valeur ajoutée de 7,3 milliards (+9%). C'est la confirmation et la continuation des bons résultats de 1992, les services portant leur contribution à plus de 25% du PIB et 34,6% de la PIBe.

1993 : Attentisme

- Arrive en deuxième position le commerce avec une hausse de 5% de sa valeur ajoutée (+3,5 milliards) ; augmentation soutenue par la progression des taux de marge sur les produits importés qui sont passés de 99,3% à 101,9%.

LES LANTERNES ROUGES

- Le secteur secondaire, composé des branches de l'industrie agroalimentaire, des industries mécaniques et électriques, des autres industries et de l'énergie, a subi de plein fouet la récession. L'ensemble a présenté des résultats négatifs (-6 milliards de valeur ajoutée) avec une chute de 2 milliards pour l'agroalimentaire (-19,7%) et de 2,3 milliards pour les industries mécaniques et électriques (-17,8%).

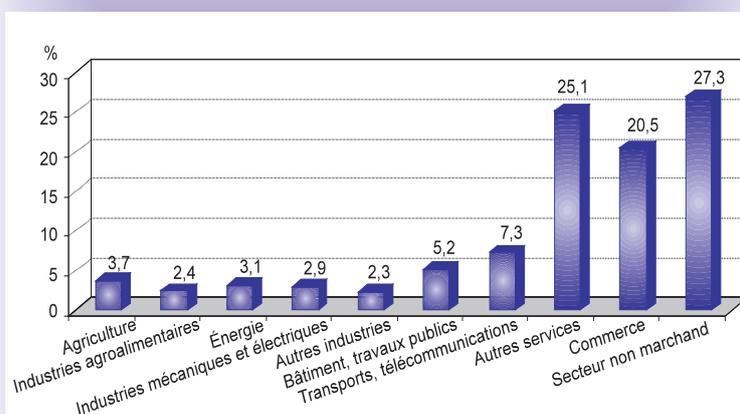
Les administrations, qui ont versé 94,6 milliards de salaires (y compris les charges sociales) voient leur contribution au PIB augmenter de 2,9 milliards (+3,1%).

PRINCIPALES TENDANCES

Le climat socio-politique incertain, conjugué aux efforts de maîtrise des finances du Territoire, a eu pour conséquence une atonie persistante de la demande, tant en biens d'équipements qu'en biens de consommation de la part des agents qui composent l'économie polynésienne.

La demande publique, qu'il s'agisse de celle du Territoire, des communes et même de l'Etat, est désormais réduite. Le Territoire, confronté à la nécessité d'apurer un passif important dans une période où la conjoncture limite ses rentrées fiscales, ne peut plus assurer le rôle moteur de la demande. Ce rôle a été repris partiellement par l'agent extérieur : les exportations de biens ont connu une hausse très importante de 10 milliards (+29,6%), grâce à la bonne tenue des exportations de perles qui consolident leur position en tête des exportations.

Contribution des secteurs au Produit Intérieur Brut en 1993



Source : ISPP - Comptes économiques définitifs 1993 de la Polynésie française ; série harmonisée

La demande privée des ménages est restée déprimée en raison de trois facteurs conjugués, la réduction de l'offre bancaire, la constitution d'une épargne de précaution en période de dépression et le niveau élevé de rémunération de l'épargne monétaire.

Au bilan, on peut dire que, pour une fois, seules les exportations, c'est-à-dire la demande extérieure, a joué un rôle positif dans l'évolution économique du territoire en 1993. Il est intéressant de constater le bon résultat du montant des dépenses liées au tourisme (+21%) ; cette activité a bénéficié de l'abaissement des tarifs aériens résultant de la libéralisation du ciel polynésien.

Production intérieure brute et produit intérieur brut			
Secteurs	1993		Variation 92/93
	Valeur	%	
<i>Unité : millions de F.CFP</i>			
Agriculture	13 077	3,7	+14,6
Industries agroalimentaires	8 453	2,4	-19,7
Energie	10 685	3,1	-9,0
Industries mécaniques et électriques	10 293	2,9	-17,8
Autres industries	8 164	2,3	-6,0
Bâtiment, travaux publics	18 260	5,2	-1,2
Transports, télécommunication	25 676	7,3	-7,5
Commerce	71 806	20,5	+5,1
Autres services	87 973	25,1	+9,1
PIBe	254 387	72,7	+1,7
Salaires des administrations	94 589	27,1	+3,1
Salaires domestiques	729	0,2	+6,1
PIB	349 705	100,0	+2,1
Taux de croissance de la PIBe		+1,7	
Taux de croissance du PIB		+2,1	
PIB par habitant	1 665		+0,1
PIBe par habitant	1 211		-0,05
Variation annuelle moyenne de l'indice des prix		+1,5	
Taux de croissance du PIB en volume		+0,6	
Taux de croissance de la PIBe en volume		+0,2	

Source : ISPF - Comptes économiques 1992 et 1993 de la Polynésie française ; série harmonisée

1993 : Attentisme

DE QUOI DISPOSE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE EN 1993 ?

	Unité : milliards de F.CFP		%
	1993	Variation 92/93	
Production Intérieure brute Ensemble de richesses créées au cours de l'année sous forme de biens et services susceptibles d'être vendus	254,4	+1,7	
Importations Biens achetés à l'extérieur	86,9	+1,0	
TOTAL RESSOURCES	341,3	+1,6	

QU'EN FAIT-ELLE ?

	Unité : milliards de F.CFP		%
	1993	Variation 92/93	
Consommation des Ménages Biens et services achetés en Polynésie par des ménages polynésiens, en dehors des achats destinés à l'équipement en logement	211,2	-3,3	
Consommation des administrations Biens et services achetés par les administrations pour la production des services qu'elles rendent	33,5	+10,6	
Investissements			
- des entreprises, équipements en matériels et constructions	17,3	-10,4	
- des ménages, équipements en logements	12,3	+12,9	
- des administrations, équipements collectifs (écoles, routes,...)	24,2	+1,3	
Variation de stocks	-0,5	0,0	
Exportations Biens et services vendus à l'extérieur	43,3	+29,6	
TOTAL EMPLOIS	341,3		

LE PRODUIT INTÉRIEUR BRUT

	Unité : milliards de F.CFP			%
	1992	1993	Variation 92/93	
Production Intérieure Brute	250,1	254,4	+1,7	
Salaires des administrations + salaires domestiques	92,3	95,3	+3,3	
PRODUIT INTÉRIEUR BRUT	342,5	349,7	+2,1	

Source : ISPF - Comptes économiques 1992 et 1993 de la Polynésie française ; série harmonisée

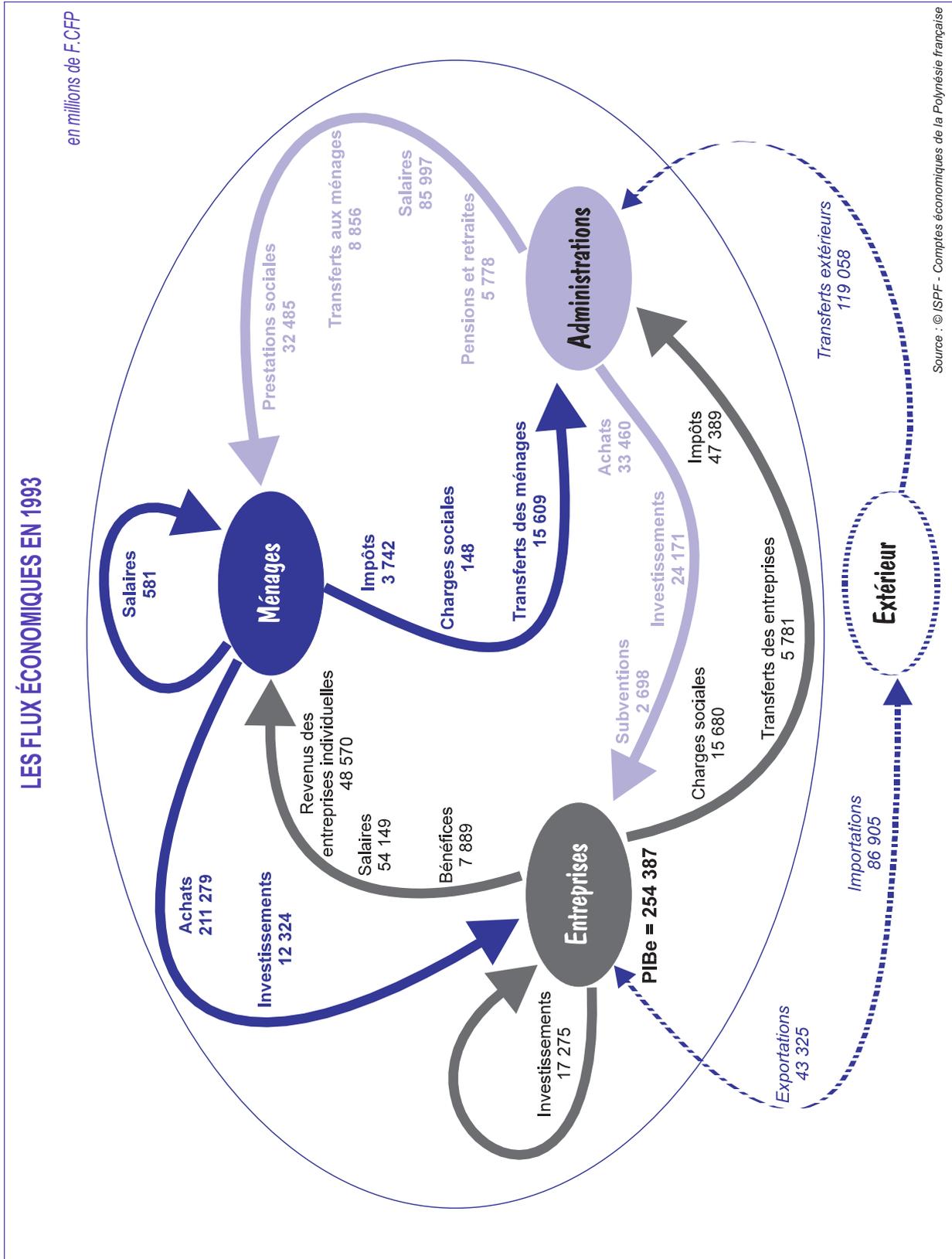


TABLEAU DES BIENS ET SERVICES EN 1993

Groupes de produits	Ressources				Emplois										
	Impor- tations	Production locale		Marges sur		TOTAL	Consommation			Equipement			Variations de stocks	Expor- tations	
		Com- mercia- lisée	Non com- mercia- lisée	Pro- duction locale com.	Impor- tations		Inter- médiaire	des ménages	des adminis- trations	des entre- prises	des ménages	des adminis- trations			
Produits végétaux et animaux	1 817	12 546	3 609	1 878	2 609	22 459	9 074	3 518	732	-	-	-	-	-	9 135
Produits alimentaires	16 422	25 703	2 758	1 441	14 773	61 098	25 326	31 055	3 644	-	-	-	-	-75	1 147
Energie	5 172	18 574	-	-	11 251	34 996	21 648	9 644	3 679	-	-	-	-	22	3
Matières premières et demi-produits	6 878	4 494	-	-	8 412	19 784	15 501	1 379	2 838	-	-	-	-	5	61
Produits mécaniques et électriques	35 404	23 517	-	-	26 597	85 518	19 193	33 103	3 695	10 289	-	-	13 018	24	6 196
Produits textiles	4 010	2 256	-	716	5 006	11 988	2 415	7 678	865	-	-	-	-	9	1 021
Produits industriels divers	17 202	13 675	-	1 617	19 892	52 385	9 628	35 568	5 773	-	-	-	-	-42	1 458
Bâtiment et travaux publics	-	44 774	-	-	-	44 774	11 170	1 109	2 516	6 986	12 324	11 154	-	-486	-
Services	-	162 378	27 836	-	-	190 214	67 968	88 224	9 719	-	-	-	-	-	24 303
TOTAL	86 905	307 916	34 204	5 653	88 539	523 217	181 924	211 279	33 460	17 275	12 324	24 171	-542	43 325	

Unité : millions de F.CFP

Source : ISPF - Comptes économiques de la Polynésie française

LES COMPTES ÉCONOMIQUES EN POLYNÉSIE FRANÇAISE

TABLEAU ÉCONOMIQUE D'ENSEMBLE ANNÉE 1993	Emplois						Ressources							
	Entreprises		Admimis- trations		Ménages		Entreprises		Admimis- trations		Ménages		Exté- rieur	Total
	Expl.	Affect.	Capit.	Affect.	Capit.	Affect.	Capit.	Expl.	Affect.	Capit.	Affect.	Capit.		
													Total	
Opérations sur biens et services														
Production intérieure brute	-	-	-	-	-	-	254 387	-	-	-	-	-	-	254 387
Importations	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	86 905	86 905
Consommation	-	-	33 460	-	211 279	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Equipements et stocks	-	-	-	24 171	-	12 324	-	-	-	-	-	-	-	-
Exportations	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL	-	-	33 460	24 171	211 279	12 324	254 387	-	-	-	-	-	86 905	341 293
Opérations de répartition														
Salaires et charges sociales	69 829	-	94 589	-	729	-	-	-	24 420	-	140 727	-	-	165 147
Impôts	35 185	12 654	-	-	3 742	-	-	-	51 581	-	-	-	-	51 581
Subventions	-	-	2 698	-	-	-	2 698	-	-	-	-	-	-	2 698
Transferts entre agents intérieurs	-	64 467	54 155	-	15 609	5 828	-	7 014	23 618	-	103 600	-	-	140 060
Transferts extérieurs	-	-	-	-	-	-	-	-	119 058	-	-	-	-	119 058
TOTAL	105 014	77 121	151 442	-	20 080	5 828	2 698	7 014	5 828	218 677	244 327	-	478 544	
Soldes comptables														
Résultat brut d'exploitation	152 071	-	-	-	-	-	-	152 071	-	-	-	-	-	152 071
Épargne brute	-	81 964	33 775	-	12 968	-	-	-	81 964	33 775	-	-	-	128 707
Capacité de financement	-	-	-	9 604	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Besoin de financement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	5 184	-	80 662
TOTAL	257 085	159 085	87 792	218 677	244 327	18 152	257 085	159 085	87 792	218 677	244 327	18 152	162 383	1 181 276

Source : ISPF - Comptes économiques de la Polynésie française

1993 : Attentisme

L ES COMPTES ÉCONOMIQUES EN POLYNÉSIE FRANÇAISE

La situation économique du territoire ne connaît pas d'amélioration en 1994. Le taux de croissance du PIB est de 1,7% en valeur.

Cette année est caractérisée par la baisse de la demande de tous les agents : la consommation des ménages ne connaît pas d'évolution positive, les dépenses publiques en consommation et en investissement sont en net recul avec des baisses respectives de -3% et -16,5%.

Le seul facteur jouant un rôle positif dans la croissance est le bon résultat des ventes de perles à l'étranger qui permet aux exportations de connaître une hausse significative (+27,3%).

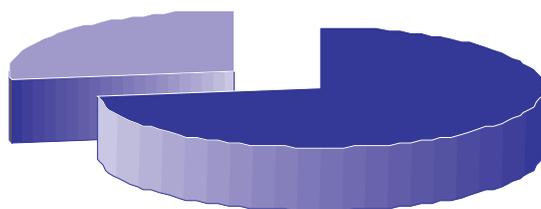
CHIFFRES CLÉS

Le Produit Intérieur Brut (PIB) s'élève à 355,6 milliards en 1994, soit une croissance de 1,7% en valeur. Cependant, si l'on tient compte de l'inflation relevée sur le territoire (+1,5%, hausse moyenne annuelle des prix de détail à la consommation), le PIB stagne (+0,1%).

L'inertie dans laquelle l'économie polynésienne semble s'être plongée depuis 1992, favorise l'accroissement de la part du secteur non marchand (de 27% à 27,5%) au dépend du secteur marchand, qui continue de réduire sa contribution au PIB.

Contribution des secteurs au PIB en 1994

secteur non marchand 27,5%



secteur productif marchand 72,5%

Source : ISPF - Comptes économiques définitifs 1994 de la Polynésie française ; série harmonisée

La croissance de la PIBe, avec un taux de 1,4%, a été très faible ; la léthargie dans laquelle s'est enfermée l'économie polynésienne a concerné, à deux exceptions près, l'ensemble des secteurs composant la sphère marchande. La crise que connaît l'économie mondiale et qui touche l'ensemble de nos partenaires a frappé de plein fouet notre petite économie insulaire.

LES LOCOMOTIVES

- Les services (hors transports et télécommunications) ont maintenu l'économie locale sur un sentier de croissance positive, par leur gain en valeur ajoutée (+3 milliards). Ce secteur a donc confirmé son rôle moteur dans l'économie, et a renforcé sa position dans la sphère marchande, en continuant d'augmenter sa part dans la production intérieure brute (35,3% en 1994 contre 32,6% en 1990).

1994 : Année morose

- Arrive en deuxième position l'agriculture, qui pour la première fois a porté sa contribution à plus de 4% du PIB, grâce à une augmentation de 13,7% de sa valeur ajoutée (+1,8 milliards). Cette hausse a reposé essentiellement sur une augmentation de la production de plus de 5 milliards (+22,0%), qui a mécaniquement induit une hausse de la valeur ajoutée.

LES LANTERNES ROUGES

- Le secteur des industries mécaniques et électriques a perdu 1,4 milliard de valeur ajoutée, il a continué sa descente amorcée en 1992 ; sa part dans le PIB est passée de 3,3% en 1990 à 2,8% en 1994.
- Le BTP connaît lui aussi une baisse de valeur ajoutée (-1 milliard) en raison de la réduction des dépenses en BTP des trois agents qui composent l'économie locale : -1,6 milliard pour les entreprises, -1,2 milliard pour les ménages et -0,4 milliard pour les dépenses publiques.

Enfin, les administrations qui ont versé 97 milliards de salaires (y compris les charges sociales), voient leur contribution au PIB augmenter de 3,4 milliards (+2,5%).

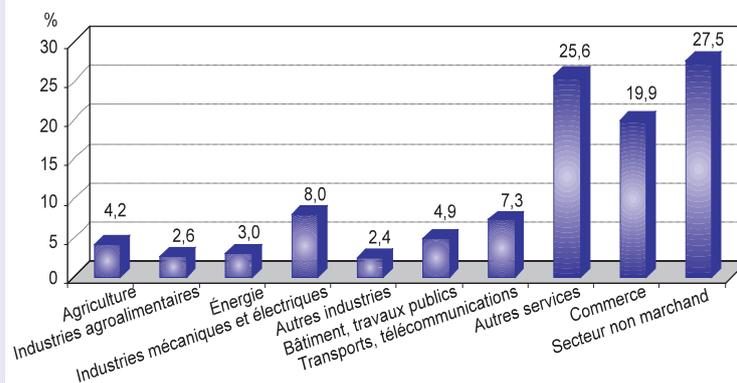
PRINCIPALES TENDANCES

L'année 1994 se caractérise par des résultats contrastés dans de nombreux secteurs. La fragilité de la cohésion sociale sur le territoire s'est révélée lors des manifestations et des grèves qui se sont produites lors de la mise en place de la " Contribution Sociale Territoriale " (CST).

Les difficultés que rencontrent les principales entreprises du BTP ont déprimé l'ensemble de l'activité économique en l'enfermant dans une morosité ambiante, alors même que l'économie locale enregistrait dans les services et l'agriculture des performances remarquables.

En matière de logement, la diminution en 1994 des octrois de prêts bancaires à l'habitat traduit une baisse des efforts d'équipement des ménages en

Contribution des secteurs au Produit Intérieur Brut en 1994



Source : ISPF - Comptes économiques définitifs 1994 de la Polynésie française ; série harmonisée

logements (-9%). Les constructions sociales sont également restées en deçà des objectifs définis par les pouvoirs publics, en raison des problèmes de coordination entre les différentes structures en place.

En revanche, dans l'agriculture, les résultats sont plus contrastés. Si les cultures maraîchères connaissent un essor certain, surtout sur Tahiti, où la demande de grandes surfaces a incité certains producteurs à développer des cultures à haut rendement, les cultures traditionnelles (vanille, coprah) ne parviennent pas à une croissance aussi soutenue.

Au niveau de la demande intérieure, on retrouve les mêmes caractéristiques qu'en 1993 : une consommation des ménages qui n'évolue pas, un recul de la consommation et des investissements publics et un secteur privé qui se réfugie dans un attentisme prudent. Les entreprises essaient avant tout de réduire leurs charges pour se préparer à la concurrence : elles investissent très peu et seulement

afin de maintenir leurs outils de production ou de suivre l'évolution technique et la demande.

Il est intéressant de noter que, comme pour 1993, la demande extérieure joue un rôle positif dans la croissance (+27,3% d'exportations) avec une forte hausse des ventes de perles (+50%) et des dépenses effectuées par les touristes (+17%). Ces bons résultats confirment donc les choix effectués par le Territoire de développer ces deux secteurs d'activité.

Production intérieure brute et produit intérieur brut			
Secteurs	1994		Variation 93/94
	Valeur	%	
<i>Unité : millions de F.CFP</i>			
Agriculture	14 870	4,2	+13,7
Industries agroalimentaires	9 254	2,6	+9,5
Energie	10 554	3,0	-1,2
Industries mécaniques et électriques	9 850	2,8	-4,3
Autres industries	8 426	2,4	+3,2
Bâtiment, travaux publics	17 279	4,9	-5,4
Transports, télécommunication	25 959	7,3	+1,1
Commerce	70 733	19,9	-1,5
Autres services	90 903	25,6	+3,3
PIBe	257 829	72,5	+1,4
Salaires des administrations	96 963	27,3	+2,5
Salaires domestiques	768	0,2	+5,3
PIB	355 560	100,0	+1,7
Taux de croissance de la PIBe		+1,4	
Taux de croissance du PIB		+1,7	
PIB par habitant	1 659		-0,3
PIBe par habitant	1 203		-0,6
Variation annuelle moyenne de l'indice des prix		+1,5	
Taux de croissance du PIB en volume		+0,1	
Taux de croissance de la PIBe en volume		-0,23	

Source : ISPF - Comptes économiques 1993 et 1994 de la Polynésie française ; série harmonisée

1994 : Année morose

DE QUOI DISPOSE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE EN 1994 ?

	Unité : milliards de F.CFP %	
	1994	Variation 93/94
Production Intérieure brute Ensemble de richesses créées au cours de l'année sous forme de biens et services susceptibles d'être vendus	257,8	+1,3
Importations Biens achetés à l'étranger	87,8	+1,0
TOTAL RESSOURCES	345,6	+1,3

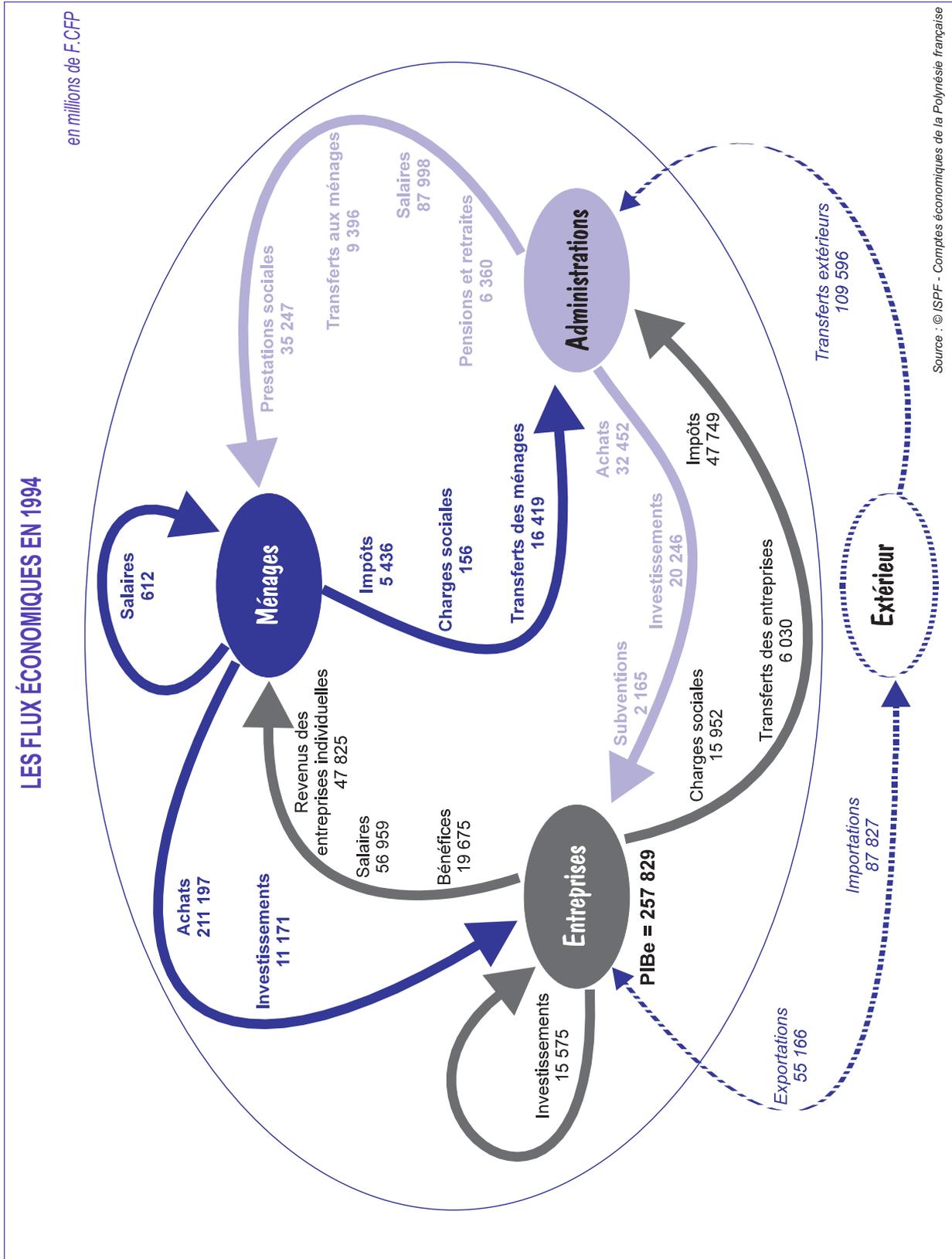
QU'EN FAIT-ELLE ?

	Unité : milliards de F.CFP %	
	1994	Variation 93/94
Consommation des Ménages Biens et services achetés en Polynésie par des ménages polynésiens, en dehors des achats destinés à l'équipement en logement	211,2	0,0
Consommation des administrations Biens et services achetés par les administrations pour la production des services qu'elles rendent	32,5	-3,0
Investissements		
- des entreprises, équipements en matériels et constructions	15,5	-10,4
- des ménages, équipements en logements	11,2	-9,0
- des administrations, équipements collectifs (écoles, routes,...)	20,2	-16,5
Variation de stocks	-0,1	0,0
Exportations Biens et services vendus à l'étranger	55,1	+27,3
TOTAL EMPLOIS	345,6	

LE PRODUIT INTÉRIEUR BRUT

	Unité : milliards de F.CFP %		
	1993	1994	Variation 93/94
Production Intérieure Brute	254,4	257,8	+1,7
Salaires des administrations + salaires domestiques	95,3	97,7	+2,5
PRODUIT INTÉRIEUR BRUT	349,7	355,5	+1,7

Source : ISPF - Comptes économiques 1993 et 1994 de la Polynésie française ; série harmonisée



1994 : Année morose

TABLEAU DES BIENS ET SERVICES EN 1994

Groupes de produits	Ressources				Emplois									
	Impor-tations	Production locale		Marges sur		TOTAL	Consommation			Equipement		Variations de stocks	Expor-tations	
		Com-merciale	Non commerciale	Pro-duction locale com.	Impor-tations		Inter-médiaire	des ménages	des adminis-trations	des entre-prises	des ménages			des adminis-trations
Produits végétaux et animaux	1 831	16 861	3 731	2 584	2 104	27 112	9 768	3 336	485	-	-	-	-	13 523
Produits alimentaires	16 935	26 041	3 192	1 447	14 736	62 352	27 558	29 603	3 684	-	-	-	36	1 471
Energie	5 149	18 761	-	-	11 724	35 634	24 660	7 459	3 441	-	-	-	72	1
Matières premières et demi-produits	6 702	4 483	-	-	8 434	19 620	15 336	1 761	2 418	-	-	-	17	89
Produits mécaniques et électriques	36 367	22 042	-	-	25 829	84 238	20 232	32 059	3 396	10 213	-	9 542	-17	8 813
Produits textiles	3 724	2 172	-	689	4 871	11 457	2 598	7 091	551	-	-	-	4	1 213
Produits industriels divers	17 118	14 130	-	1 671	19 359	52 278	9 958	35 051	5 581	-	-	-	26	1 662
Bâtiment et travaux publics	-	42 830	-	-	-	42 830	12 409	1 005	2 467	5 362	11 171	10 704	-289	-
Services	-	177 115	29 010	-	-	206 125	73 470	93 832	10 431	-	-	-	-	28 393
TOTAL	87 827	324 436	35 933	6 392	87 058	541 645	195 990	211 197	32 452	15 575	11 171	20 246	-152	55 166

Unité : millions de F.CFP

Source : ISPF - Comptes économiques de la Polynésie française

LES COMPTES ÉCONOMIQUES EN POLYNÉSIE FRANÇAISE

	Emplois						Ressources						
	Entreprises		Adminis- trations		Ménages		Entreprises		Adminis- trations		Ménages		Total
	Exp.	Affect.	Capit.	Affect.	Capit.	Affect.	Capit.	Exp.	Affect.	Capit.	Affect.	Capit.	
													Total
Opérations sur biens et services													
Production intérieure brute	-	-	-	-	-	-	257 829	-	-	-	-	-	257 829
Importations	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	87 827
Consommation	-	-	32 452	-	211 197	-	-	-	-	-	-	-	-
Equipements et stocks	-	-	-	20 246	-	11 171	-	-	-	-	-	-	-
Exportations	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL	-	-	15 424	20 246	211 197	11 171	257 829	-	-	-	-	-	345 656
Opérations de répartition													
Salaires et charges sociales	72 911	-	-	96 963	-	768	-	-	-	25 073	-	145 568	170 642
Impôts	34 126	13 623	-	-	5 436	-	-	-	-	53 185	-	-	53 185
Subventions	-	-	-	2 165	-	-	2 165	-	-	-	-	-	2 165
Transferts entre agents intérieurs	-	75 252	-	57 472	-	16 419	-	6 467	5 739	24 171	-	118 505	154 883
Transferts extérieurs	-	-	-	-	-	-	-	-	-	109 596	-	-	109 596
TOTAL	107 037	88 875	-	156 600	-	22 623	2 165	6 467	5 739	212 026	264 074	-	490 470
Soldes comptables													
Résultat brut d'exploitation	152 957	-	-	-	-	-	-	152 957	-	-	-	-	152 957
Épargne brute	-	70 549	-	22 973	-	30 254	-	-	70 549	22 973	-	30 254	123 776
Capacité de financement	-	-	-	2 727	-	13 344	-	-	-	-	-	-	-
Besoin de financement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	76 936
TOTAL	259 994	159 424	76 288	212 026	22 973	264 074	259 994	159 424	76 288	212 026	264 074	30 254	1 189 795

Source : ISPF- Comptes économiques de la Polynésie française

1994 : Année morose

LES COMPTES ÉCONOMIQUES EN POLYNÉSIE FRANÇAISE

Le taux de croissance du PIB est de 1,7% en valeur en 1995. La consommation des administrations (+8,6%) et les investissements publics (+30,5%) ont été les principaux moteurs de la croissance.

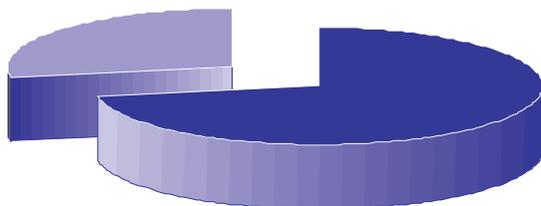
L'investissement privé a lui aussi repris (+23,4%) ; les investissements en biens d'équipement ont été très dynamiques (+57%).

CHIFFRES CLÉS

Le Produit Intérieur Brut (PIB) s'élève à 361,4 milliards en 1995, soit une croissance de 1,7% en valeur. Cependant, si l'on tient compte de l'inflation relevée sur le territoire (+1,2%, hausse moyenne annuelle des prix de détail à la consommation), le PIB n'enregistre qu'une légère hausse en volume (+0,5%).

Contribution des secteurs au PIB en 1995

secteur non marchand 27,8%



secteur productif marchand 72,2%

Source : ISPF - Comptes économiques définitifs 1995 de la Polynésie française ; série harmonisée

L'année 1995 ne marque aucun changement au niveau de la contribution des différents secteurs ; la sphère marchande continue de diminuer sa part dans le PIB au profit du secteur non marchand. La croissance de la production intérieure brute (PIBe) a été de 1,3% alors que la partie marchande a augmenté de plus de 2,5%.

La PIBe a connu une hausse de 3,3 milliards, en valeur, entre 1994 et 1995.

LES LOCOMOTIVES

- Le commerce, avec une hausse de sa valeur ajoutée de 3 milliards (+3,6%), a été le secteur marchand le plus dynamique en cette année 1995 ; il a bénéficié d'une augmentation des importations civiles de produits à fort taux de marge, comme l'énergie (+850 millions) et les produits alimentaires (+650 millions) qui ont eu un fort impact sur son chiffre d'affaires.
- Arrivent en deuxième position, les services marchands (hors transports et

1995 : Reprise contrariée

télécommunications) qui, avec une hausse de leur valeur ajoutée de 2,2 milliards, ont confirmé leur redressement amorcé depuis 1992. Depuis cette date, leurs contribution à la PIBe est passée de 27,3% à 28,1%.

LES LANTERNES ROUGES

- Le secteur des industries mécaniques et électriques a perdu 1,3 milliard de valeur ajoutée, cette baisse étant presque entièrement due à l'arrêt d'activité de la Direction des Chantiers Navals, qui représentait plus de 25% de la valeur ajoutée dégagée en 1994 par cette activité.

Enfin, les administrations, qui ont versé 99,6 milliards de salaires (y compris les charges sociales), voient leur contribution au PIB progresser de 2,7% et leur part dans le PIB augmenter de 27,3% à 27,6%.

PRINCIPALES TENDANCES

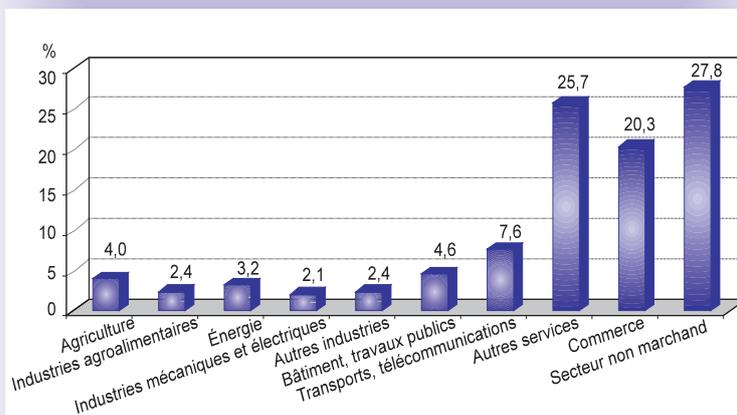
La reprise des essais nucléaires à Moruroa et les émeutes de septembre à Tahiti ont fortement influencé l'activité économique du territoire en 1995.

On pouvait penser que cette année allait coïncider avec la reprise de la croissance : la préparation des Jeux du Pacifique Sud, l'élection d'un Président de la République proche de la Polynésie et de ses préoccupations, les mesures prises par le gouvernement territorial pour relancer la consommation, la bonne tenue du secteur tourisme jusqu'au milieu de l'année, sont autant de facteurs qui pouvaient laisser entrevoir une sortie de crise pour l'économie locale avec un regain de confiance des agents. Mais les événements de septembre 1995 ont tout remis en cause et retardé la reprise attendue.

A la suite des événements de septembre, le secteur hôtelier s'est trouvé le premier confronté à la chute brutale de la fréquentation touristique : 1995 a connu une baisse de 1,8% en volume des dépenses effectuées par les touristes sur le sol polynésien.

Du côté de la demande, la

Contribution des secteurs au Produit Intérieur Brut en 1995



Source : ISPF - Comptes économiques définitifs 1995 de la Polynésie française ; série harmonisée

consommation des ménages est restée au même niveau qu'en 1994 et ce malgré les incitations pour l'achat de véhicules neufs mise en place par le gouvernement local. Les administrations ont su tirer bénéfice des nouvelles mesures concernant les transferts financiers de métropole et ont ainsi augmenté leur consommation de près de 9% et leurs investissements de 30,5%. Les entreprises, qui ont anticipé la reprise, ont fortement augmenté leurs dépenses d'investissement (+23,4%) ; ces investissements, essentiellement des équipements destinés à améliorer l'outil de production la production (+71% des investissements en matériels), laissent entrevoir des jours meilleurs pour l'économie locale avec la reprise de la confiance chez les agents privés.

Production intérieure brute et produit intérieur brut			
Secteurs	1995		Variation 94/95
	Valeur	%	
<i>Unité : millions de F.CFP</i>			
Agriculture	14 279	4,0	-4,0
Industries agroalimentaires	8 737	2,4	-5,6
Energie	11 505	3,2	+9,0
Industries mécaniques et électriques	7 524	2,1	-23,6
Autres industries	8 684	2,4	+3,1
Bâtiment, travaux publics	16 629	4,6	-3,8
Transports, télécommunication	27 389	7,6	+5,5
Commerce	73 308	20,3	+3,6
Autres services	93 055	25,7	+2,4
PIBe	261 111	72,2	+1,3
Salaires des administrations	99 566	27,6	+2,7
Salaires domestiques	740	0,2	-2,0
PIB	361 417	100,0	+1,7
Taux de croissance de la PIBe		+1,3	
Taux de croissance du PIB		+1,7	
PIB par habitant	1 655		-0,3
PIBe par habitant	1 195		-0,7
Variation annuelle moyenne de l'indice des prix		+1,2	
Taux de croissance du PIB en volume		+0,5	
Taux de croissance de la PIBe en volume		+0,1	

Source : ISPF - Comptes économiques 1994 et 1995 de la Polynésie française ; série harmonisée

1995 : Reprise contrariée

DE QUOI DISPOSE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE EN 1995 ?

	Unité : milliards de F.CFP		%
	1995	Variation 94/95	
Production Intérieure brute	261,1	+1,3	
Ensemble de richesses créées au cours de l'année sous forme de biens et services susceptibles d'être vendus			
Importations	91,4	+4,1	
Biens achetés à l'extérieur			
TOTAL RESSOURCES	352,5	+2,0	

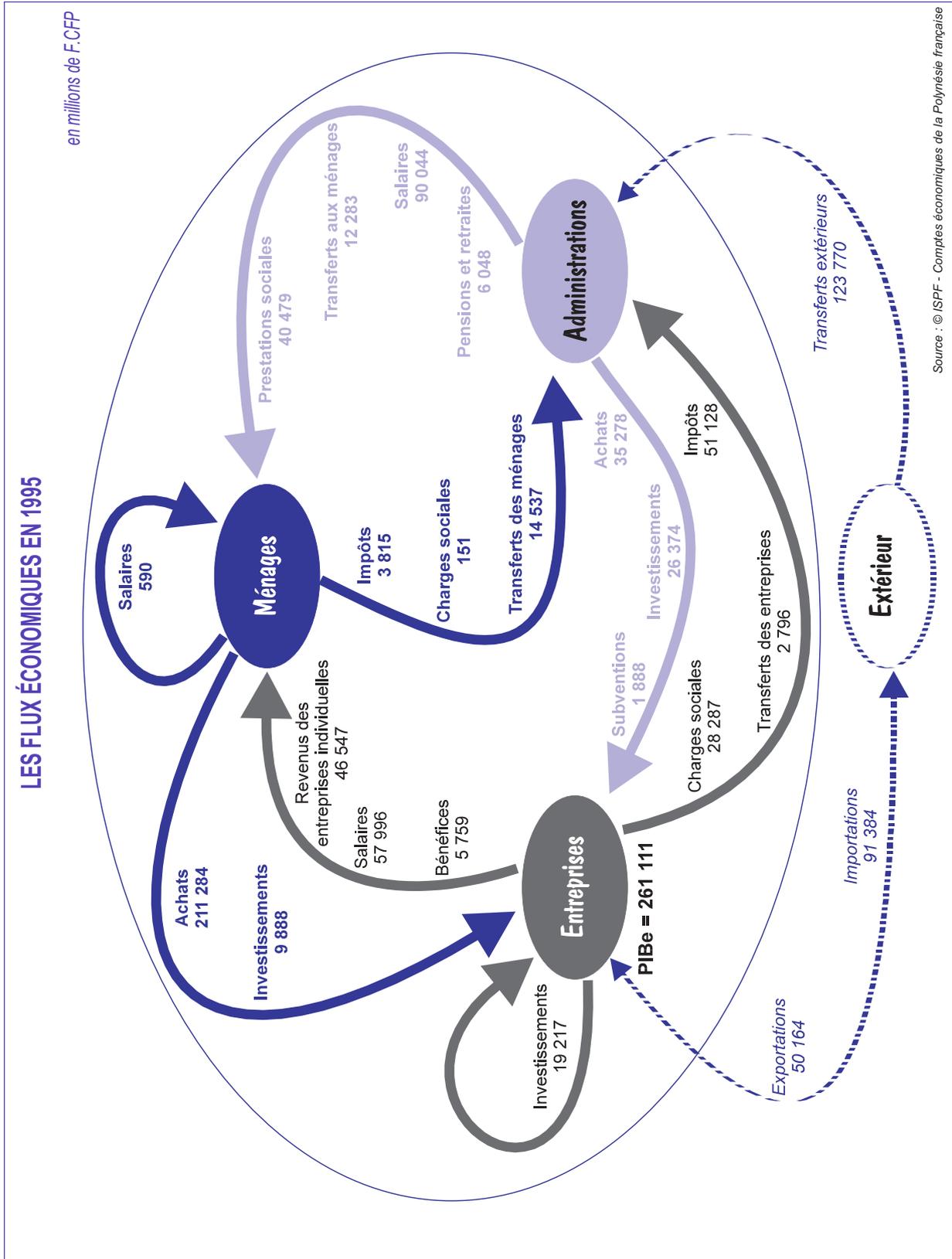
QU'EN FAIT-ELLE ?

	Unité : milliards de F.CFP		%
	1995	Variation 94/95	
Consommation des Ménages	211,2	0,0	
Biens et services achetés en Polynésie par des ménages polynésiens, en dehors des achats destinés à l'équipement en logement			
Consommation des administrations	35,3	+8,6	
Biens et services achetés par les administrations pour la production des services qu'elles rendent			
Investissements			
- des entreprises, équipements en matériels et constructions	19,2	+23,4	
- des ménages, équipements en logements	9,9	-11,6	
- des administrations, équipements collectifs (écoles, routes,...)	26,4	+30,5	
Variation de stocks	0,2	0,0	
Exportations	50,2	-8,9	
Biens et services vendus à l'extérieur			
TOTAL EMPLOIS	352,5		

LE PRODUIT INTÉRIEUR BRUT

	Unité : milliards de F.CFP			%
	1994	1995	Variation 94/95	
Production Intérieure Brute	257,8	261,1	+1,7	
Salaires des administrations + salaires domestiques	97,7	100,3	+2,7	
PRODUIT INTÉRIEUR BRUT	355,5	361,4	+1,3	

Source : ISPF - Comptes économiques 1994 et 1995 de la Polynésie française ; série harmonisée



1995 : Reprise contrariée

TABLEAU DES BIENS ET SERVICES EN 1995

Groupes de produits	Ressources					Emplois								
	Impor-tations	Production locale		Marges sur		TOTAL	Consommation			Equipement		Variations de stocks	Expor-tations	
		Com-merciale	Non commerciale	Pro-duction locale com.	Impor-tations		Inter-médiaire	des ménages	des adminis-trations	des entre-prises	des ménages			des adminis-trations
Produits végétaux et animaux	1 920	17 052	3 923	2 908	2 287	28 089	9 923	6 744	258	-	-	-	-	11 164
Produits alimentaires	17 877	25 241	2 703	1 590	15 382	62 793	28 604	28 822	3 981	-	-	-	31	1 354
Energie	5 007	20 108	-	-	12 573	37 689	23 485	10 746	3 535	-	-	-	-85	8
Matières premières et demi-produits	7 598	4 898	-	-	9 098	21 594	13 551	4 362	3 592	-	-	-	9	81
Produits mécaniques et électriques	37 620	17 496	-	-	25 237	80 353	18 333	20 058	3 011	16 100	-	16 329	26	6 496
Produits textiles	3 975	2 179	-	692	5 227	12 073	2 563	7 793	489	-	-	-	36	1 192
Produits industriels divers	17 386	14 107	-	1 668	19 881	53 043	9 529	35 168	6 575	-	-	-	69	1 702
Bâtiment et travaux publics	-	38 983	-	-	-	38 983	12 495	890	2 344	3 116	9 888	10 045	205	-
Services	-	177 718	30 233	-	-	207 951	71 590	96 701	11 493	-	-	-	-	28 166
TOTAL	91 384	317 782	36 858	6 858	89 685	542 567	190 072	211 284	35 278	19 217	9 888	26 374	291	50 164

Unité : millions de F.CFP

Source : ISPF - Comptes économiques de la Polynésie française

LES COMPTES ÉCONOMIQUES EN POLYNÉSIE FRANÇAISE

TABLEAU ÉCONOMIQUE D'ENSEMBLE ANNÉE 1995	Emplois						Ressources							
	Entreprises		Adminis- trations		Ménages		Entreprises		Adminis- trations		Ménages		Exté- rieur	Total
	Expl.	Affect.	Capit.	Affect.	Capit.	Affect.	Capit.	Expl.	Affect.	Capit.	Affect.	Capit.		
													Expl.	Affect.
Opérations sur biens et services														
Production intérieure brute	-	-	-	-	-	-	261 111	-	-	-	-	-	-	261 111
Importations	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	91 384	91 384
Consommation	-	-	35 278	-	211 284	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Equipements et stocks	-	-	-	26 374	-	9 888	-	-	-	-	-	-	-	-
Exportations	-	-	-	-	-	50 164	-	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL	-	-	19 508	35 278	26 374	352 494	261 111	-	-	-	-	-	91 384	352 494
Opérations de répartition														
Salaires et charges sociales	86 283	-	-	99 566	-	740	-	-	-	-	148 630	-	-	186 589
Impôts	38 130	12 998	-	-	3 815	-	-	-	-	-	-	-	-	54 943
Subventions	-	-	-	1 888	-	-	1 888	-	-	-	-	-	-	1 888
Transferts entre agents intérieurs	-	57 245	-	64 382	-	14 537	-	5 571	5 586	-	111 117	-	-	141 750
Transferts extérieurs	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	123 770
TOTAL	124 413	70 243	-	165 836	-	508 941	1 888	5 571	5 586	236 150	259 747	-	-	508 941
Soldes comptables														
Résultat brut d'exploitation	138 586	-	-	-	-	-	-	138 586	-	-	-	-	-	138 586
Épargne brute	-	73 913	-	35 035	-	29 371	-	-	73 913	-	-	-	29 371	138 320
Capacité de financement	-	-	-	8 661	-	13 898	-	-	-	-	-	-	-	-
Besoin de financement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	82 550	82 550
TOTAL	262 999	144 156	79 499	236 150	35 035	1 220 891	262 999	144 156	79 499	236 150	259 747	29 371	173 934	1 220 891

Source : ISPF - Comptes économiques de la Polynésie française

1995 : Reprise contrariée

LES COMPTES ÉCONOMIQUES EN POLYNÉSIE FRANÇAISE

En 1996 la croissance du PIB a été de 1,8% en valeur bénéficiant du réveil de la production intérieure brute qui a augmenté de 3,9%. La consommation des ménages (+7%) et la reprise des exportations (+11,4%) ont été les principales raisons de cette poussée de fièvre de l'économie polynésienne. Les administrations ont, quant à elles réduit leurs participations dans l'économie en réduisant leur masse salariale (-2,7%) et leurs investissements (-18,2%).

CHIFFRES CLÉS

Le Produit Intérieur Brut (PIB) s'élève à 367,8 milliards en 1996, soit une croissance de 1,8% en valeur. Cependant, si l'on tient compte de l'inflation relevée sur le territoire (+1,1%, hausse moyenne annuelle des prix de détail à la consommation), le taux de croissance du PIB n'est plus que de 0,7% en volume.

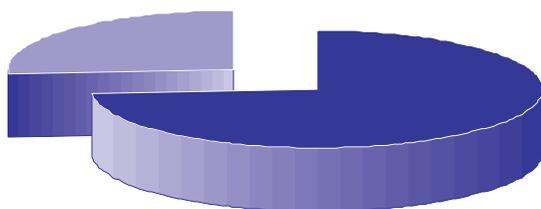
L'année 1996 semble être celle de la reprise économique pour la Polynésie française ; la reprise des essais nucléaires au deuxième semestre 1995, la signature de " la convention pour le renforcement de l'autonomie économique de la Polynésie Française ", le vote du nouveau statut politique pour le Territoire permet de retrouver une stabilité, et une confiance nécessaires au développement économique. C'est la première fois depuis 1992 que la hausse de la production intérieure marchande (PIBe) est supérieur à celle du PIB et que sa part dans le PIB augmente au détriment de la production non marchande (elle est passé de 72,2% à 73,4%). La sphère qui compose l'économie marchande semble enfin sortir de l'impasse et se positionne comme le nouveau moteur de l'économie. Elle a su compenser en création de richesses les pertes de salaires versés par

l'administration et la baisse d'investissement de cette dernière.

La PIBe a connu une hausse de 9 milliards (+3,5%) en valeur entre 1995 et 1996.

Contribution des secteurs au PIB en 1996

secteur non marchand 26,5%



secteur productif marchand 73,5%

Source : ISPF - Comptes économiques définitifs 1996 de la Polynésie française ; série harmonisée

1996 : Reprise confirmée

LES LOCOMOTIVES

- Dans le secteur des services (hors transports et télécommunications), la valeur ajoutée s'est accrue de 3,2 milliards (+3,4%). Sa part dans la PIBe s'est maintenu au même niveau que 1995, soit 35,7% ; c'est la première fois depuis 1987 qu'un secteur de la sphère marchande apporte autant au PIB que le secteur non marchand.
- Arrive en deuxième position le commerce, qui a augmenté sa contribution au PIB de 3 milliards. Cette hausse est presque entièrement due à l'augmentation des importations (+3,5%) et des taux de marges (de 98,1 à 99,5%) qui ont dopé la production ; les marges représentent 93,5% de la production.

LES LANTERNES ROUGES

- Le secteur des industries diverses est le seul à avoir subi un recul de valeur ajoutée : il a perdu 0,8 milliard.

Pour les autres secteurs, 1996 paraît être l'année de la reprise économique, ils ont tous augmenté leurs contributions au PIB.

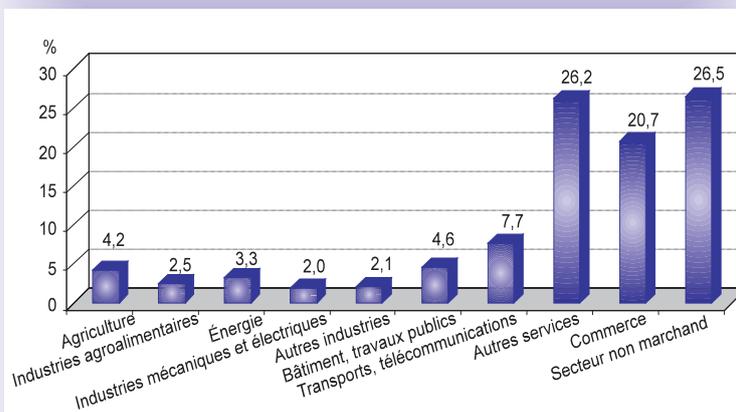
Les administrations qui ont versé 96,9 milliards de salaires (y compris les charges sociales) voient leur contribution au PIB baisser pour la première fois (de 27,6% à 26,3%) .

PRINCIPALES TENDANCES

En 1996, la reprise tant attendue est là. Le PIB, avec un taux de croissance de 1,8%, en valeur revient sur un sentier de croissance qui peut permettre à la Polynésie de gagner son pari : avoir une économie plus indépendante des transferts métropolitains et de l'intervention de l'administration.

Après une année 1995 qui s'annonçait prometteuse mais qui a connu des phénomènes extérieurs très négatifs, 1996 est placée sous le signe de la stabilité et de la croissance. Le vote par l'assemblée nationale du nouveau statut du territoire a permis de retrouver un cadre institutionnel stable ; la convention engageant la métropole à compenser pendant dix ans et jusqu'à concurrence de 18 milliards F.CFP par an la

Contribution des secteurs au Produit Intérieur Brut en 1996



Source : ISPF - Comptes économiques définitifs 1996 de la Polynésie française ; série harmonisée

diminution des transferts liée à l'arrêt de l'activité du Centre d'Expérimentation du Pacifique (CEP) a également contribué au regain de confiance des agents économiques.

Ce retour à la confiance s'est traduit par une hausse de 7% de la consommation des ménages, et de 18,2% de leurs investissements en logements. Les administrations ont, quant à elles, augmenté leurs achats en biens et services (+7%) et en produits du BTP (+11%), mais réduit leurs dépenses en matériel d'équipement (-36%).

Ces hausses ont permis les bons résultats réalisés par les secteurs du commerce, des services et du BTP. Pour ce qui est de la demande privée, les entreprises ayant anticipé dès 1995 le redémarrage de l'économie n'ont pas réinvesti en 1996 ; l'investissement des entreprises est donc, en 1996, une composante négative de la croissance.

La demande extérieure reprend de la vigueur avec une hausse des exportations de 11,4%, soutenues essentiellement par les très bons résultats des perles qui réalisent la meilleure performance jamais

atteinte. Les indicateurs sont au vert et présagent une bonne année 97. Le socle d'une croissance durable semble être en place avec le regain de confiance des ménages qui recommencent à consommer, des finances publiques qui se sont assainies et des dépenses mieux ventilées. En outre la reconduction de " la loi PONS " va permettre aux entreprises de réinvestir à moindre coût.

La perle maintient ses bons résultats à l'exportation et le tourisme semble enfin sortir de la torpeur dans laquelle il s'était enfermé depuis la mi-1995.

Production intérieure brute et produit intérieur brut			
Secteurs	1996		Variation 95/96
	Valeur	%	
<i>Unité : millions de F.CFP</i>			
Agriculture	15 509	4,2	+8,6
Industries agroalimentaires	9 179	2,5	+5,1
Energie	12 305	3,3	+7,0
Industries mécaniques et électriques	7 452	2,0	-1,0
Autres industries	7 827	2,1	-9,9
Bâtiment, travaux publics	16 966	4,6	+2,0
Transports, télécommunication	28 389	7,7	+3,7
Commerce	76 283	20,7	+4,1
Autres services	96 254	26,2	+3,4
PIBe	270 165	73,5	+3,5
Salaires des administrations	96 912	26,3	-2,7
Salaires domestiques	747	0,2	+0,9
PIB	367 824	100,0	+1,8
Taux de croissance de la PIBe		+3,5	
Taux de croissance du PIB		+1,8	
PIB par habitant	1 678		+3,0
PIBe par habitant	1 232		+2,0
Variation annuelle moyenne de l'indice des prix		+1,1	
Taux de croissance du PIB en volume		+0,7	
Taux de croissance de la PIBe en volume		+2,4	

Source : ISPF - Comptes économiques 1995 et 1996 de la Polynésie française ; série harmonisée

1996 : Reprise confirmée

DE QUOI DISPOSE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE EN 1996 ?

	Unité : milliards de F.CFP %	
	1996	Variation 95/96
Production Intérieure brute Ensemble de richesses créées au cours de l'année sous forme de biens et services susceptibles d'être vendus	270,2	+3,5
Importations Biens achetés à l'extérieur	94,6	+3,5
TOTAL RESSOURCES	364,8	+3,5

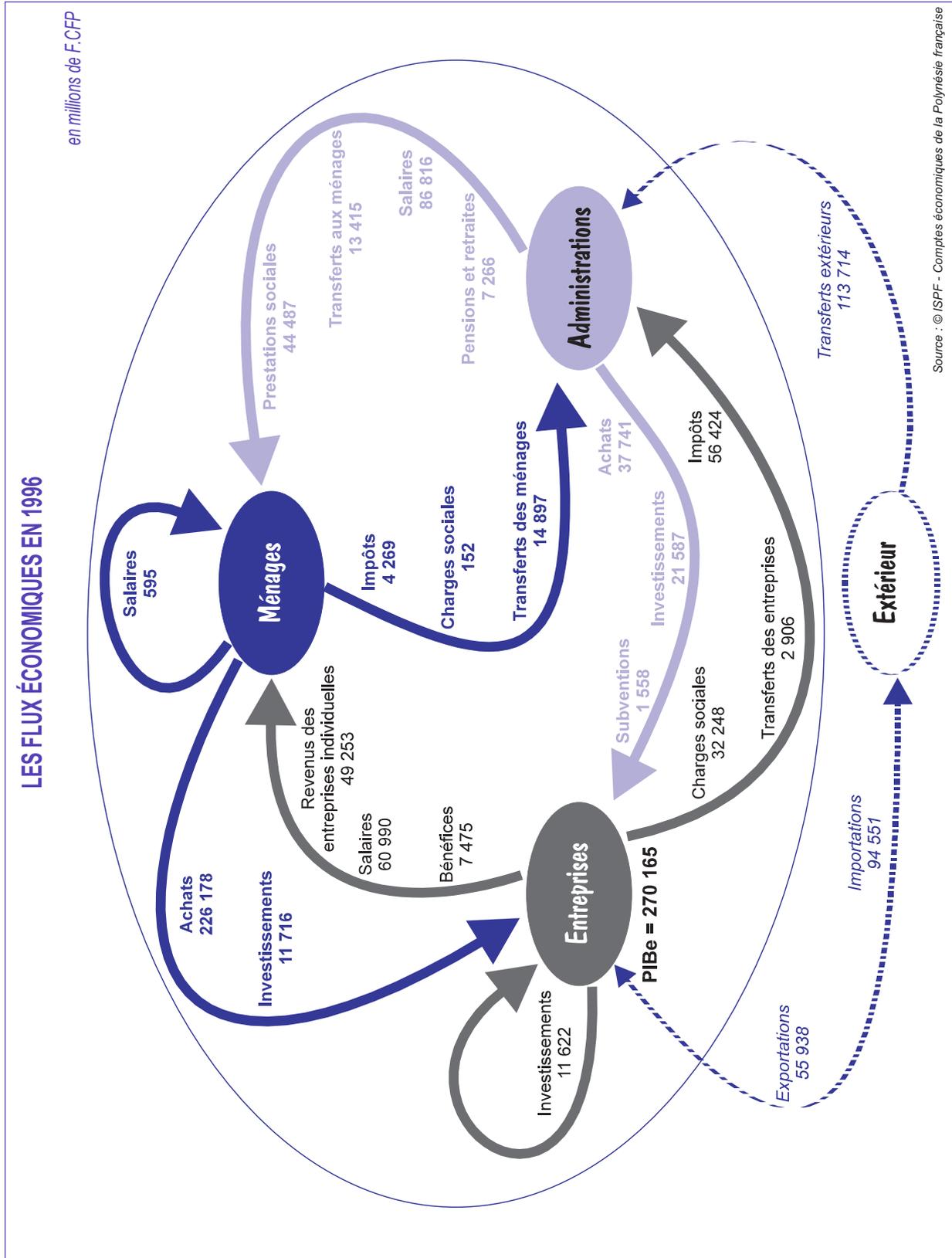
QU'EN FAIT-ELLE ?

	Unité : milliards de F.CFP %	
	1996	Variation 95/96
Consommation des Ménages Biens et services achetés en Polynésie par des ménages polynésiens, en dehors des achats destinés à l'équipement en logement	226,2	+7,0
Consommation des administrations Biens et services achetés par les administrations pour la production des services qu'elles rendent	37,7	+6,0
Investissements		
- des entreprises, équipements en matériels et constructions	11,6	-39,6
- des ménages, équipements en logements	11,7	+18,2
- des administrations, équipements collectifs (écoles, routes,...)	21,6	-18,2
Variation de stocks	0,0	0,0
Exportations Biens et services vendus à l'extérieur	55,9	+11,4
TOTAL EMPLOIS	364,8	

LE PRODUIT INTÉRIEUR BRUT

	Unité : milliards de F.CFP %		
	1995	1996	Variation 94/95
Production Intérieure Brute	261,1	270,2	+3,5
Salaires des administrations + salaires domestiques	100,3	97,6	-2,7
PRODUIT INTÉRIEUR BRUT	361,4	367,8	+1,8

Source : ISPF - Comptes économiques 1995 et 1996 de la Polynésie française ; série harmonisée



1996 : Reprise confirmée

TABLEAU DES BIENS ET SERVICES EN 1996

Groupes de produits	Ressources					Emplois									
	Impor- tations	Production locale		Marges sur		TOTAL	Consommation			Equipement			Expor- tations		
		Com- mercia- lisée	Non com- mercia- lisée	Pro- duction locale com.	Impor- tations		Inter- médiaire	des ménages	des adminis- trations	des entre- prises	des ménages	des adminis- trations		Variations de stocks	
															Com- mercia- lisée
Produits végétaux et animaux	1 896	19 820	4 288	2 707	2 230	30 941	10 795	3 952	253	-	-	-	-	-	15 941
Produits alimentaires	18 464	27 339	2 655	1 411	15 837	65 706	28 952	31 220	3 939	-	-	-	-	102	1 494
Energie	5 240	21 145	-	-	12 456	38 842	24 110	10 688	4 031	-	-	-	-	10	3
Matières premières et demi-produits	7 363	4 539	-	-	9 394	21 297	14 774	3 447	3 029	-	-	-	-	-18	65
Produits mécaniques et électriques	39 280	18 174	-	-	27 405	84 859	19 169	34 620	4 086	9 229	-	-	10 396	-92	7 451
Produits textiles	3 978	2 405	-	747	5 423	12 553	2 784	8 053	495	-	-	-	-	13	1 207
Produits industriels divers	18 328	14 785	-	1 659	21 299	56 071	9 969	38 295	6 141	-	-	-	-	-41	1 706
Bâtiment et travaux publics	-	41 323	-	-	-	41 323	12 552	1 054	2 454	2 393	11 716	11 191	-37	-	-
Services	-	182 835	27 579	-	-	210 414	74 184	94 846	13 312	-	-	-	-	-	28 072
TOTAL	94 551	332 365	34 523	6 523	94 043	562 005	197 288	226 178	37 741	11 622	11 716	21 587	-65	55 938	

Unité : millions de F.CFP

Source : ISPF - Comptes économiques de la Polynésie française

LES COMPTES ÉCONOMIQUES EN POLYNÉSIE FRANÇAISE

	Emplois						Ressources												
	Entreprises		Adminis- trations		Ménages		Entreprises		Adminis- trations		Ménages		Total						
	Expl.	Affect.	Capit.	Affect.	Capit.	Affect.	Capit.	Expl.	Affect.	Capit.	Affect.	Capit.		Exté- rieur					
													Total						
Opérations sur biens et services																			
Production intérieure brute	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	270 165
Importations	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	94 551
Consommation	-	-	-	37 741	-	226 178	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Equipements et stocks	-	-	-	-	21 587	-	-	-	-	11 716	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Exportations	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL	-	-	-	37 741	21 587	226 178	-	-	-	11 716	-	-	-	-	-	-	-	-	364 716
Opérations de répartition																			
Salaires et charges sociales	93 238	-	-	96 912	-	747	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	190 897
Impôts	42 667	13 757	-	-	-	4 269	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	60 693
Subventions	-	-	-	1 558	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1 558
Transferts entre agents intérieurs	-	62 245	-	71 502	-	14 897	-	-	-	5 910	-	-	-	-	-	-	-	-	154 554
Transferts extérieurs	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	113 714
TOTAL	135 905	76 001	-	169 971	-	19 913	-	-	-	5 910	-	-	-	-	-	-	-	-	521 415
Soldes comptables																			
Résultat brut d'exploitation	135 818	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	135 818
Épargne brute	-	66 149	-	29 604	-	24 207	-	-	-	66 149	-	-	-	-	-	-	-	-	119 961
Capacité de financement	-	-	-	-	8 018	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Besoin de financement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	75 101
TOTAL	271 723	142 251	72 060	237 316	29 604	270 298	24 207	169 652	1 217 012	72 060	29 604	237 316	270 298	24 207	169 652	1 217 012			

Source : ISPF - Comptes économiques de la Polynésie française

1996 : Reprise confirmée



3. 10 ANS D'ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE

LES COMPTES EN PERSPECTIVE

1987 - 1991 Vers une Economie moderne

1991 - 1995 Une croissance molle

1996 La reprise

L'OFFRE

LA PRODUCTION (PIB_e)

LES ÉCHANGES EXTÉRIEURS

LA DEMANDE

LA CONSOMMATION

LES INVESTISSEMENTS

LA SYNTHÈSE

L'OFFRE ET LA DEMANDE

Entre 1987 et 1996, le Produit Intérieur Brut (PIB) a connu dix ans de croissance continue (+3,1% de hausse en moyenne annuelle). Cette augmentation a été principalement soutenue par l'activité privée (+3,1% de hausse en moyenne annuelle) qui a relativement plus contribué au gain de croissance de l'économie que la production non marchande (+3,0% de hausse en moyenne annuelle).

Durant cette période, l'économie polynésienne a connu trois phases distinctes au regard de l'évolution du PIB et de la PIBe.

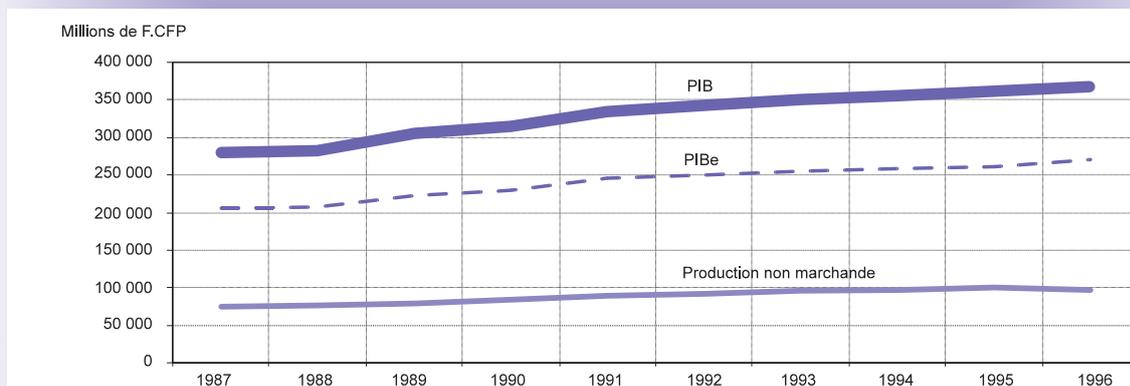
1987 - 1991 VERS UNE ÉCONOMIE MODERNE

Une croissance soutenue caractérise l'économie du territoire, avec des taux d'augmentation du PIB supérieurs à 4,5% en moyenne annuelle. Plus en détail, cette poussée de fièvre que connaît la Polynésie pendant cette période est caractérisée par :

Le Produit Intérieur Brut (PIB) se compose de la Production Intérieure Brute (PIBe), contribution du secteur productif marchand du territoire à la création de richesse de l'économie, et de la production non marchande, contribution du secteur public et parapublic (ensemble des administrations et organismes publics n'ayant pas de production marchande). La production non marchande est mesurée par le montant des salaires versés au cours de l'année auxquels, on ajoute les salaires domestiques versés par les ménages.

- Une remise à niveau des équipements et des investissements productifs (dopés par la croissance des dépenses publiques et privées) qui vont permettre aux entreprises d'être plus compétitives et donner au BTP, qui réalise les travaux, une position plus favorable ;
- Une croissance régulière des salaires versés par les administrations (+3,0% en moyenne annuelle), qui représentent plus de 26% du PIB ;
- Le dynamisme du secteur secondaire, qui voit sa contribution au PIB passer de 9,3% en 1987 à 11,9% en 1991. Pour les autres secteurs de l'économie, la situation est plus contrastée : le tertiaire connaît un recul de 54,1% à 52,6% dans sa contribution au PIB dû aux mauvais résultats du secteur des services marchands tandis que le secteur primaire maintient sa part entre 3,6 et 4,0% du PIB.

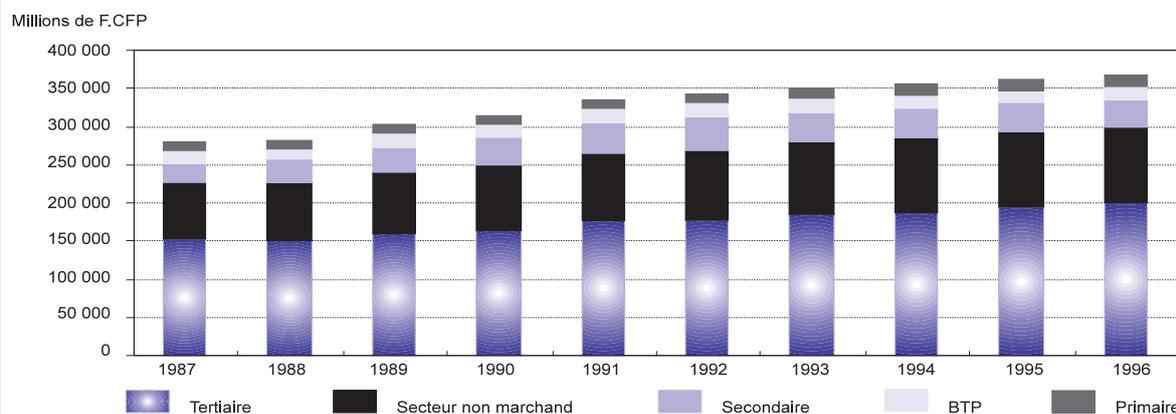
Le PIB, la PIBe et la production non marchande de 1987 à 1996



Source : ISPF - Comptes économiques définitifs 1987 à 1996 de la Polynésie française ; série harmonisée

1987 - 1996

Le PIB par grand secteur de 1987 à 1996

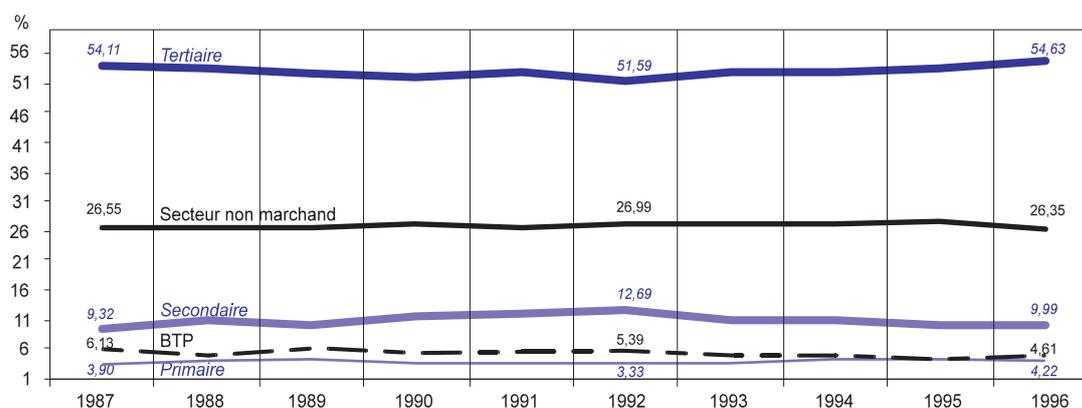


Source : ISPF - Comptes économiques définitifs 1987 à 1996 de la Polynésie française ; série harmonisée

1991 - 1995 UNE CROISSANCE MOLLE

Entre 1991 et 1995, l'économie connaît une période assez difficile, avec des taux de croissance du PIB très faibles, autour de 1,9% en moyenne annuelle (soit +7,8% globalement de 1991 à 1995). Une caractéristique marquante de ces années est un taux de croissance du PIB plus élevé que celui de la PIBe (+6,2% ou 1,5% de hausse annuelle moyenne) : au regard des évolutions en volume, la PIBe n'a presque pas augmenté. La croissance enregistrée sur cette période a donc été rendue possible par l'augmentation de la production non marchande (+12,5% sur la période) et particulièrement des salaires

La contribution des différents secteurs au PIB de 1987 à 1996



Source : ISPF - Comptes économiques définitifs 1987 à 1996 de la Polynésie française ; série harmonisée

versés par les administrations, qui ont progressé de 3,0% en moyenne annuelle. Parallèlement, le secteur marchand traverse une période difficile, marquée par la morosité dans laquelle l'économie locale semble s'être enfermée. Ce climat dépressif provient essentiellement de l'apathie et des doutes des agents économiques quant à l'avenir du territoire (après la décision de la Métropole de suspendre les essais nucléaires en Polynésie) et s'est traduite par une stagnation des niveaux de la PIBe en volume. Toutefois, la production marchande a quand même progressé en valeur, grâce aux bons résultats du secteur tertiaire (essentiellement les autres services avec +10,0% de croissance entre 1991 et 1995), qui a su compenser les mauvais résultats du secondaire (-9,0%, dus à l'arrêt de la Direction des Chantiers Navals) et du BTP (-6,0%, avec une baisse significative des investissements publics) ; le tertiaire a ainsi permis de limiter les effets négatifs d'un certain attentisme d'une partie de la sphère marchande.

1996 LA REPRISE

Tous les indicateurs sont au vert, la croissance semble être de retour avec une hausse du PIB de 1,8% et de la PIBe de 3,5%. La reprise des essais nucléaires, le nouveau statut du territoire et la signature des accords sur " l'après CEP " semblent avoir rendu la confiance nécessaire pour redynamiser l'ensemble de l'économie marchande. C'est en outre, la première fois depuis 1987 que la masse salariale versée par les administrations connaît une baisse (-2,7%) sans que le PIB n'en soit affecté. L'économie polynésienne, une fois la confiance retrouvée, est en train de réussir son pari en propulsant le secteur marchand au premier rang des moteurs de la croissance. Les efforts de modernisation de l'appareil productif, d'aide à la création d'entreprises, de soutien à certains secteurs de l'économie et d'assainissement des finances publiques commencent à porter leurs fruits : la baisse des salaires des administrations a été plus que compensée par les bons résultats du secteur tertiaire (+3,7%), dopés par les résultats des services marchands, qui confirment leur position dominante dans l'économie et qui portent pour la première fois, leur contribution à plus de 35% de la PIBe.

1987 - 1996

Sur la décennie, le tertiaire est le seul secteur à ne pas connaître de variation négative, à l'inverse le BTP enregistre des fluctuations négatives fréquentes et très marquées.

Le secteur secondaire, après cinq années de croissance entre 1987 et 1992, marque le pas. Ses résultats de 1993 tirent la PIBe vers un taux de croissance nul ; ce secteur ne retrouvera pas, par la suite, le sentier de croissance qu'il connaissait à la fin des années 80.

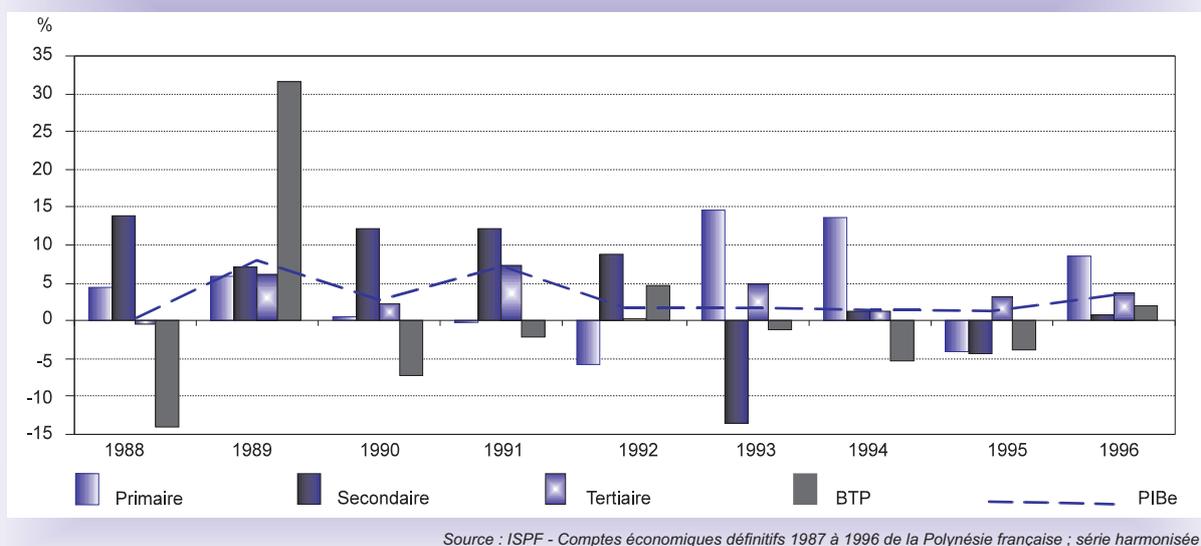
LA PRODUCTION (la PIBe)

Contribution des différents secteurs à la PIBe entre 1987 et 1996

	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
	Unité : %									
Primaire	5,3	5,5	5,4	5,3	4,9	4,6	5,1	5,8	5,5	5,7
Secondaire	12,7	14,4	14,2	15,5	16,3	17,4	14,8	14,8	14,0	13,6
Tertiaire	73,7	73,0	71,7	71,4	71,6	70,7	72,9	72,8	74,2	74,4
BTP	8,3	7,1	8,7	7,8	7,2	7,4	7,2	6,7	6,4	6,3
PIB marchand	100,0									

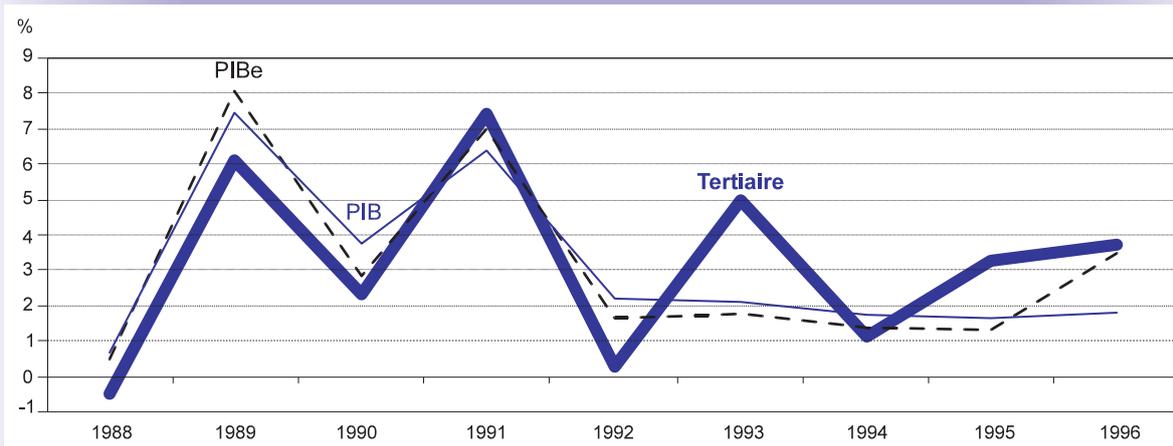
Source : ISPF - Comptes économiques définitifs 1987 à 1996 de la Polynésie française ; série harmonisée

Taux de croissance de la PIBe et de la valeur ajoutée dégagée par grands secteurs de 1987 à 1996



LE TERTIAIRE

Comparaison des évolutions du secteur TERTIAIRE avec le PIB et la PIBe entre 1987 et 1996



Source : ISPF - Comptes économiques définitifs 1987 à 1996 de la Polynésie française ; série harmonisée

C'est le premier secteur de la sphère marchande par son importance dans la PIBe : il détermine par ses évolutions les grands traits de l'économie marchande. Sa contribution va osciller entre 52% et 54,7% du PIB tout au long de la décennie.

Les taux d'évolution de la PIBe et du secteur tertiaire sont fortement corrélés pendant les deux périodes de croissance qui ont marqué le territoire, de 1987 à 1992 et après 1995, alors que, pendant la période de croissance molle (1992-1995), l'évolution du tertiaire semble moins influencer le taux de croissance globale de l'économie polynésienne.

◆ Les services

La consommation de certains services (transport international, transport local, restauration, hôtellerie, loisir, etc ...), réalisée par les touristes, est considérée comme une exportation. Cette composante fait partie des échanges extérieurs.

La production des services marchands n'a pas été sensible au ralentissement qu'a connu l'économie polynésienne au début des années 90 ; elle a accru sa part dans la production totale du secteur marchand, pour la porter à plus de 43%. Les transports et télécommunications ont, quant à eux, maintenu leur niveau de production, oscillant entre 25% et 28% de la production des services marchands après 1991 ; ces bons résultats proviennent essentiellement de la libéralisation du ciel polynésien et de l'arrivée de nouvelles compagnies sur le territoire (CORSAIR et AOM).

La production (PIBe) est l'activité économique socialement organisée qui consiste à créer des biens et des services s'échangeant habituellement sur le marché et/ou obtenus à partir de facteurs de production s'échangeant sur le marché.

Les services se composent principalement des organismes financiers et des assurances, des services de location (logements, voitures, baux industriels et commerciaux), des hôtels, bars et restaurants, des services commerciaux, juridiques et techniques (cabinets comptables, avocats, géomètres), des autres services, notamment d'hygiène, de santé, d'enseignement. On y adjoindra ici les transports et télécommunications qui forment un secteur à part dans le cadre comptable utilisé.

La production des services de logements tient une place importante ; celle-ci, valorisée par le montant des loyers, correspond à l'ensemble du parc des résidences principales, qu'elles soient occupées par des locataires ou par des propriétaires ; dans ce dernier cas, on valorise la production de services de logement des ménages pour eux-mêmes.

Évolution et répartition de la valeur ajoutée pour les services marchands entre 1987 et 1996

	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
<i>Unité : millions de F.CFP</i>										
PRODUCTION	140 246	152 090	164 368	175 813	180 193	186 074	190 214	206 126	207 951	210 414
<i>Unité : %</i>										
Variation	-	+ 8	+ 8	+ 7	+ 2	+ 3	+ 2	+ 8	+ 1	+ 1
<i>dont :</i>										
<i>Transports et</i>										
<i> télécommunications</i>	22	24	25	25	26	26	25	28	26	26
<i>Services de logement</i>	20	19	18	18	18	18	19	18	18	17
<i>Services bancaires/assurances</i>	10	10	10	9	9	9	10	10	10	10
<i>Autres Services</i>	48	48	48	48	47	47	46	44	46	47
Part dans la production totale	42	43	42	44	42	43	44	45	46	45
<i>Unité : millions de F.CFP</i>										
CONSOMMATIONS INTERMÉDIAIRES	50 859	59 519	68 231	75 130	75 014	77 673	76 565	89 263	87 507	85 769
<i>Unité : %</i>										
Variation	-	+ 17	+ 15	+ 10	0	+ 4	-1	+ 17	-2	-2
<i>Unité : millions de F.CFP</i>										
VALEUR AJOUTÉE	89 387	92 571	96 137	100 683	105 179	108 401	113 649	116 863	120 444	125 645
<i>Unité : %</i>										
Variation	-	+ 4	+ 4	+ 5	+ 4	+ 3	+ 5	+ 3	+ 3	+ 3
<i>dont :</i>										
<i>Transports et</i>										
<i> télécommunications</i>	20	23	25	26	26	26	23	22	23	23
<i>Services de logement</i>	30	30	30	30	30	30	30	30	31	28
<i>Services bancaires/assurances</i>	12	12	11	11	9	9	12	11	11	11
<i>Autres Services</i>	38	35	33	34	35	35	35	36	36	38
Part dans la PIBe	43	45	43	44	43	43	45	45	46	46

Source : ISPF - Comptes économiques définitifs 1987 à 1996 de la Polynésie française ; série harmonisée

◆ Le commerce

La valeur ajoutée dégagée par le commerce représente plus de 20% du PIB tout au long de la période 1987-1996 (20,7% en moyenne) ; c'est le deuxième secteur d'activité du territoire, par son importance dans la sphère marchande. Le commerce en Polynésie, avec le faible développement des industries de transformations locales, compte tenu de la faiblesse du marché intérieur et de l'éloignement des grands marchés extérieurs, ainsi que de la rareté des ressources primaires locales, repose en presque totalité sur les importations ; les résultats (bon ou mauvais) réalisés par ce secteur sont donc expliqués, en grande partie, par l'évolution des marges commerciales prélevées sur les produits importés et locaux, les niveaux d'importations et les taxes perçues.

Dans les comptes économiques, la "production" du commerce est mesurée par les marges commerciales perçues lors de la vente de biens importés ou fabriqués localement. La marge commerciale est définie comme la différence entre la valeur à la vente et la valeur à l'achat des marchandises commercialisées. Les impôts et taxes qui grèvent la valeur des produits sont donc inclus dans la marge commerciale, en particulier les différents droits et taxes à l'importation. La valeur ajoutée du

1987 - 1996

Les déterminants du montant de la production du commerce

	Importation CAF	Production locale (1)	Marge sur			Taux de marge		
			Importation	Production locale	Importation sur production totale	sur importation	sur production locale	global
			<i>Unité : millions de F.CFP</i>			<i>Unité : %</i>		
1987	90 555	47 111	75 597	4 436	94	83,5	9,4	83,5
1988	87 487	54 381	70 860	4 878	94	81,0	9,0	81,0
1989	91 664	59 663	78 970	5 416	94	86,2	9,1	86,2
1990	91 911	64 241	78 050	5 409	94	84,9	8,4	84,9
1991	93 831	73 069	88 070	5 483	94	93,9	7,5	93,9
1992	86 019	73 039	85 431	5 517	94	99,3	7,6	99,3
1993	86 905	72 753	88 539	5 653	94	101,9	7,8	101,9
1994	87 827	77 966	87 058	6 392	93	99,1	8,2	99,1
1995	91 384	78 687	89 685	6 858	93	98,1	8,7	98,1
1996	94 551	85 494	94 043	6 523	94	99,5	7,6	99,5

(1) Valeur à la production des produits locaux commercialisés transitant par le commerce, c'est à dire hors matières premières, produits des industries mécaniques et électriques, BTP et services.

Source : ISPF - Comptes économiques définitifs 1987 à 1996 de la Polynésie française ; série harmonisée

La production du commerce (somme des marges) est donc pour près de 94% expliquée par les marges sur importations, qui comprennent les droits et taxes à l'importation, tels que droits de douanes, droits d'entrée etc..

Les taux de marge ont fortement progressé entre 1987 et 1996, passant de 83,5% à 99,5%. Ils ont été tirés vers le haut par les produits végétaux et animaux, l'énergie et les matières premières et demi-produits. Les produits des industries ont par contre connu peu de variations au niveau des taux de marge.

commerce, contribution de ce secteur à la production intérieure brute, est calculée par l'excédent des marges commerciales sur les consommations intermédiaires, c'est-à-dire sur l'ensemble des biens et services consommés par le commerce afin de pouvoir exercer son activité.

Taux de marge sur importations entre 1987 et 1996 par groupe de produits

	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
<i>Unité : %</i>										
Ensemble des marges	83,5	81,0	86,2	84,9	93,9	99,3	101,9	99,1	98,1	99,5
Produits végétaux et animaux	106,3	111,3	103,1	125,4	182,9	167,4	143,6	114,9	119,1	117,6
Produits alimentaires	81,5	83,6	86,1	82,5	88,3	89,3	90,0	87,0	86,0	85,8
Énergie	163,1	176,5	165,2	163,5	150,9	198,7	217,5	227,7	251,1	237,7
Matières premières et demi-produits	68,8	67,1	97,1	106,2	118,6	113,0	122,3	125,8	119,7	127,6
Produits des industries mécaniques et électriques	67,8	61,9	58,6	56,2	65,6	69,1	75,1	71,0	67,1	69,8
Produits textiles	92,9	93,1	132,0	132,9	114,8	126,7	124,8	130,8	131,5	136,3
Produits industriels divers	100,6	100,8	108,2	112,2	116,6	115,1	115,6	113,1	114,4	116,2

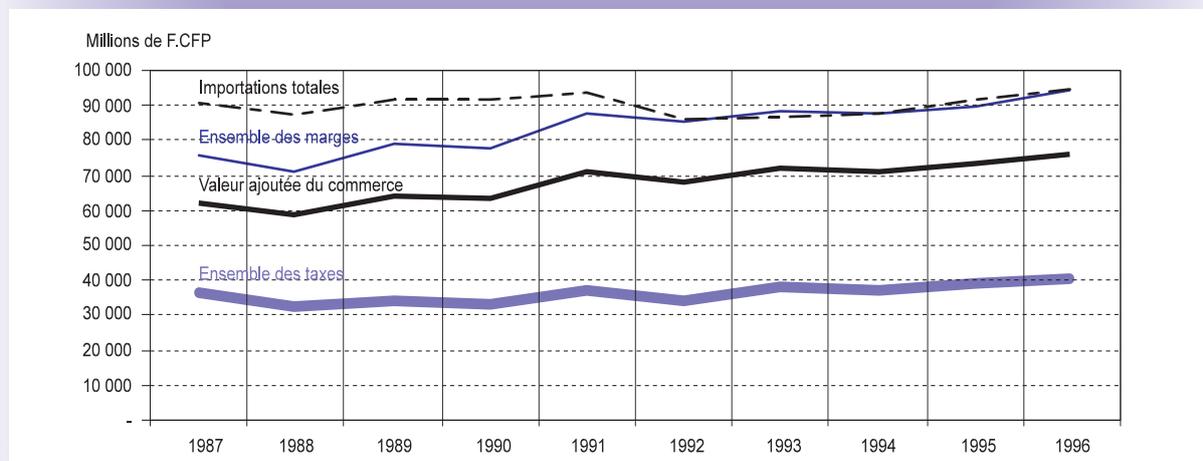
Source : ISPF - Comptes économiques définitifs 1987 à 1996 de la Polynésie française ; série harmonisée

Montant des importations par groupe de produits entre 1987 et 1996

	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
	<i>Unité : millions de F.CFP</i>									
IMPORTATIONS	90 555	87 487	91 664	91 911	93 831	86 019	86 905	87 827	91 384	94 551
Produits végétaux et animaux	2 258	2 134	2 031	1 750	2 002	1 830	1 817	1 831	1 920	1 896
Produits alimentaires	13 557	14 121	15 907	15 053	15 962	15 398	16 422	16 935	17 877	18 464
Énergie	5 274	4 720	5 209	5 431	6 459	5 012	5 172	5 149	5 007	5 240
Matières premières et demi-produits	7 264	7 562	8 845	7 347	8 092	7 063	6 878	6 702	7 598	7 363
Produits des industries mécaniques et électriques	41 590	40 699	39 452	42 843	40 096	36 665	35 404	36 367	37 620	39 280
Produits textiles	4 902	3 877	4 211	3 939	4 267	3 728	4 010	3 724	3 975	3 978
Produits industriels divers	15 709	14 374	16 010	15 548	16 953	16 323	17 202	17 118	17 386	18 328

Source : ISPF - Comptes économiques définitifs 1987 à 1996 de la Polynésie française ; série harmonisée

Les marges, les droits et taxes à l'importation et la valeur ajoutée du commerce de 1987 à 1996

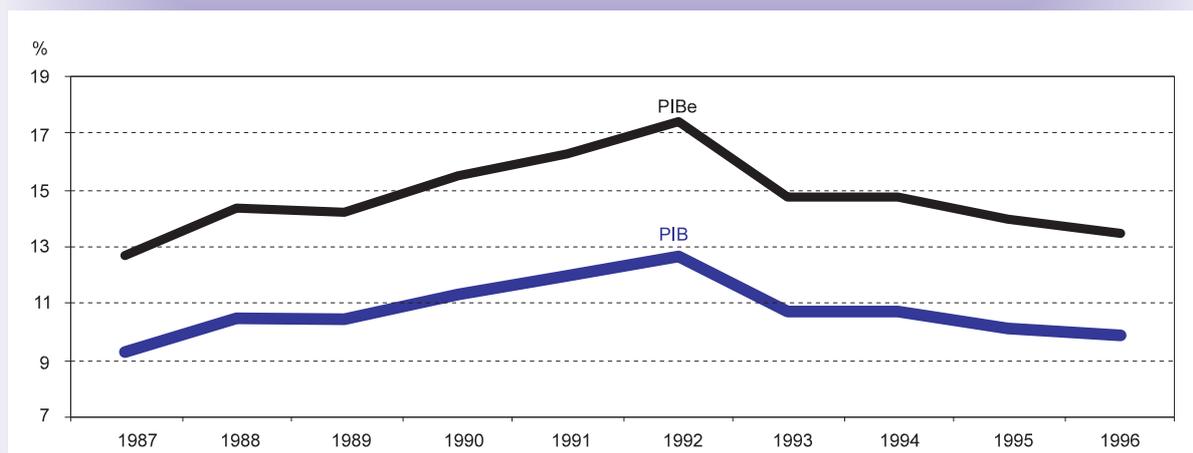


Source : ISPF - Comptes économiques définitifs 1987 à 1996 de la Polynésie française ; série harmonisée

1987 - 1996

LE SECONDAIRE

Contributions du SECONDAIRE dans la PIBe et le PIB de 1987 à 1996

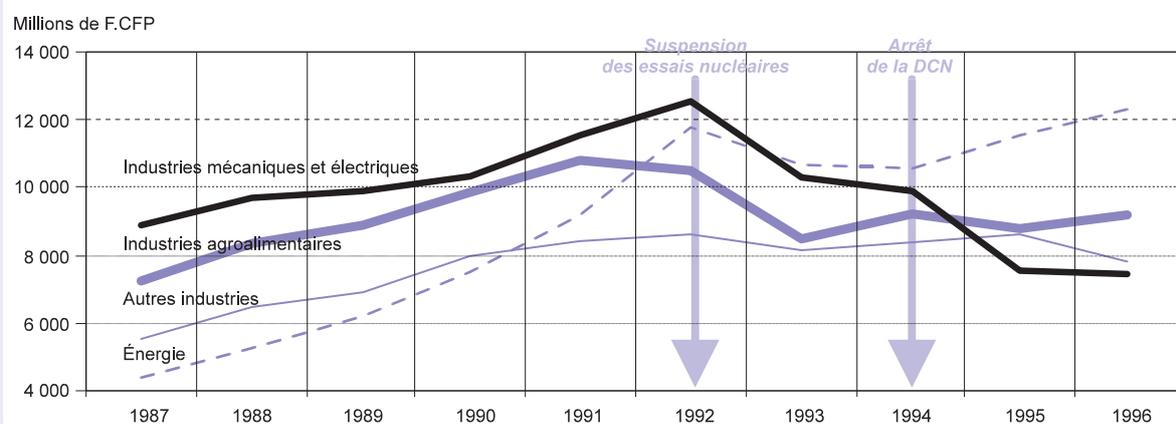


Source : ISPF - Comptes économiques définitifs 1987 à 1996 de la Polynésie française ; série harmonisée

Le secondaire est le deuxième secteur de la sphère marchande de par son importance dans la création de richesses ; sa contribution à la PIBe a varié entre 12 et 17% sur la période 1987-1996 (9,4% du PIB en moyenne). Ce secteur est composé des industries agroalimentaires, des industries mécaniques et électriques, des industries diverses et de l'énergie.

Sur la période 1987-1996, le secondaire a beaucoup évolué. Entre 1987 et 1992, les différents secteurs d'activité qui le composent ont

La valeur ajoutée générée pour le secondaire de 1987 à 1996



Source : ISPF - Comptes économiques définitifs 1987 à 1996 de la Polynésie française ; série harmonisée

tous augmenté leur contribution à la PIBe dans des proportions importantes et à peu près au même rythme.

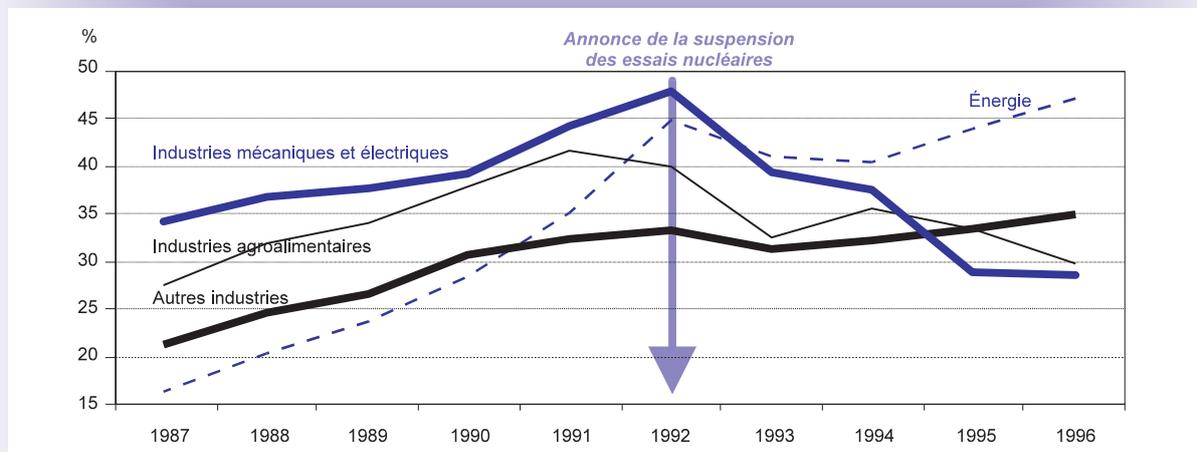
Les **industries mécaniques** (réparation automobile, construction navale, industrie des équipements mécaniques..) étaient le "fer de lance" du secteur, occupant la première place, pour la valeur ajoutée dégagée, jusqu'en 1992 (de 34% à 48% de la valeur ajoutée dégagée par le secondaire). Elles étaient suivies de l'**énergie**, qui a connu le plus fort taux de croissance, (portant sa contribution de 17% à 47% des richesses générées par le secondaire), pour dépasser dès 1991 les **industries agroalimentaires** qui amorcèrent cette année là leur déclin.

L'**année 1992** marque, pour l'ensemble des activités qui composent le secondaire, un tournant : après cinq années de croissance continue, la récession affecte alors l'ensemble du secteur. L'attentisme qui caractérise les activités du secondaire fait suite à l'annonce de la suspension des essais nucléaires.

Le secteur le plus durement touché dans cette période de crise est celui des **industries mécaniques** ; il voit sa part dans l'ensemble des activités du secondaire baisser très rapidement (de 48 à 39% entre 1992 et 1993), pour atteindre en 1995 sa plus faible contribution de la décennie (29%); cette baisse est essentiellement due à un mauvais résultat de l'activité de réparation automobile, qui voit sa contribution baisser de 34%, en valeur, entre 1991 et 1996, conjuguée à la stagnation des autres activités qui composent les industries mécaniques.

Il est suivi dans sa chute par l'**agroalimentaire**, qui connaît entre 1992 et 1993 une baisse spectaculaire de sa valeur ajoutée (-20%), due aux mauvais résultats de grosses entreprises du secteur qui subissent la concurrence des produits étrangers, pour revenir à un

La contribution des différents secteurs dans le secondaire de 1987 à 1996



Source : ISPF - Comptes économiques définitifs 1987 à 1996 de la Polynésie française ; série harmonisée

1987 - 1996

niveau de richesses créées équivalent à celui de 1988 ; ces industries connaissent par la suite un début de reprise, avec l'introduction de produits nouveaux (lait et produits laitiers, jus de fruits, charcuterie) qui vont permettre aux entreprises d'augmenter leur production et de stopper l'érosion qui affectait le secteur.

Quant à l'énergie (production d'électricité et distribution d'eau), qui présentait la plus faible contribution en 1987 par sa valeur ajoutée, elle devient à partir de 1993 la première activité du secteur.

Ainsi, le secondaire s'est inscrit dans le même mouvement que l'économie polynésienne, avec trois phases distinctes : une forte croissance avant 1992, une baisse (un peu plus accentuée) entre 1992 et 1995, et la reprise dès 1996. Cette chronologie des événements coïncide avec le calendrier des décisions prises en Métropole au sujet de l'activité nucléaire en Polynésie française.

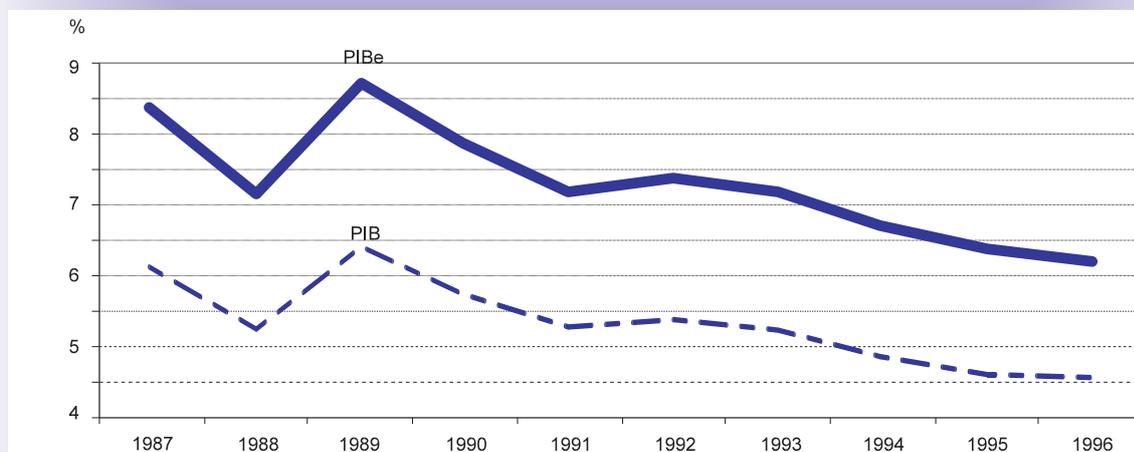
LE BTP

Le BTP se classe en troisième position au regard de la valeur ajoutée dégagée (5,3% du PIB en moyenne) par l'économie polynésienne.

Sur le territoire, le secteur du bâtiment et des travaux publics est partagé entre un grand nombre de petites entreprises, le plus souvent individuelles, essentiellement dans le bâtiment, et un nombre restreint de sociétés, de tailles relativement importantes, dans les travaux publics.

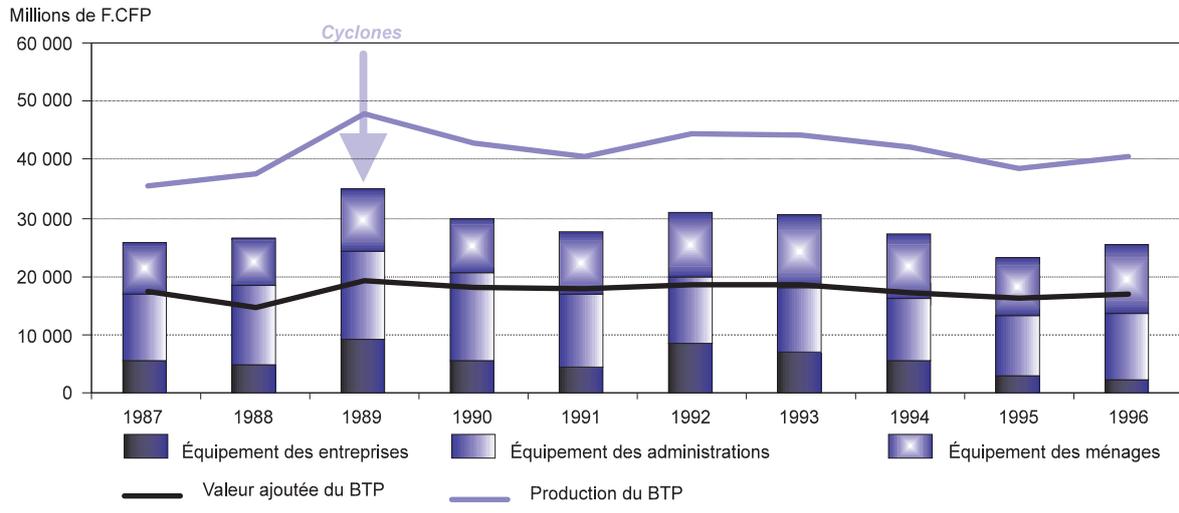
La valeur ajoutée dégagée par le BTP a connu des fluctuations très importantes entre 1987 et 1996. La production de BTP est fortement dépendante des fluctuations de la demande en produits du bâtiment

La contribution du BTP dans le PIB et la PIBe de 1987 à 1996



Source : ISPF - Comptes économiques définitifs 1987 à 1996 de la Polynésie française ; série harmonisée

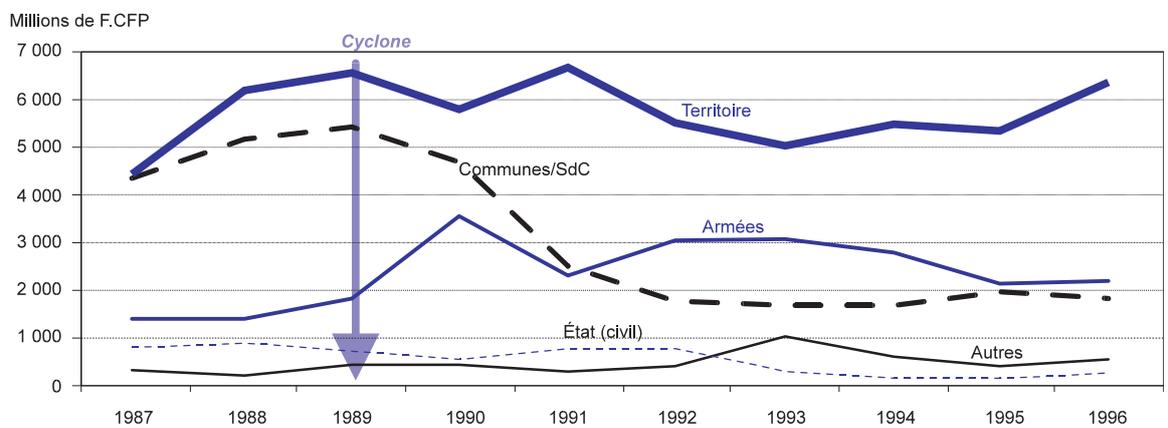
La production, la valeur ajoutée du BTP et les dépenses des agents économiques de 1987 à 1996



des différents agents qui composent l'économie de la Polynésie : les ménages par équipements en logement, les entreprises par investissements en BTP et les administrations par dépenses d'équipement en BTP ; elle ne peut donc pas connaître une progression linéaire.

La production et la valeur ajoutée générées par le BTP ne suivent pas la même tendance que l'économie polynésienne dans sa globalité. On peut distinguer deux périodes : la première, qui débouche sur un

Dépenses publiques en BTP par type d'administration de 1987 à 1996



1987 - 1996

" pic " de valeur ajoutée en 1989 qui correspond à une période de très forte croissance des dépenses publiques et des dépenses privées (reconstruction des infrastructures détruites par les cyclones). Une seconde phase est marquée par la stagnation des richesses créées du fait de la maîtrise des dépenses publiques et privées. La consommation des ménages en logement reste pour sa part relativement stable tout au long de la période.

Les dépenses d'équipement des administrations sont les plus importantes : elles ont varié entre 10 milliards et 15 milliards sur la période. Les différents agents qui composent les administrations (territoire, commune, Armée, Etat (civil)) ont eu des comportements différents en terme de dépenses entre 1987 et 1996.

Le premier investisseur public est le Territoire avec une part variant entre 39% et 57% de la demande en produit du BTP des administrations : il s'agit essentiellement de travaux de voiries, d'équipements aéroportuaires et navals et de dépenses en bâtiments. L'évolution de ses dépenses en BTP coïncide avec les variations de croissance qu'a connues l'économie : une forte croissance entre 1987 et 1991, une baisse marquée entre 1991 et 1995, et la reprise en 1996. En deuxième position des investisseurs publics, les communes (travaux de réseaux d'adduction en eau potable et réseaux d'assainissement,...soit 38% des investissements publics en 1987), vont à partir de 1989 réduire considérablement leurs dépenses en BTP (20% des investissements en 1991) et céder la seconde place, dès 1991, à l'Armée. Les dépenses militaires ont évolué sur la période dans le sens opposé des dépenses du Territoire en BTP : si ces dernières baissent, les autres augmentent et réciproquement.

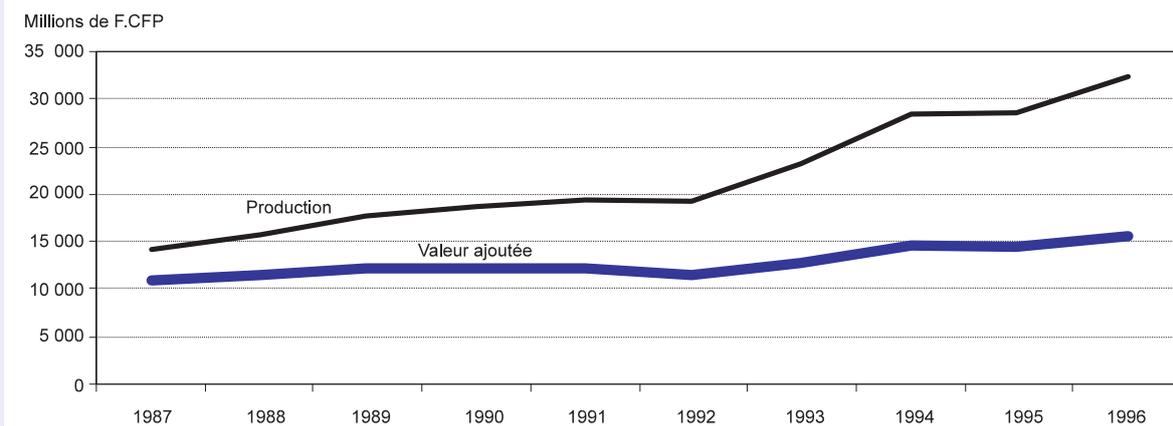
Contribution des différents agents à la demande publique en BTP de 1987 à 1996

	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
	<i>Unité : %</i>									
État (civil)	7	7	5	4	6	7	3	2	2	2
Armées	13	10	12	24	19	27	28	26	21	19
Territoire	39	44	43	39	53	48	45	51	53	57
Communes/SdC	38	37	36	31	20	15	15	16	20	17
Autres	3	1	3	3	2	4	9	6	4	5
TOTAL Administrations	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100

Source : ISPF - Comptes économiques 1987 à 1996 de la Polynésie française ; série harmonisée

LE PRIMAIRE

La production et la valeur ajoutée du PRIMAIRE de 1987 à 1996

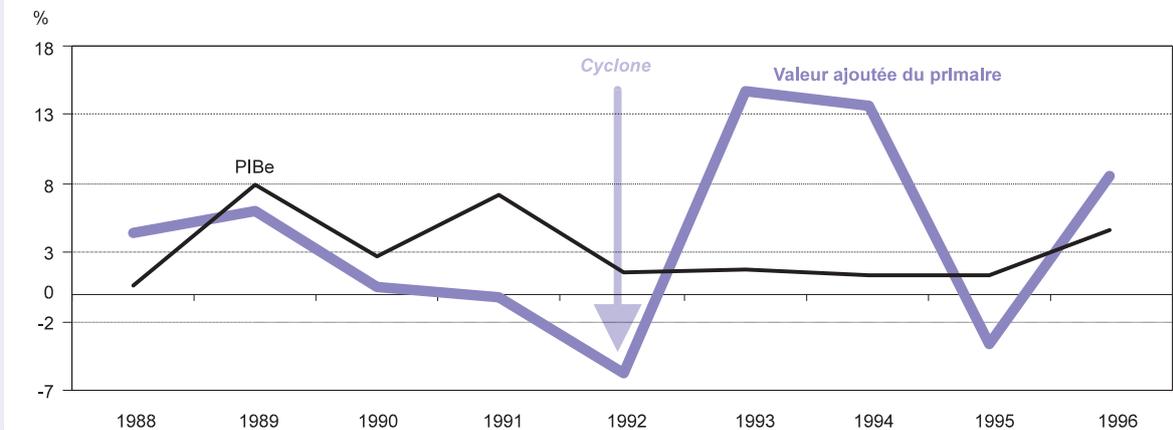


Source : ISPF - Comptes économiques définitifs 1987 à 1996 de la Polynésie française ; série harmonisée

Le secteur primaire apparaît durant la période comme le «parent pauvre» de la sphère marchande : sa contribution au PIB est en moyenne de 3,9% sur la période (5,3% de la PIBe). Il englobe, outre les productions agricoles proprement dites, l'élevage, la pêche, l'aquaculture et la perliculture.

La production de l'ensemble du secteur s'est certes améliorée tout au long de la décennie, mais c'est à partir de 1992 que l'accélération a été la plus marquée. La valeur ajoutée n'a néanmoins pas suivi le

Comparaison des évolutions de croissance du PRIMAIRE et du PIBe de 1987 à 1996



Source : ISPF - Comptes économiques définitifs 1987 à 1996 de la Polynésie française ; série harmonisée

1987 - 1996

même rythme de croissance que la production. L'amélioration de l'appareil productif (pour répondre à une demande des grandes surfaces toujours plus forte) a coûté dans un premier temps des points de croissance à la valeur ajoutée ; cette dernière a été pénalisée par la modernisation des méthodes (engrais, serres, cultures hydroponiques) ayant nécessité un apprentissage et des investissements qui, à moyen terme, amélioreront la productivité.

Trois grandes périodes se distinguent ; une première qui s'étend de 1987 à 1992, au cours de laquelle les taux de croissance sont en dessous de ceux enregistrés par la sphère marchande dans son ensemble ; suivie par une période de très forte croissance entre 1992 et 1994, et enfin la reprise en 1996 (après une année 1995 marquée par une baisse de 4% provoquée par de mauvaises récoltes de café, de vanille et de fruits).

LES ÉCHANGES EXTÉRIEURS

Les dépenses touristiques

	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
	<i>Unité : millions de F.CFP</i>									
Ensemble	28 445	27 091	27 839	23 950	22 044	23 199	28 141	32 878	32 615	32 505
Services	24 249	23 108	23 732	20 417	18 792	19 777	23 990	28 028	27 804	27 710
Hébergements, repas	17 036	16 171	16 673	14 344	13 202	13 894	16 854	19 691	19 534	19 468
Transports	4 598	4 365	4 500	3 871	3 563	3 750	4 549	5 315	5 272	5 254
Loisirs	2 615	2 482	2 559	2 202	2 026	2 133	2 587	3 022	2 998	2 988
Biens	4 196	3 983	4 107	3 533	3 252	3 422	4 151	4 850	4 811	4 795
Souvenirs	3 042	2 888	2 977	2 561	2 357	2 481	3 010	3 516	3 488	3 476
Autres	1 154	1 095	1 129	972	894	941	1 142	1 334	1 323	1 319

Source : ISPF, Enquête sur les dépenses des touristes internationaux en Polynésie française, 1995

AVERTISSEMENT

Ne sont pris en compte dans l'étude des importations en Polynésie que les biens matériels. S'il n'est pas encore possible d'évaluer les importations de services (biens immatériels), une partie des exportations peuvent être estimées, à savoir les dépenses des touristes internationaux venant en Polynésie française. Celles-ci ont été évaluées grâce à une extrapolation des résultats de l'enquête réalisée en 1995 par l'ISPF, sur les dépenses des touristes non résidents, en tenant compte des modifications des structures par marché.

La Polynésie française, par son isolement géographique et sa pauvreté en matières premières, est très dépendante des échanges avec l'extérieur. Le solde entre les importations et les exportations, c'est à dire la **balance commerciale**, est un bon indicateur de la dépendance économique du territoire ; on distingue les importations et exportations à caractères civils et militaires, pour mieux appréhender les rapports de l'économie locale avec l'extérieur.

◆ La balance commerciale (hors dépenses touristiques)

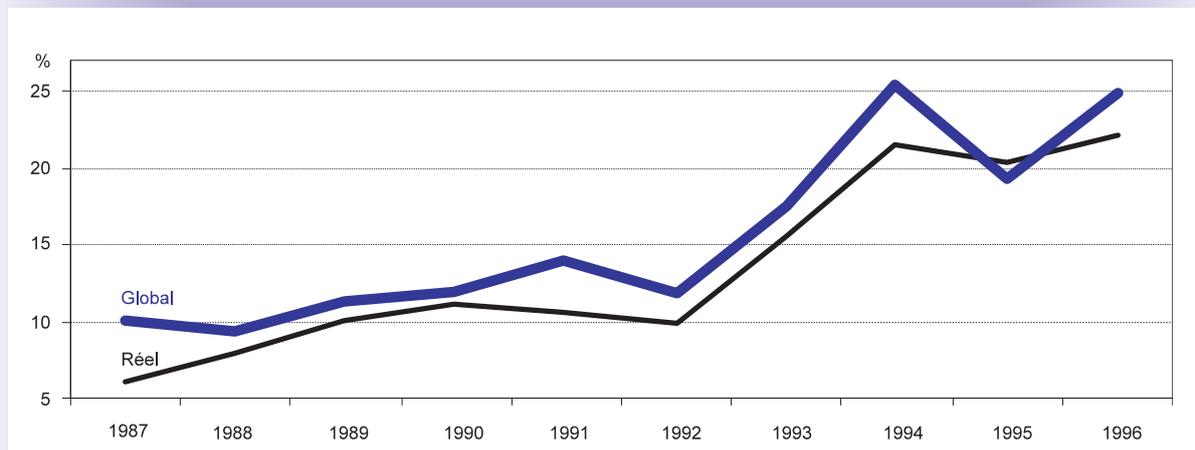
Les soldes de la balance commerciale

	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
	<i>Unité : millions de F.CFP</i>									
Ensemble	-81 460	-79 376	-81 356	-80 900	-80 700	-75 841	-71 722	-65 539	-73 835	-71 118
Produits végétaux et animaux	109	521	1 979	2 420	2 659	2 666	6 315	10 519	8 081	12 885
Produits alimentaires	-13 158	-13 784	-15 549	-14 769	-15 529	-15 119	-16 103	-16 431	-17 482	-17 926
Énergie	-5 273	-4 717	-5 208	-5 423	-6 408	-5 009	-5 169	-5 148	-4 999	-5 238
Matières premières et demi-produits	-7 215	-7 487	-8 797	-7 283	-8 011	-7 011	-6 818	-6 613	-7 517	-7 299
Produits des industries mécaniques et électriques	-35 686	-35 917	-33 886	-36 654	-32 556	-31 804	-29 208	-27 553	-31 124	-31 829
Produits textiles	-4 896	-3 870	-4 185	-3 916	-4 220	-3 697	-3 993	-3 683	-3 946	-3 930
Produits industriels divers	-15 341	-14 121	-15 709	-15 276	-16 634	-15 866	-16 748	-16 629	-16 848	-17 781

Source : ISPF - Comptes économiques définitifs 1987 à 1996 de la Polynésie française ; série harmonisée

1987 - 1996

Taux de couverture global et réel de 1987 à 1996



Source : ISPF - Comptes économiques définitifs 1987 à 1996 de la Polynésie française ; série harmonisée

Le déficit de la balance commerciale de la Polynésie française s'est établi à 71,1 milliards en 1996. Il s'est amélioré depuis 1987, puisqu'il était de 80 milliards à la fin des années 80. Cette amélioration est principalement due à une maîtrise des importations (la hausse des importations civiles étant compensée par la baisse des importations militaires) et une hausse des exportations, dopées par le bon comportement des perles, celles-ci représentant entre 98% et 99% des exportations de produits végétaux et animaux.

Le taux de couverture des biens à caractère civil a bien progressé au cours de la décennie : il est passé de 6,4% en 1987 à 22,1% en 1996, avec une hausse conséquente entre 1992 et 1994 (de 9,7% à 21,5%). Cette amélioration des termes de l'échange sur cette période provient surtout de la croissance qu'ont connue les exportations (+120%), grâce aux bons résultats de la perle (+176%).

Entre 1994 et 1996, l'amélioration du taux de couverture se poursuit, mais à un rythme moins soutenu, toujours sous l'impulsion des

Le taux de couverture, qui est le rapport des exportations sur les importations, est un bon indicateur de l'évolution des termes de l'échange. Plus ce dernier est important, plus les termes de l'échange sont favorables à la Polynésie. Les importations et les exportations militaires n'étant pas en connexion directe avec l'économie locale, on distingue le taux de couverture des biens civils (réel) du taux de couverture global (militaire et civil).

Taux de couverture par catégorie de produits d'origine civile de 1987 à 1996

	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
	Unité : %									
Produits végétaux et animaux	108,0	127,7	204,5	244,3	239,3	250,7	459,8	695,7	541,9	810,7
Produits alimentaires	3,2	2,6	2,5	2,1	3,0	2,0	2,1	3,2	2,4	3,2
Énergie	0,0	0,0	0,0	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0
Matières premières et demi-produits	0,6	1,1	0,5	0,7	0,8	0,5	0,7	1,1	0,9	0,4
Produits des industries mécaniques et électriques	4,2	7,7	9,7	11,5	9,1	6,5	8,9	9,9	16,5	8,6
Produits textiles	0,1	0,2	0,6	0,6	0,4	0,7	0,4	0,7	0,6	1,2
Produits industriels divers	2,5	1,9	2,0	1,8	1,8	2,9	2,8	2,9	3,2	3,0

Source : ISPF - Comptes économiques 1987 à 1996 de la Polynésie française ; série harmonisée

exportations de perles qui représentent en 1996, 78% des exportations totales, en valeur, réalisées par la Polynésie française.

Si l'on fait exception des produits végétaux et animaux dont le taux de couverture est passé de 108% à 810%, les autres produits présentent des taux vraiment très faibles; ils n'ont connu aucune amélioration notable entre 1987 et 1996.

◆ Les importations

Les importations jouent un rôle primordial et constituent un bon indicateur de la santé économique et de la confiance des agents.

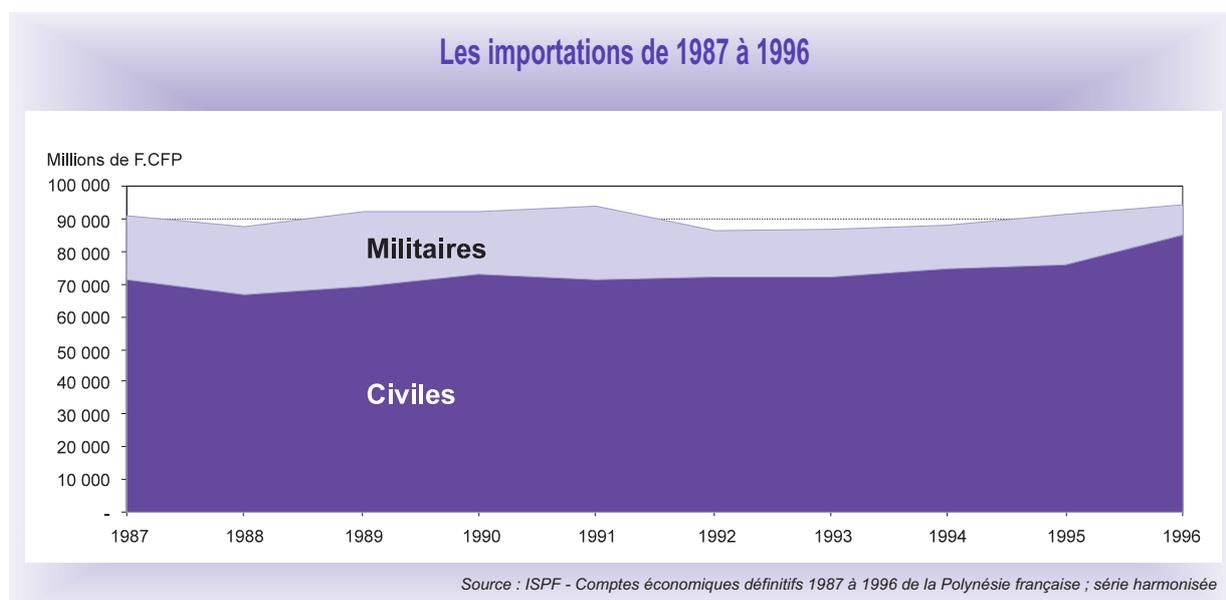
Le montant total des importations a relativement peu évolué tout au long de la série ; entre les importations effectuées en 1987 et celles réalisées en 1996, la différence n'est que de 4 milliards en valeur, soit une baisse de 10,5% en volume.

En revanche, la répartition entre les importations civiles et les importations militaires a considérablement évolué au cours de la période.

La part des importations militaires dans le total, de 20% en 1987, s'est réduite à 10% en 1996.

Trois périodes se distinguent :

- **1987-1991** : les importations militaires représentent plus de 20% du total, le Centre d'Expérimentation Atomique (CEA) est en pleine activité, les militaires importent entre 18 et 21 milliards de biens ; plus de 66% des importations sont des produits des industries mécaniques et électriques ;



1987 - 1996

- **1992-1995** : l'annonce de la suspension de l'activité du CEA se traduit par une baisse de 37% du niveau des importations qui ne représentent plus que 15% du total. La reprise des essais en 1995 provoque une petite hausse temporaire ;
- **1996** : c'est la fin des expériences nucléaires françaises ; la part des importations militaires chute de 35% en valeur pour atteindre 10% du total.

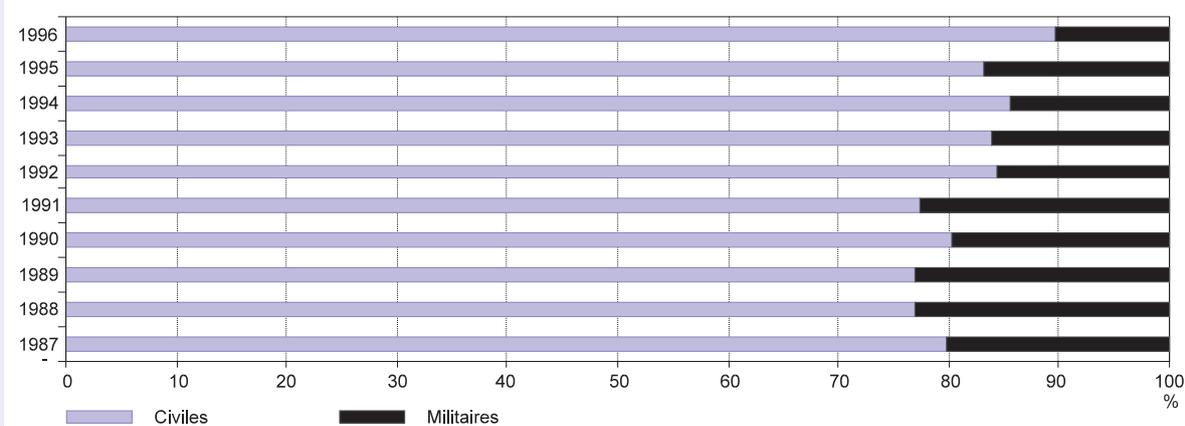
Parallèlement, les importations d'origine civile ont, porté leur contribution aux exportations de 80% à 90%, en augmentant de 12 milliards entre 1987 et 1996 (soit + 17% en valeur et +2% en volume), alors que dans le même temps les importations totales baissaient de 10% en volume.

Entre 1987 et 1996, la structure des importations civiles par groupe de produits a peu évolué : les produits des industries mécaniques et électriques représentent la plus grande part des importations (entre 34% et 40% sur la période). Les produits alimentaires et les produits divers de l'industrie, se partagent la seconde place. Ces trois groupes de produits pèsent pour plus de 80% dans les importations civiles.

Les importations en produits mécaniques et électriques ont, au cours de la décennie conservé la même structure. Elles sont composées pour 25% de machines et appareils divers, 25% d'automobiles et cycles et 25% de matériels aériens et navals ; le dernier quart est composé de matériels divers. Seule la hausse des importations en matériels aériens et navals (+66%) de 1992 a conduit à une progression notable de ce groupe de produits cette année-là.

Concernant les biens des industries diverses, la hausse des importations est surtout imputable aux produits pharmaceutiques, alors que les importations des autres produits qui constituent ce groupe (papiers, livres, articles en caoutchouc et plastiques...) ont progressé à un rythme plus faible.

Répartition des importations de 1987 à 1996



Source : ISPF - Comptes économiques définitifs 1987 à 1996 de la Polynésie française ; série harmonisée

Part des groupes de produits dans les importations civiles de 1987 à 1996

	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
	<i>Unité : %</i>									
Produits végétaux et animaux	3,0	3,1	2,8	2,3	2,7	2,5	2,4	2,4	2,4	2,2
Produits alimentaires	17,1	19,0	20,3	18,6	20,0	19,4	20,8	20,7	21,4	20,1
Énergie	5,7	6,0	6,3	6,3	7,5	6,2	6,4	6,2	5,9	5,7
Matières premières et demi-produits	8,0	8,9	10,2	8,2	9,1	8,5	8,1	7,9	8,6	8,1
Produits des industries mécaniques et électriques	40,1	38,7	34,5	40,5	34,3	38,0	35,7	37,1	35,5	39,0
Produits textiles	6,2	5,3	5,4	5,0	5,4	4,6	4,8	4,5	4,9	4,4
Produits industriels divers	19,9	19,1	20,5	19,1	21,1	20,9	21,8	21,2	21,3	20,5

Source : ISPF - Comptes économiques définitifs 1987 à 1996 de la Polynésie française ; série harmonisée

Les importations en produits alimentaires (viandes, poissons, charcuteries, conserves, produits laitiers) occupent la troisième place pour le montant des importations ; elles ont enregistré une hausse de 38% sur dix ans, qui s'explique par une augmentation des importations en viandes de 25% (premier poste d'importation en valeur) et, dans une moindre proportion, par celles de tous les autres produits.

Les importations en valeur du groupe des produits végétaux et animaux ont régressé (-17% entre 1987 et 1996) : cette baisse touche essentiellement les fruits et légumes, résultat des efforts de développement du secteur primaire pour atteindre l'autosuffisance alimentaire, répondant de mieux en mieux à la demande locale.

Montant des importations civiles par groupe de produits de 1987 à 1996

	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
	<i>Unité : millions de F.CFP</i>									
TOTALE	72 308	67 231	70 402	73 771	72 601	72 674	72 874	75 195	76 065	84 710
Produits végétaux et animaux	2 191	2 079	1 960	1 707	1 948	1 793	1 769	1 775	1 845	1 823
Produits alimentaires	12 331	12 794	14 326	13 727	14 509	14 113	15 126	15 545	16 249	17 018
Énergie	4 090	4 049	4 424	4 632	5 426	4 476	4 682	4 685	4 523	4 804
Matières premières et demi-produits	5 802	5 959	7 157	6 069	6 612	6 163	5 895	5 974	6 564	6 855
Produits des industries mécaniques et électriques	29 024	26 004	24 275	29 851	24 901	27 589	25 992	27 896	26 981	33 060
Produits textiles	4 484	3 537	3 834	3 676	3 907	3 371	3 500	3 380	3 709	3 744
Produits industriels divers	14 387	12 809	14 425	14 108	15 298	15 169	15 910	15 939	16 194	17 406

Source : ISPF - Comptes économiques définitifs 1987 à 1996 de la Polynésie française ; série harmonisée

1987 - 1996

Les importations de matières premières (métaux, bois, matériaux de constructions...) et de produits énergétiques (produits pétroliers) constituent un bon indicateur de la santé économique des industries locales ; elles connaissent un recul après 1991, pour de nouveau augmenter à partir de 1995-1996, avec la reprise économique.

◆ Les exportations

Les exportations se sont fortement développées sur l'ensemble de la période, passant de 9 milliards en 1987 à 23 milliards en 1996, soit une progression de 158% en valeur.

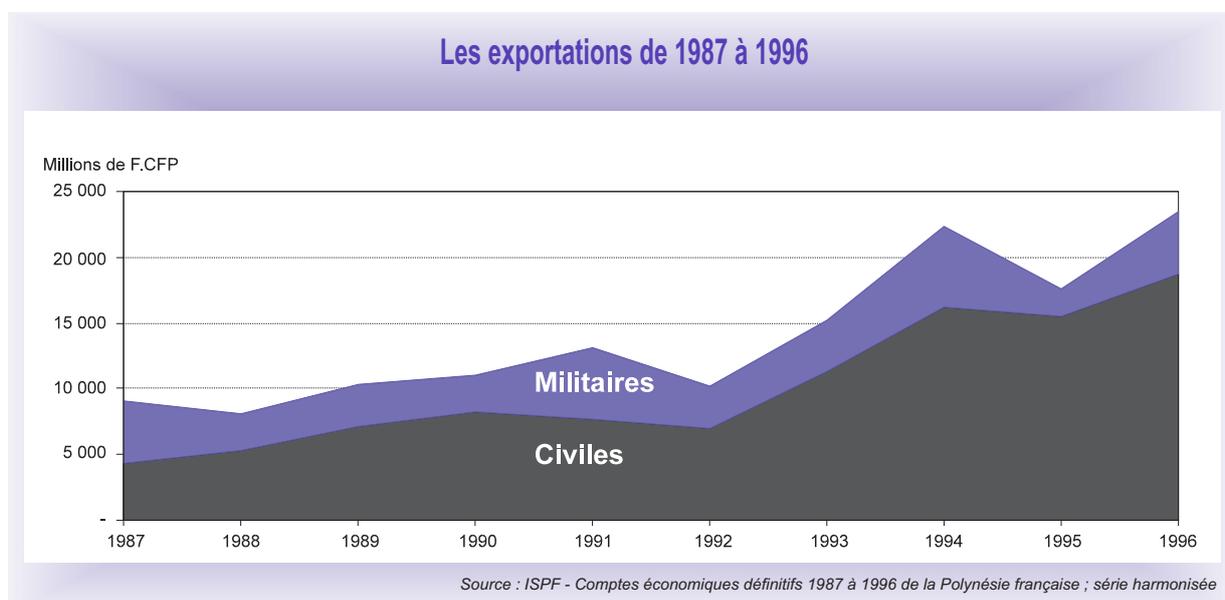
La part des exportations militaires dans le total s'est progressivement réduite pour passer de 50% en 1987 à 20% en 1996.

Ces exportations militaires, très sensibles aux activités du Centre d'Expérimentation du Pacifique (CEP), concernent essentiellement des réexportations de matériels militaires classés dans les produits des industries mécaniques ; ceux-ci représentent plus de 95% du total.

Les exportations civiles, ont, quant à elles, enregistré une progression spectaculaire : alors qu'elles ne représentaient que 4,3 milliards de F.CFP en 1987, elles atteignent plus de 18 milliards en 1996 (+330%), sous l'impulsion de la perle (+530%, plus de six fois le montant initial) et des produits des industries mécaniques et électriques.

Consécutivement, les autres produits exportés voient leur part baisser de 19% en 1987 à 6% du total civil en 1996.

La situation du commerce extérieur du territoire n'a cessé de

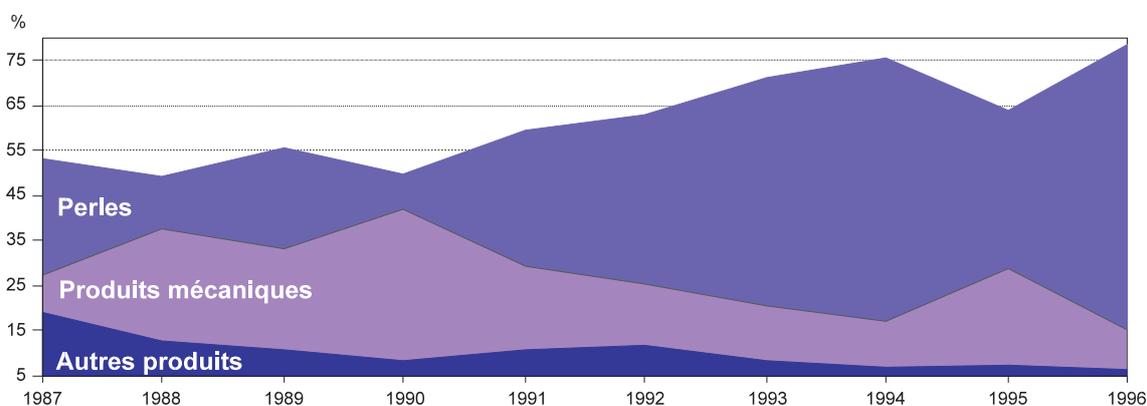


s'améliorer sur la période 1987-1996. Les importations, qui ont progressé grâce aux importations civiles, l'ont fait à un rythme moins soutenu que les exportations conduisant à une amélioration notable des résultats de la balance commerciale.

Le bon résultat des exportations " locales " (produits originaires du territoire) dopé par l'explosion des ventes de perles noires (principalement vers le Japon), ajouté à la maîtrise des importations (caractérisée par la hausse du taux de couverture), ouvre des perspectives d'avenir intéressante pour le territoire en matière de commerce extérieur.

Cependant, la dépendance de la Polynésie française vis-à-vis de l'extérieur reste toujours très forte. En outre, avec près de 80% du montant des exportations civiles réalisées par la vente d'un seul produit et pour un seul destinataire constitue une forte fragilité conduisant les opérateurs à porter leurs efforts vers plus de diversification.

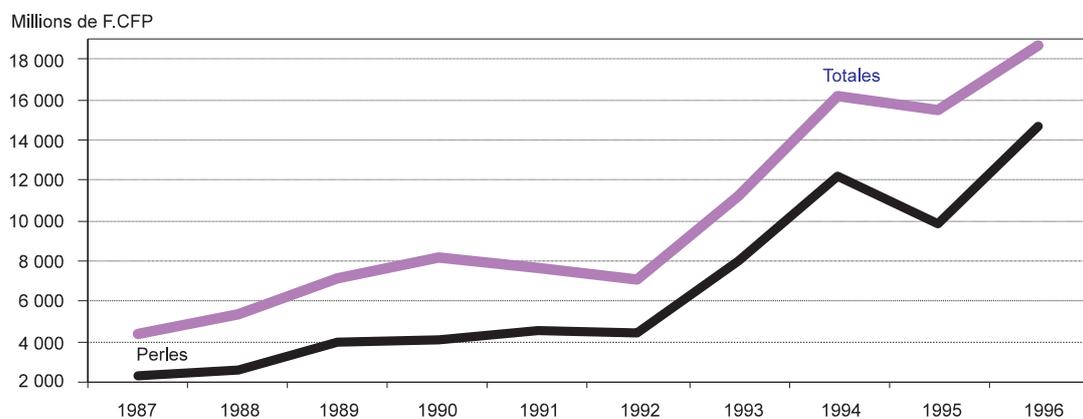
Contributions des produits dans les exportations civiles de 1987 à 1996



Source : ISPF- Comptes économiques définitifs 1987 à 1996 de la Polynésie française ; série harmonisée

1987 - 1996

Exportations de perles et exportations civiles totales de 1987 à 1996



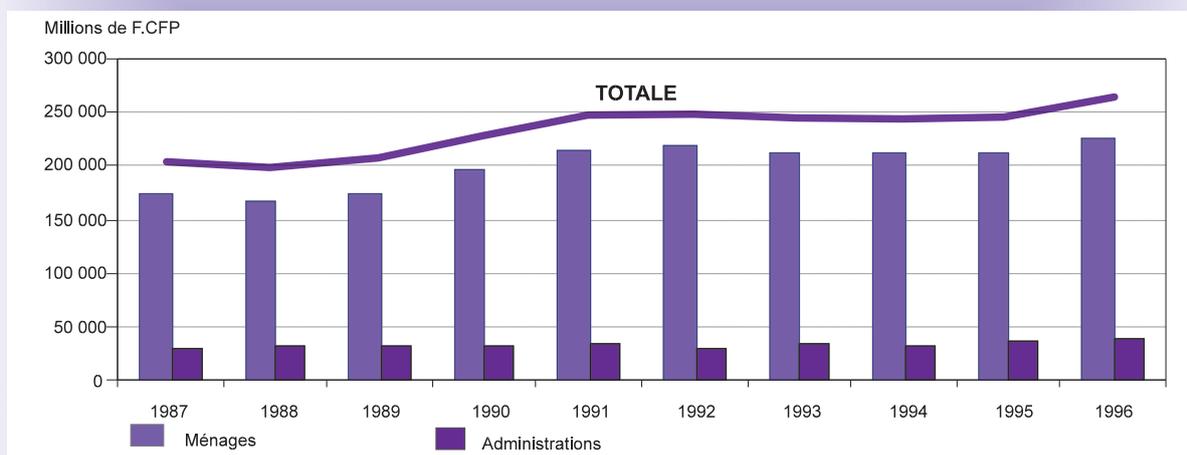
Source : ISPF - Comptes économiques définitifs 1987 à 1996 de la Polynésie française ; série harmonisée

LA DEMANDE

Alors que la production et les importations forment l'OFFRE en produits et services disponibles, la consommation, les investissements et les exportations des différents agents du territoire en constituent la DEMANDE.

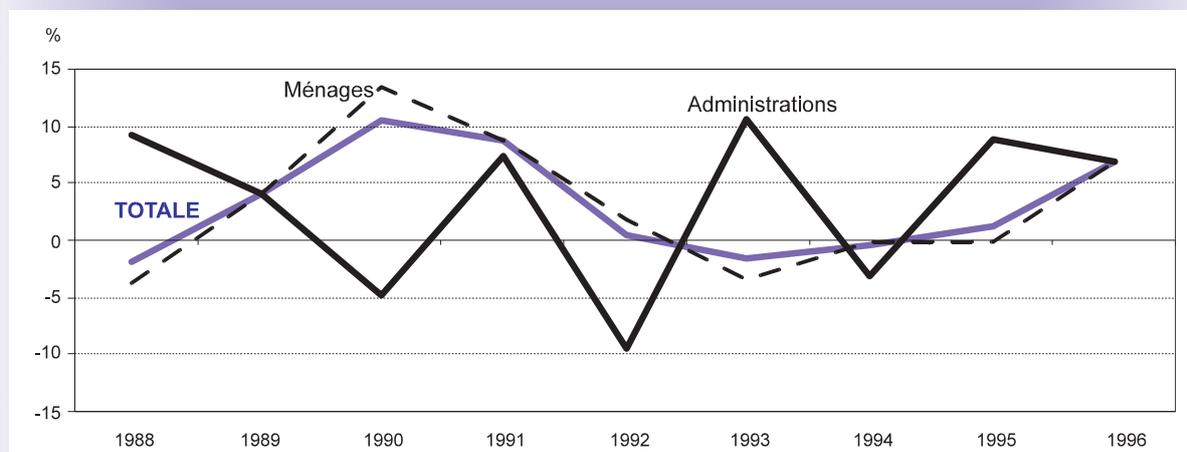
LA CONSOMMATION

Consommation des administrations et des ménages de 1987 à 1996



Source : ISPF - Comptes économiques définitifs 1987 à 1996 de la Polynésie française ; série harmonisée

Variations de la consommation des ménages et des administrations de 1987 à 1996



Source : ISPF - Comptes économiques définitifs 1987 à 1996 de la Polynésie française ; série harmonisée

1987 - 1996

La consommation finale représente la plus grande partie de la demande (entre 45 et 50%) ; elle est constituée pour plus de 85% de la consommation des ménages.

La consommation des administrations a évolué au même rythme que celle des ménages (+30,2%) entre 1987 et 1996, mais pas avec la même saisonnalité.

La consommation totale est très fortement corrélée à celle des ménages, tandis que la consommation des administrations n'y joue qu'un rôle mineur.

La consommation totale, tirée par celle des ménages, connaît trois périodes distinctes :

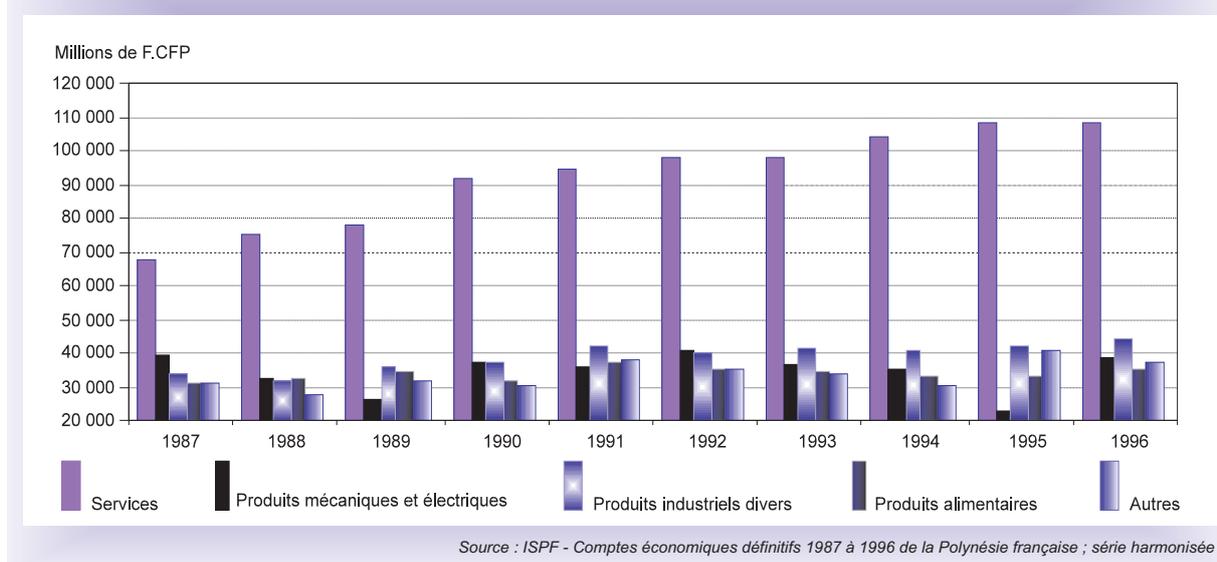
- Une période de croissance continue entre 1988 et 1992 (avec un pic à +10,4% en 1990), caractérisée par une hausse de la consommation en produits énergétiques (+51%) et en produits issus des services marchands (+44%) ;
- À cette phase de croissance succède une période " noire ", avec même un léger recul entre 1993 et 1995 : cette régression est marquée par la forte baisse de la consommation en produits des industries mécaniques et électriques des ménages (-93%) ;
- La croissance de la consommation connaît un nouvel essor en 1996 (+7%), provoquée par un retour à la confiance, notamment des ménages dont les activités progressent, enregistrant leur meilleur taux de croissance depuis 1990 (+8,8%).

Sur la période, la consommation en services enregistre la plus forte progression (+60% entre 1987 et 1996) devançant les produits industriels (+31%). Seuls, les produits mécaniques, dont la

La consommation finale représente la valeur des biens et des services utilisés pour la satisfaction directe des besoins humains, individuels ou collectifs. Elle est réalisée par les ménages et les administrations.

La consommation finale des ménages : par convention, les ménages sont supposés consommer immédiatement les biens qu'ils achètent ou qui leur sont fournis gratuitement, y compris les biens durables.

Consommation par groupe de produits de 1987 à 1996



consommation s'est réduite de 1,9% en valeur entre 1987 et 1996, ne profitent pas du mouvement général.

LES INVESTISSEMENTS

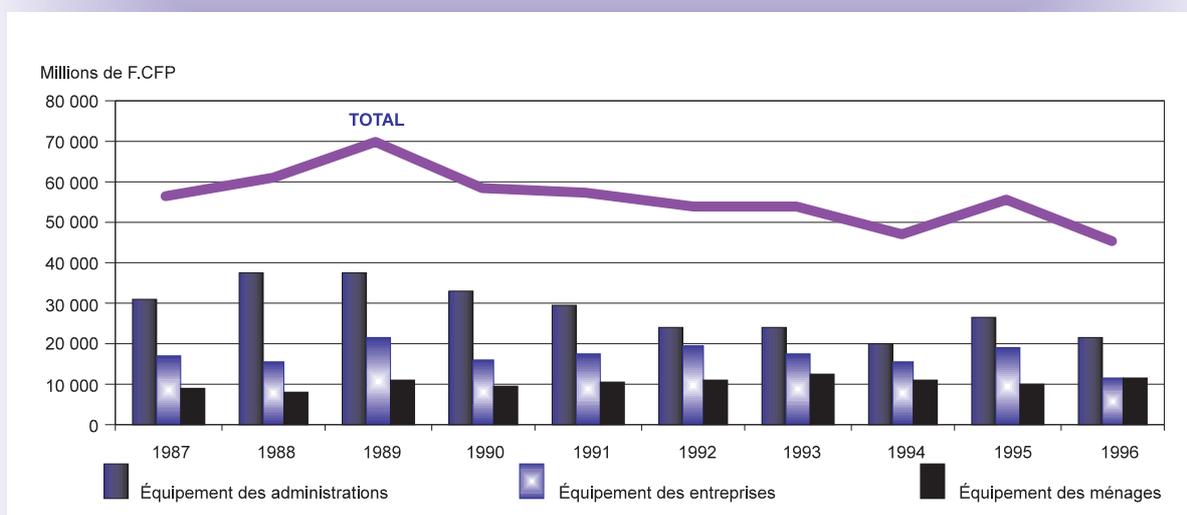
Les investissements sont réalisés par les trois agents de l'économie. Pour les ménages, ce sont des investissements en BTP, tandis que pour les administrations et les entreprises, la Formation Brute de Capital Fixe (FBCF) est constituée soit de matériels, soit de BTP.

Au regard de l'évolution des investissements effectués en Polynésie, quatre périodes se distinguent.

- **1987-1989** : forte croissance de la FBCF, qui augmente de 14 milliards (+24%). Cette hausse provient surtout des investissements effectués par les administrations (+6,7 milliards) et les entreprises (+4,8 milliards). Le montant total des investissements réalisés en 1989 est le plus important de la décennie ;
- **1989-1994** : cette période connaît un net recul des investissements (-23 milliards). Cette baisse affecte essentiellement les investissements effectués par les administrations (-17 milliards, soit -46%) qui atteignent leur niveau le plus bas de toute la série. Les entreprises, avec une FBCF en recul de 6 milliards par rapport à 1989, contribuent aussi à ce mauvais résultat d'ensemble.
- **1995** : il s'agit d'une année de relance des investissements en matériels, aussi bien pour les administrations (+30%) que pour les entreprises (+24%) ; cette bonne progression ne connaît pas de suite : en 1996, le montant total des investissements est le plus faible de la série. Cette année là, la baisse de 10,5 milliards imputable au recul des investissements privés (-7,5 milliards) et publics (-4,8 milliards) n'est pas

Les investissements, comptablement appelés Formation Brute de Capital Fixe (FBCF), représentent la valeur des biens acquis par les unités de production pour être utilisés pendant au moins un an dans leur processus de production. La FBCF des ménages dans le cadre de leur activité domestique ne concerne que l'acquisition de logements. Tous les autres achats de biens durables par les ménages sont traités en consommation finale.

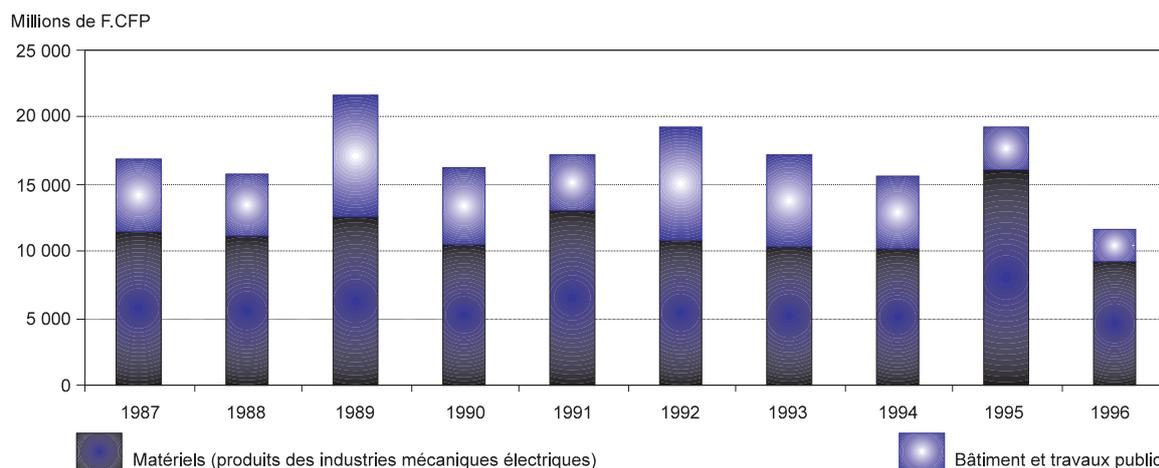
Investissements par agent économiques de 1987 à 1996



Source : ISPF - Comptes économiques définitifs 1987 à 1996 de la Polynésie française ; série harmonisée

1987 - 1996

FBCF des entreprises par type de produit de 1987 à 1996

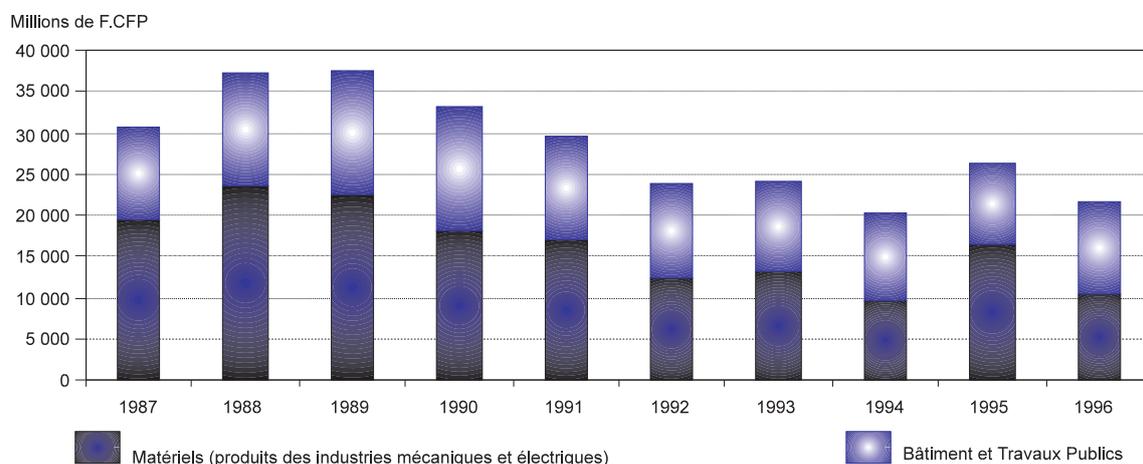


Source : ISPF - Comptes économiques définitifs 1987 à 1996 de la Polynésie française ; série harmonisée

compensée par l'augmentation des dépenses des ménages en logements (+1,8 milliards).

Les fluctuations de la FBCF au cours de cette décennie résultent principalement des évolutions des investissements en matériels, tant publics que privés. En effet, si les dépenses en BTP enregistrent quelques variations, ces dernières restent contenues (entre 11 et 15 milliards pour les administrations, et entre 3 et 9 milliards pour les entreprises). En revanche les investissements en matériels varient dans une fourchette beaucoup plus grande (entre 9 et 16 milliards pour les entreprises, et entre 10 et 23 milliards pour les administrations).

Investissements publics par type de produit de 1987 à 1996



Source : ISPF - Comptes économiques définitifs 1987 à 1996 de la Polynésie française ; série harmonisée

LA SYNTHÈSE

Du côté de l'offre :

- l'offre de biens et services s'est accrue de manière continue entre 1987 et 1996 (3% d'augmentation annuelle moyenne) ;
- l'économie du territoire a réduit sa dépendance vis-à-vis de l'extérieur, en augmentant la part des richesses créées localement (PIBe) au détriment des importations qui prennent une place de moins en moins importante (de 30% en 1987 à 25% en 1996) dans l'offre totale de biens et services.

Du côté de la demande :

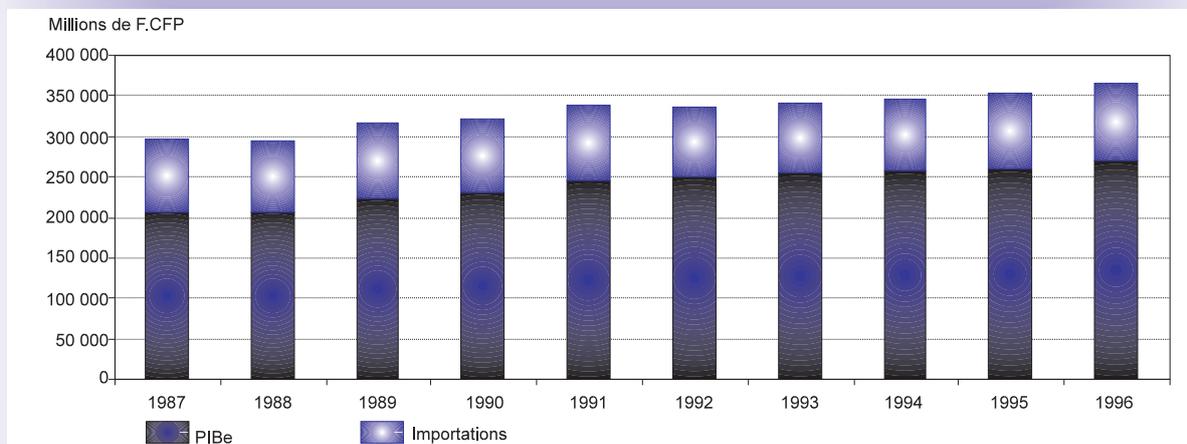
- le rôle joué par la consommation des ménages a augmenté : de 59% en 1987 elle représente 61,5% du PIB en 1996 ;
- le poids des exportations dans la demande totale est passé de 12% en 1987 à 15% en 1996 ;
- les autres composantes de la demande n'ont pas connu de changement significatif en terme de contribution sur l'ensemble de la série.

L'OFFRE ET LA DEMANDE

L'agrégation des facteurs de la demande par agent économique ou secteur institutionnel, fait apparaître que :

- La demande domestique joue le rôle le plus important ; sa contribution atteint son niveau le plus élevé en 1992 (68% de la demande), avant d'amorcer un léger recul, pendant la crise économique qui touche le territoire entre 1992 et 1995, puis une relance en 1996 ;
- La demande publique a, quant à elle, réduit son rôle dans la demande totale ; alors qu'elle dépassait les 20% entre 1987 et 1990, sa part est descendue sous la barre des 17% dès 1992, notamment en raison de la réduction des dépenses en équipements publics.

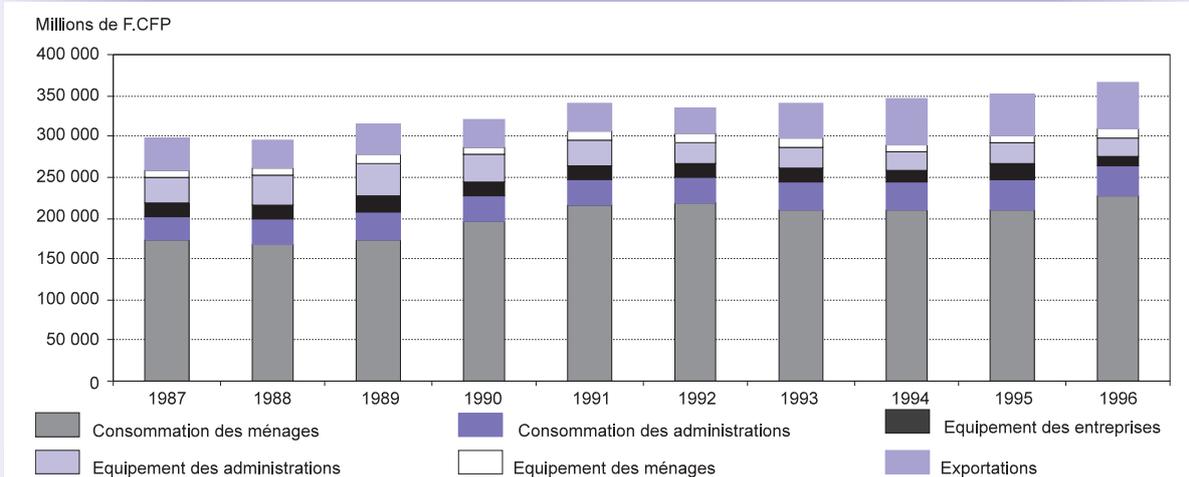
De quoi a disposé la Polynésie entre 1987 et 1996 ?



Source : ISPF - Comptes économiques définitifs 1987 à 1996 de la Polynésie française ; série harmonisée

1987 - 1996

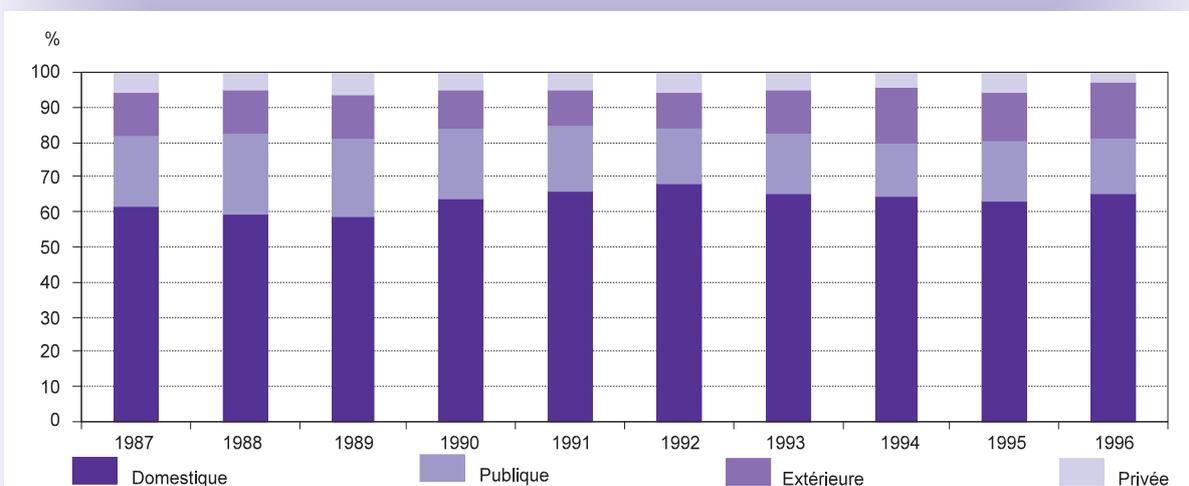
Qu'en a-t-elle fait entre 1987 et 1996 ?



Source : ISPF - Comptes économiques définitifs 1987 à 1996 de la Polynésie française ; série harmonisée

- La demande extérieure, sous l'impulsion de la forte augmentation des exportations de perles, a porté sa part dans la demande totale de 13 à 15% sur la période ;
- La demande privée, caractérisée par ses investissements, ne représente qu'entre 3 et 5% de la demande totale ; son rôle dans la demande demeure marginal, elle n'influence quasiment pas les résultats économiques de la Polynésie française.

Contributions de la demande par agent économique de 1987 à 1996



Source : ISPF - Comptes économiques définitifs 1987 à 1996 de la Polynésie française ; série harmonisée



Annexe I

COMPTE DES ADMINISTRATIONS

COMPTE DES ENTREPRISES

COMPTE DES MENAGES

COMPTE DE L'EXTERIEUR

CAPACITE ET BESOIN DE FINANCEMENT

EMPLOIS

Affectation										
Emplois	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
	<i>Unité : millions de F.CFP</i>									
Achats de biens et services*	30 028	33 397	35 423	34 601	38 462	34 884	38 247	37 197	38 705	41 462
Salaires	69 694	69 707	73 436	77 404	80 387	83 017	85 997	87 998	90 044	86 816
Charges sociales	4 069	5 243	5 838	6 947	8 120	8 738	8 592	8 965	9 522	10 096
Transferts aux ménages	24 753	29 564	32 096	34 776	41 847	45 282	47 141	51 005	58 812	65 169
Subventions aux entreprises	2 766	3 088	3 118	2 810	2 193	1 626	2 698	2 165	1 888	1 558
Epargne brute	34 688	33 668	29 906	32 014	29 413	27 269	33 775	22 973	35 035	29 604
Total	165 999	174 667	179 816	188 553	200 422	200 816	216 449	210 304	234 006	234 705
*Les achats de biens et services sont obtenus de la manière suivante : achats bruts + intérêts versés - intérêts reçus.										
Capital										
Emplois	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
	<i>Unité : millions de F.CFP</i>									
Equipements et stocks	30 813	37 352	37 513	33 211	29 644	23 926	24 171	20 246	26 374	21 587
Capacité de financement	3 875	-	-	-	-	3 343	9 604	2 727	8 661	8 018
Total	34 688	37 352	37 513	33 211	29 644	27 269	33 775	22 973	35 035	29 604
<i>Source : ISPF - Comptes économiques définitifs 1987 à 1996 de la Polynésie française ; série harmonisée</i>										

Compte des administrations

RESSOURCES

Affectation										
Ressources	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
	<i>Unité : millions de F.CFP</i>									
Impôts des entreprises	42 271	39 837	40 503	42 631	44 661	44 301	47 839	47 749	51 128	56 424
Impôts des ménages	2 401	2 170	1 999	2 307	2 489	2 938	3 742	5 436	3 815	4 269
Cotisations sociales	15 100	14 478	18 047	19 441	21 934	24 163	24 420	25 073	37 959	42 496
Transferts des entreprises	4 585	4 352	4 066	4 660	5 441	5 294	5 781	6 030	2 796	2 906
Transferts des ménages	8 853	9 012	9 777	12 080	13 012	14 044	15 609	16 419	14 537	14 897
Transferts métropolitains	92 790	104 818	105 424	107 435	112 885	110 075	119 058	109 596	123 770	113 714
Total	165 999	174 667	179 816	188 553	200 422	200 816	216 449	210 304	234 006	234 705

Capital										
Ressources	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
	<i>Unité : millions de F.CFP</i>									
Epargne brute	34 688	33 668	29 906	32 014	29 413	27 269	33 775	22 973	35 035	29 604
Besoin de financement	-	3 684	7 606	1 197	231	-	-	-	-	-
Total	34 688	37 352	37 513	33 211	29 644	27 269	33 775	22 973	35 035	29 604

Source : ISPF - Comptes économiques définitifs 1987 à 1996 de la Polynésie française ; série harmonisée

EMPLOIS

Exploitation										
Emplois	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
	<i>Unité : millions de F.CFP</i>									
Salaires	39 562	41 051	42 646	45 862	49 668	51 761	54 149	56 959	57 996	60 990
Charges sociales	10 890	9 100	12 078	12 354	13 865	15 286	15 680	15 952	28 287	32 248
Impôts indirects	33 104	31 772	32 936	33 178	35 323	34 453	35 185	34 126	38 130	42 667
Résultat brut d'exploitation	125 169	128 182	139 161	141 331	149 306	150 181	152 071	152 957	138 586	135 818
T o t a l	208 725	210 105	226 821	232 725	248 162	251 680	257 085	259 994	262 999	271 723
Affectation										
Emplois	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
	<i>Unité : millions de F.CFP</i>									
Impôts directs	9 166	8 064	7 567	9 453	9 339	9 849	12 654	13 623	12 998	13 757
Revenu des entreprises individuelles	34 907	39 484	45 092	47 417	51 485	51 111	48 570	47 825	46 547	49 253
Transferts aux administrations	4 585	4 352	4 066	4 660	5 441	5 294	5 781	6 030	2 796	2 906
Intérêts versés aux administrations	1 482	1 429	1 454	1 598	1 946	2 149	2 228	1 722	2 144	2 611
Bénéfices distribués	3 624	3 812	3 772	3 906	3 508	5 376	7 889	19 675	5 759	7 475
Epargne brute	74 159	74 472	81 283	79 362	84 743	83 190	81 964	70 549	73 913	66 149
T o t a l	127 923	131 613	143 234	146 397	156 460	156 968	159 085	159 424	144 156	142 151
Capital										
Emplois	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
	<i>Unité : millions de F.CFP</i>									
Equipement	16 818	15 747	21 660	16 181	17 275	19 296	17 275	15 575	19 217	11 622
Variations de stocks	-58	-497	585	117	-629	-54	-542	-152	291	-65
Capacité de financement	61 588	63 960	64 450	68 754	74 274	70 081	71 058	60 864	59 991	60 503
T o t a l	78 348	79 210	86 694	85 052	90 921	89 323	87 792	76 288	79 499	72 060

Source : ISPF - Comptes économiques définitifs 1987 à 1996 de la Polynésie française ; série harmonisée

Compte des entreprises

RESSOURCES

Exploitation										
Ressources	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
<i>Unité : millions de F.CFP</i>										
Production intérieure brute	205 959	207 017	223 703	229 914	245 969	250 054	254 387	257 829	261 111	270 165
Subventions	2 766	3 088	3 118	2 810	2 193	1 626	2 698	2 165	1 888	1 558
Total	208 725	210 105	226 821	232 725	248 162	251 680	257 085	259 994	262 999	271 723

Affectation										
Ressources	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
<i>Unité : millions de F.CFP</i>										
Résultat brut d'exploitation	125 169	128 182	139 161	141 331	149 306	150 181	152 071	152 957	138 586	135 818
Intérêts reçus des administrations	2 755	3 431	4 073	5 066	7 154	6 787	7 014	6 467	5 571	6 333
Total	127 923	131 613	143 234	146 397	156 460	156 968	159 085	159 424	144 156	142 151

Capital										
Ressources	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
<i>Unité : millions de F.CFP</i>										
Epargne brute	74 159	74 472	81 283	79 362	84 743	83 190	81 964	70 549	73 913	66 149
Financement des entreprises individuelles	4 189	4 738	5 411	5 690	6 178	6 133	5 828	5 739	5 586	5 910
Besoin de financement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total	78 348	79 210	86 694	85 052	90 921	89 323	87 792	76 288	79 499	72 060

Source : ISPF - Comptes économiques définitifs 1987 à 1996 de la Polynésie française ; série harmonisée

EMPLOIS

Affectation										
Emplois	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
<i>Unité : millions de F.CFP</i>										
Consommation	173 758	167 546	173 804	196 938	214 326	218 382	211 279	211 197	211 284	226 178
Salaires domestiques	553	529	513	549	559	547	581	612	590	595
Charges sociales	141	135	131	140	143	140	148	156	151	152
Transferts aux administrations	8 853	9 012	9 777	12 080	13 012	14 044	15 609	16 419	14 537	14 897
Impôts	2 401	2 170	1 999	2 307	2 489	2 938	3 742	5 436	3 815	4 269
Épargne brute	-12 612	4 755	11 330	-2 099	-3 075	1 043	12 968	30 254	29 371	24 207
Total	173 093	184 147	197 554	209 914	227 454	237 094	244 327	264 074	259 747	270 298

Capital										
Emplois	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
<i>Unité : millions de F.CFP</i>										
Investissements des entreprises individuelles	4 189	4 738	5 411	5 690	6 178	6 133	5 828	5 739	5 586	5 910
Équipements en logements	8 888	7 849	10 959	9 283	10 561	10 901	12 324	11 171	9 888	11 716
Capacité de financement	-	-	-	-	-	-	-	13 344	13 898	6 581
Total	13 077	12 587	16 370	14 973	16 739	17 034	18 152	30 254	29 371	24 207

Source : ISPF - Comptes économiques définitifs 1987 à 1996 de la Polynésie française ; série harmonisée

Compte des ménages

RESSOURCES

Affectation										
Ressources	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
	<i>Unité : millions de F.CFP</i>									
Salaires des entreprises	39 562	41 051	42 646	45 862	49 668	51 761	54 149	56 959	57 996	60 990
Salaires des administrations	69 694	69 707	73 436	77 404	80 387	83 017	85 997	87 998	90 044	86 816
Salaires domestiques	553	529	513	549	559	547	581	612	590	595
Transferts des administrations	24 753	29 564	32 096	34 776	41 847	45 282	47 141	51 005	58 812	65 169
Revenu des entreprises individuelles	34 907	39 484	45 092	47 417	51 485	51 111	48 570	47 825	46 547	49 253
Bénéfices distribués	3 624	3 812	3 772	3 906	3 508	5 376	7 889	19 675	5 759	7 475
T o t a l	173 093	184 147	197 554	209 914	227 454	237 094	244 327	264 074	259 747	270 298
Capital										
Ressources	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
	<i>Unité : millions de F.CFP</i>									
Epargne brute	-12 612	4 755	11 330	-2 099	-3 075	1 043	12 968	30 254	29 371	24 207
Besoin de financement	25 689	7 832	5 040	17 072	19 814	15 991	5 184	-	-	-
T o t a l	13 077	12 587	16 370	14 973	16 739	17 034	18 152	30 254	29 371	24 207

Source : ISPF - Comptes économiques définitifs 1987 à 1996 de la Polynésie française ; série harmonisée

EMPLOIS

Emplois	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
	<i>Unité : millions de F.CFP</i>									
Exportations de biens	9 094	8 111	10 309	11 011	13 131	10 178	15 183	22 288	17 549	23 433
Consommation des non-résidents	28 445	27 001	27 838	23 950	22 043	23 199	28 142	32 878	32 615	32 505
Transferts nets aux administrations	92 790	104 818	105 320	107 435	112 885	110 075	119 058	109 596	123 770	113 714
Capacité de financement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
T o t a l	130 329	139 931	143 467	142 396	148 060	143 453	162 383	164 762	173 934	169 652

Source : ISPF - Comptes économiques définitifs 1987 à 1996 de la Polynésie française ; série harmonisée

LES COMPTES ÉCONOMIQUES EN POLYNÉSIE FRANÇAISE

EMPLOIS

Emplois	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
	<i>Unité : millions de F.CFP</i>									
CdF* Entreprise	61 588	63 960	64 450	68 754	74 274	70 081	71 058	60 864	59 991	60 503
CdF Ménage	-	-	-	-	-	-	-	13 344	13 898	6 581
CdF Administration	3 875	-	-	-	-	3 343	9 604	2 727	8 661	8 018
CdF Extérieur	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total	65 463	63 960	64 450	68 754	74 274	73 425	80 662	76 935	82 550	75 101

*CdF : Capacité de Financement

Source : ISPF - Comptes économiques définitifs 1987 à 1996 de la Polynésie française ; série harmonisée

Capacité et besoin de financement

RESSOURCES

Emplois	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
	<i>Unité : millions de F.CFP</i>									
BdF* Entreprise	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
BdF Ménage	25 689	7 832	5 040	17 072	19 814	15 991	5 184	-	-	-
BdF Administration	-	3 684	7 606	1 197	231	-	-	-	-	-
BdF Extérieur	39 774	52 444	51 803	50 484	54 229	57 434	75 478	76 935	82 550	75 101
T o t a l	65 463	63 960	64 450	68 754	74 274	73 425	80 662	76 935	82 550	75 101
Solde Bdf - Cdf	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

*BdF: Besoin de Financement

Source : ISPF - Comptes économiques définitifs 1987 à 1996 de la Polynésie française ; série harmonisée



Annexe 2

PIB_e ET PIB

CONSOMMATION

EPARGNE ET EQUIPEMENT

IMPÔTS ET COTISATIONS SOCIALES

LES RATIOS

REVENU DISPONIBLE BRUT

REVENUS DES MENAGES

L ES COMPTES ÉCONOMIQUES EN POLYNÉSIE FRANÇAISE

Branches	1987		1988		1989		1990		1991	
	Valeur	%								
Agriculture	10 930	3,9	11 415	4,0	12 094	4,0	12 146	3,9	12 120	3,6
Industries agroalimentaires	7 250	2,6	8 347	3,0	8 873	2,9	9 849	3,1	10 822	3,2
Energie	4 355	1,6	5 294	1,9	6 178	2,0	7 489	2,4	9 167	2,7
Industries mécaniques et électriques	8 969	3,2	9 645	3,4	9 849	3,2	10 308	3,3	11 549	3,4
Autres industries	5 550	2,0	6 445	2,3	6 915	2,3	8 023	2,5	8 444	2,5
Bâtiment, travaux publics	17 181	6,1	14 782	5,2	19 448	6,4	18 024	5,7	17 659	5,3
Transports, télécommunications	18 050	6,4	21 675	7,7	23 424	7,7	25 685	8,2	27 375	8,2
Commerce	62 337	22,2	58 475	20,7	64 210	21,1	63 393	20,1	71 031	21,2
Autres services	71 338	25,4	70 940	25,1	72 713	23,9	74 997	23,8	77 803	23,2
PIBe	205 959	73,4	207 017	73,2	223 703	73,7	229 914	73,0	245 969	73,4
Salaires des administrations	73 763	26,3	74 950	26,5	79 273	26,1	84 352	26,8	88 507	26,4
Salaires domestiques	694	0,2	664	0,2	644	0,2	689	0,2	702	0,2
PIB	280 416	100,0	282 631	100,0	303 620	100,0	314 955	100,0	335 179	100,0
Taux de croissance PIBe	-	-	-	0,5	-	8,1	-	2,8	-	7,0
Taux de croissance PIB	-	-	-	0,8	-	7,4	-	3,7	-	6,4
Population moyenne estimée (<i>habitants</i>)	183 535	-	187 990	-	192 402	-	196 725	-	198 922	-
PIB par tête	1,528	-	1,503	-	1,578	-	1,601	-	1,685	-
PIBe par tête	1,122	-	1,101	-	1,163	-	1,169	-	1,237	-
Taux de croissance prix moyen	-	-	-	2,0	-	3,0	-	1,4	-	0,6
PIB réel	280 416	-	277 003	-	289 018	-	295 636	-	312 684	-
PIBe réelle	205 959	-	202 895	-	212 945	-	215 811	-	229 462	-
Taux de croissance PIB en volume	-	-	-	-1,22	-	4,34	-	2,29	-	5,77
Taux de croissance PIBe en volume	-	-	-	-1,49	-	4,95	-	1,35	-	6,33

PIBe et PIB

1992		1993		1994		1995		1996		Branches
Valeur	%	Valeur	%	Valeur	%	Valeur	%	Valeur	%	
<i>Unité : millions de F.CFP</i>										
11 411	3,3	13 077	3,7	14 870	4,2	14 279	4,0	15 509	4,2	Agriculture
10 521	3,1	8 453	2,4	9 254	2,6	8 737	2,4	9 179	2,5	Industries agroalimentaires
11 741	3,4	10 685	3,1	10 554	3,0	11 505	3,2	12 305	3,3	Energie
12 526	3,7	10 293	2,9	9 850	2,8	7 524	2,1	7 452	2,0	Industries mécaniques et électriques
8 682	2,5	8 164	2,3	8 426	2,4	8 684	2,4	7 827	2,1	Autres industries
18 475	5,4	18 260	5,2	17 279	4,9	16 629	4,6	16 966	4,6	Bâtiment, travaux publics
27 751	8,1	25 676	7,3	25 959	7,3	27 389	7,6	28 389	7,7	Transports, télécommunications
68 297	19,9	71 806	20,5	70 733	19,9	73 308	20,3	76 283	20,7	Commerce
80 649	23,5	87 973	25,2	90 903	25,6	93 055	25,7	96 254	26,2	Autres services
250 054	73,0	254 387	72,7	257 829	72,5	261 111	72,2	270 165	73,5	PIBe
91 755	26,8	94 589	27,0	96 963	27,3	99 566	27,6	96 912	26,3	Salaires des administrations
687	0,2	729	0,2	768	0,2	740	0,2	747	0,2	Salaires domestiques
342 496	100,0	349 705	100,0	355 560	100,0	361 417	100,0	367 824	100,0	PIB
-	1,7	-	1,7	-	1,4	-	1,3	-	3,5	Taux de croissance PIBe
-	2,2	-	2,1	-	1,7	-	1,7	-	1,8	Taux de croissance PIB
202 975	-	208 968	-	212 685	-	216 029	-	219 157	-	Population moyenne estimée (<i>habitants</i>)
1,687	-	1,673	-	1,672	-	1,673	-	1,678	-	PIB par tête
1,232	-	1,217	-	1,212	-	1,209	-	1,232	-	PIBe par tête
	1,7		1,5		1,6		1,2		1,1	Taux de croissance prix moyen
314 041	-	315 880	-	316 125	-	317 729	-	319 875	-	PIB réel
229 279	-	229 781	-	229 251	-	229 548	-	234 947	-	PIBe réelle
-	0,43	-	0,59	-	0,08	-	0,51	-	0,68	Taux de croissance PIB en volume
-	-0,08	-	0,22	-	-0,23	-	0,13	-	2,35	Taux de croissance PIBe en volume

Source : ISPF - Comptes économiques définitifs 1987 à 1996 de la Polynésie française ; série harmonisée

L ES COMPTES ÉCONOMIQUES EN POLYNÉSIE FRANÇAISE

(non compris les consommations des entreprises qui ont des consommations intermédiaires)

	1987	1988	1989	1990	1991
CONSOMMATION TOTALE	202 514	198 941	206 505	228 072	247 775
Consommation des ménages	173 758	167 546	173 804	196 938	214 326
Produits agricoles	4 708	4 626	3 751	3 535	4 229
Produits alimentaires	27 830	28 982	30 947	28 200	33 316
Energie	4 922	5 035	4 305	5 815	9 248
Matières premières produits	925	-544	2 362	1 351	3 796
Produits mécaniques et électriques	36 734	29 440	23 092	34 354	32 949
Produits textiles	8 607	6 955	9 105	8 874	8 611
Produits industriels divers	28 865	25 831	29 924	31 108	35 372
Bâtiment et travaux publics	800	706	986	835	950
Services	60 367	66 513	69 332	82 865	85 856
Consommation des administrations	28 756	31 395	32 700	31 134	33 448
Produits agricoles	717	666	764	744	1 027
Produits alimentaires	2 922	3 135	3 661	3 507	4 155
Energie	3 947	3 311	3 527	3 331	3 701
Matières premières produits	3 217	3 849	3 627	2 957	3 283
Produits mécaniques et électriques	2 716	2 962	3 164	3 183	3 103
Produits textiles	646	548	600	482	575
Produits industriels divers	5 043	5 872	5 989	5 903	6 413
Bâtiment et travaux publics	2 313	2 352	2 521	2 406	2 461
Services	7 236	8 699	8 848	8 621	8 730

Consommation

1992	1993	1994	1995	1996	
<i>Unité : millions de F.CFP</i>					
248 627	244 739	243 649	246 562	263 918	CONSOMMATION TOTALE
218 382	211 279	211 197	211 284	226 178	Consommation des ménages
5 298	3 518	3 336	6 744	3 952	Produits agricoles
31 763	31 055	29 603	28 822	31 220	Produits alimentaires
10 359	9 644	7 459	10 746	10 688	Energie
954	1 379	1 761	4 362	3 447	Matières premières produits
37 044	33 103	32 059	20 058	34 620	Produits mécaniques et électriques
7 837	7 678	7 091	7 793	8 053	Produits textiles
34 966	35 568	35 051	35 168	38 295	Produits industriels divers
981	1 109	1 005	890	1 054	Bâtiment et travaux publics
89 180	88 224	93 832	96 701	94 846	Services
30 245	33 460	32 452	35 278	37 741	Consommation des administrations
754	732	485	258	253	Produits agricoles
3 261	3 644	3 684	3 981	3 939	Produits alimentaires
3 048	3 679	3 441	3 535	4 031	Energie
2 687	2 838	2 418	3 592	3 029	Matières premières produits
3 545	3 695	3 396	3 011	4 086	Produits mécaniques et électriques
582	865	551	489	495	Produits textiles
5 205	5 773	5 581	6 575	6 141	Produits industriels divers
2 425	2 516	2 467	2 344	2 454	Bâtiment et travaux publics
8 739	9 719	10 431	11 493	13 312	Services

Source : ISPF - Comptes économiques définitifs 1987 à 1996 de la Polynésie française ; série harmonisée

Épargne	1987	1988	1989	1990	1991
Épargne brute des entreprises	74 159	74 472	81 283	79 362	84 743
Épargne brute des administrations	34 688	33 668	29 906	32 014	29 413
Épargne brute des ménages	-12 612	4 755	11 330	-2 099	-3 075
Totale de l'épargne brute	96 234	112 895	122 519	109 277	111 080

Équipement	1987	1988	1989	1990	1991
Équipement total	56 518	60 948	70 131	58 675	57 480
Équipement des entreprises	16 818	15 747	21 660	16 181	17 275
dont : matériel <i>(produits des industries mécaniques et électriques mécaniques et électriques)</i>	11 461	11 084	12 551	10 564	12 986
dont : bâtiment et travaux publics	5 357	4 663	9 109	5 617	4 289
Équipement des administrations	30 813	37 352	37 513	33 211	29 644
dont : matériel <i>(produits des industries mécaniques et électriques mécaniques et électriques)</i>	19 381	23 456	22 491	18 149	17 035
dont : bâtiment et travaux publics	11 432	13 897	15 022	15 063	12 609
Équipement des ménages	8 888	7 849	10 959	9 283	10 561
Bâtiment	8 888	7 849	10 959	9 283	10 561

Épargne et équipement

1992	1993	1994	1995	1996	
<i>Unité : millions de F.CFP</i>					
83 190	81 964	70 549	73 913	66 149	Epargne brute des entreprises
27 269	33 775	22 973	35 035	29 604	Epargne brute des administrations
1 043	12 968	30 254	29 371	24 207	Epargne brute des ménages
111 503	128 707	123 776	138 320	119 961	Totale de l'épargne brute

Source : ISPF - Comptes économiques définitifs 1987 à 1996 de la Polynésie française ; série harmonisée

1992	1993	1994	1995	1996	
<i>Unité : millions de F.CFP</i>					
54 123	53 771	46 992	55 479	44 924	Equipement total
19 296	17 275	15 575	19 217	11 622	Equipement des entreprises
10 801	10 289	10 213	16 100	9 229	dont : matériel (produits des industries mécaniques et électriques mécaniques et électriques)
8 495	6 986	5 362	3 116	2 393	dont : bâtiment et travaux publics
23 926	24 171	20 246	26 374	21 587	Equipement des administrations
12 421	13 018	9 542	16 329	10 396	dont : matériel (produits des industries mécaniques et électriques mécaniques et électriques)
11 505	11 154	10 704	10 045	11 191	dont : bâtiment et travaux publics
10 901	12 324	11 171	9 888	11 716	Equipement des ménages
10 901	12 324	11 171	9 888	11 716	Bâtiment

Source : ISPF - Comptes économiques définitifs 1987 à 1996 de la Polynésie française ; série harmonisée

Impôts	1987	1988	1989	1990	1991
Impôts versés par les entreprises	42 271	39 837	40 503	42 631	44 661
Impôts indirects	33 104	31 772	32 936	33 178	35 323
Impôts directs	9 166	8 064	7 567	9 453	9 339
Impôts versés par les ménages	2 401	2 170	1 999	2 307	2 489
Total	44 671	42 007	42 503	44 937	47 150

Cotisations sociales	1987	1988	1989	1990	1991
Cotisations sociales					
- versées par les entreprises	10 890	9 100	12 078	12 354	13 865
- versées par les administrations	4 069	5 243	5 838	6 947	8 120
- versées par les ménages	141	135	131	140	143
Total	15 100	14 478	18 047	19 441	22 128

	1987	1988	1989	1990	1991
Part des prélèvements obligatoires dans la PIBe	29,0	27,3	27,1	28,0	28,2

Impôts et cotisations sociales

1992	1993	1994	1995	1996	Impôts
<i>Unité : millions de F.CFP</i>					
44 301	47 839	47 749	51 128	56 424	Impôts versés par les entreprises
34 453	35 185	34 126	38 130	42 667	Impôts indirects
9 849	12 654	13 623	12 998	13 757	Impôts directs
2 938	3 742	5 436	3 815	4 269	Impôts versés par les ménages
47 240	51 581	53 185	54 943	60 693	Total

1992	1993	1994	1995	1996	Cotisations sociales
Cotisations sociales					
15 286	15 680	15 952	28 287	32 248	- versées par les entreprises
8 738	8 592	8 965	9 522	10 096	- versées par les administrations
140	148	156	151	152	- versées par les ménages
24 163	24 420	25 073	37 959	42 496	Total

1992	1993	1994	1995	1996	
<i>Unité : %</i>					
28,6	29,9	30,4	35,6	38,2	Part des prélèvements obligatoires dans la PIBe
<i>Source : ISPF - Comptes économiques définitifs 1987 à 1996 de la Polynésie française ; série harmonisée</i>					

LES COMPTES ÉCONOMIQUES EN POLYNÉSIE FRANÇAISE

	1987	1988	1989	1990	1991
Entreprises					
Salaires / Pibe	19,2	19,8	19,1	19,9	20,2
Charges sociales / Pibe	5,3	4,4	5,4	5,4	5,6
Résultat brut d'exploitation / Pibe	60,8	61,9	62,2	61,5	60,7
Épargne brute / Pibe	36,0	36,0	36,3	34,5	34,5
Investissement (FBCF/Pibe)	8,2	7,6	9,7	7,0	7,0
Autofinancement (EB/FBCF)	441,0	472,9	375,3	490,5	490,5
Prélèvements obligatoires / Pibe	25,8	23,6	23,5	23,9	23,8
Ménages					
Taux d'épargne (EB/RDB)	-7,8	2,8	6,2	-1,1	-1,5
Taux d'épargne financière (CdF/RDB)	-	-	-	-	-
Taux de pression fiscale (Impôts/RDB)	1,5	1,3	1,1	1,2	1,2
Revenu des Entrepreneurs Individuels / RDB	21,6	22,8	24,3	24,3	24,3
Salaires / RDB	67,9	64,4	62,8	63,4	61,7
Transferts des administrations / RDB	15,3	17,1	17,3	17,8	19,8
Propension à consommer (Cons°/RDB)	107,5	96,9	93,6	100,8	101,2
<small>PIBe : Production Intérieure Brute EB : Epargne Brute RDB : Revenu Disponible Brute</small>					

Les ratios

1992	1993	1994	1995	1996	
<i>Unité : %</i>					
Entreprises					
20,7	21,3	22,1	22,2	22,6	Salaires / Pibe
6,1	6,2	6,2	10,8	11,9	Charges sociales / Pibe
60,1	59,8	59,3	53,1	50,3	Résultat brut d'exploitation / Pibe
33,3	32,2	27,4	28,3	24,5	Epargne brute / Pibe
7,7	6,8	6,0	7,4	4,3	Investissement (FBCF/Pibe)
431,1	474,5	453,0	384,6	569,2	Autofinancement (EB/FBCF)
23,8	25,0	24,7	30,4	32,8	Prélèvements obligatoires / Pibe
Ménages					
0,5	5,8	12,5	12,2	9,7	Taux d'épargne (EB/RDB)
-	-	5,5	5,8	2,6	Taux d'épargne financière (CdF/RDB)
1,3	1,7	2,2	1,6	1,7	Taux de pression fiscale (Impôts/RDB)
23,2	21,6	19,8	19,3	19,6	Revenu des Entrepreneurs Individuels / RDB
61,5	62,6	60,1	61,6	59,1	Salaires / RDB
20,6	21,0	21,1	24,4	25,9	Transferts des administrations / RDB
99,3	94,0	87,2	87,6	90,1	Propension à consommer (Cons°/RDB)

Source : ISPF - Comptes économiques définitifs 1987 à 1996 de la Polynésie française ; série harmonisée

L ES COMPTES ÉCONOMIQUES EN POLYNÉSIE FRANÇAISE

	1987	1988	1989	1990	1991
Salaires des entreprises	39 562	41 051	42 646	45 862	49 668
Salaires des administrations	69 694	69 707	73 436	77 404	80 387
Salaires domestiques	553	529	513	549	559
Total salaires	109 809	111 287	116 594	123 815	130 615
Revenu brut des Entrepreneurs Individuels	34 907	39 484	45 092	47 417	51 485
Bénéfices	3 624	3 812	3 772	3 906	3 508
Revenu primaire brut	148 340	154 583	165 458	175 139	185 607
Equipement	13 077	12 587	16 370	14 973	16 739
- dont investissement des Entrepreneurs Individuels	4 189	4 738	5 411	5 690	6 178
- dont logements	8 888	7 849	10 959	9 283	10 561
Revenu primaire net	135 263	141 996	149 088	160 166	168 868
Transferts reçus	24 753	29 564	32 096	34 776	41 847
Transferts versés	8 853	9 012	9 777	12 080	13 012
Charges sociales	141	135	131	140	143
Impôts	2 401	2 170	1 999	2 307	2 489
Revenu secondaire	13 359	18 247	20 189	20 249	26 203
Revenu disponible brut (1)	161 698	172 830	185 647	195 387	211 811
Revenu secondaire / Revenu primaire brut	9,0%	11,8%	12,2%	11,6%	14,1%
Consommation finale	173 758	167 546	173 804	196 938	214 326
Services domestiques	553	529	513	549	559
Epargne brute (2)	-12 612	4 755	11 330	-2 099	-3 075
Taux d'épargne (2)/(1)	-7,8%	2,8%	6,1%	-1,1%	-1,5%

Revenu disponible brut

1992	1993	1994	1995	1996	
<i>Unité : millions de F.CFP</i>					
51 761	54 149	56 959	57 996	60 990	Salaires des entreprises
83 017	85 997	87 998	90 044	86 816	Salaires des administrations
547	581	612	590	595	Salaires domestiques
135 325	140 727	145 568	148 630	148 401	Total salaires
51 111	48 570	47 825	46 547	49 253	Revenu brut des Entrepreneurs Individuels
5 376	7 889	19 675	5 759	7 475	Bénéfices
191 812	197 186	213 069	200 935	205 129	Revenu primaire brut
17 034	18 152	16 910	15 474	17 626	Equipement
6 133	5 828	5 739	5 586	5 910	- dont investissement des Entrepreneurs Individuels
10 901	12 324	11 171	9 888	11 716	- dont logements
174 778	179 033	196 159	185 462	187 503	Revenu primaire net
45 282	47 141	51 005	58 812	65 169	Transferts reçus
14 044	15 609	16 419	14 537	14 897	Transferts versés
140	148	156	151	152	Charges sociales
2 938	3 742	5 436	3 815	4 269	Impôts
28 160	27 642	28 994	40 309	45 851	Revenu secondaire
219 972	224 828	242 063	241 245	250 980	Revenu disponible brut (1)
14,7%	14,0%	13,6%	20,1%	22,4%	Revenu secondaire / Revenu primaire brut
218 382	211 279	211 197	211 284	226 178	Consommation finale
547	581	612	590	595	Services domestiques
1 043	12 968	30 254	29 371	24 207	Épargne brute (2)
0,5%	5,8%	12,5%	12,2%	9,6%	Taux d'épargne (2)/(1)

Source : ISPF - Comptes économiques définitifs 1987 à 1996 de la Polynésie française ; série harmonisée

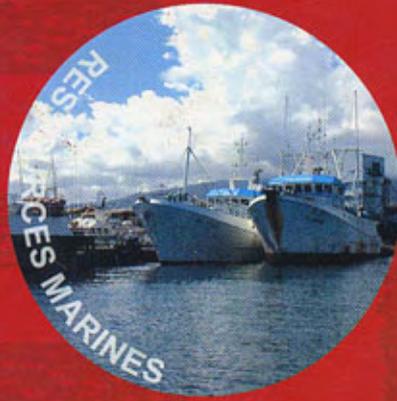
LES COMPTES ÉCONOMIQUES EN POLYNÉSIE FRANÇAISE

Revenus des ménages	1987	1988	1989	1990	1991
Total des revenus	173 085	184 131	197 543	209 906	227 618
Revenus du travail	144 716	150 771	161 686	171 232	182 294
Salaires	109 809	111 287	116 594	123 815	130 809
Administrations	69 694	69 707	73 436	77 404	80 387
Etat : budgets militaires	27 749	23 141	22 819	22 487	23 113
Etat : budgets civils	16 597	19 135	20 581	23 194	24 964
Territoire	10 962	12 080	13 494	14 594	13 711
Communes et syndicats de communes	6 353	7 146	7 826	7 931	8 229
Etablissements publics territoriaux	1 800	2 263	2 376	2 836	3 016
Organismes divers (<i>dont : CPS, CHT</i>)	6 233	5 942	6 340	6 362	7 548
Entreprises	39 562	41 051	42 646	45 862	49 668
Services divers	11 988	12 113	12 665	13 626	14 663
Transports et télécommunications	7 178	7 791	7 904	9 028	10 122
Commerce	8 002	8 207	8 470	8 980	9 704
Bâtiment et travaux publics	5 165	5 191	5 273	5 143	5 138
Industries mécaniques et électriques	2 456	2 786	3 027	3 144	3 405
Industries agroalimentaires	1 163	1 238	1 393	1 596	1 840
Industries diverses	2 118	2 092	2 149	2 298	2 440
Energie	832	896	980	1 092	1 116
Agriculture et pêche	662	738	784	956	1 241
Ménages (services domestiques)	553	529	513	549	559
Revenus des entreprises individuelles	34 907	39 484	45 092	47 417	51 485
Revenus du capital (Bénéfices distribués)	3 624	3 812	3 772	3 906	3 508
Revenus des transferts	24 746	29 549	32 084	34 768	41 817
Pensions et retraites	3 290	3 782	4 104	4 370	4 683
Prestations sociales	17 094	21 225	22 570	25 437	27 644
Etat : budgets civils	5 027	6 670	7 191	7 299	8 084
Territoire	1 212	1 225	1 168	1 771	1 701
Communes et syndicats de communes	293	218	241	203	225
Etat : budgets militaires	134	55	62	130	140
Organismes divers (<i>dont : CPS, CHT</i>)	10 428	13 057	13 908	16 039	17 511
Transferts aux ménages	4 362	4 543	5 410	4 961	9 490
Territoire	1 643	1 469	2 276	2 205	6 399
Etablissements publics territoriaux	1 243	1 311	1 396	1 414	1 510
Communes et syndicats de communes	947	1 072	1 108	1 209	1 429
Organismes divers (<i>dont : CHT</i>)	466	557	576	18	38
Etat : budgets civils	61	134	54	115	114
Etat : budgets militaires	2	-	-	-	-

Revenus des ménages

1992	1993	1994	1995	1996	Revenus des ménages
<i>Unité : millions de F.CFP</i>					
237 049	244 305	264 072	259 745	270 296	Total des revenus
186 436	189 297	193 394	195 177	197 654	Revenus du travail
135 325	140 727	145 568	148 630	148 401	Salaires
83 017	85 997	87 998	90 044	86 816	Administrations
24 675	25 726	25 006	25 471	18 777	Etat : budgets militaires
25 612	27 173	29 164	30 330	33 450	Etat : budgets civils
14 091	14 753	15 409	15 103	15 238	Territoire
7 929	7 894	7 816	8 115	8 156	Communes et syndicats de communes
2 861	2 536	2 712	2 783	2 674	Etablissements publics territoriaux
7 849	7 915	7 890	8 242	8 521	Organismes divers (<i>dont : CPS, CHT</i>)
51 761	54 149	56 959	57 996	60 990	Entreprises
15 262	16 231	17 423	18 465	19 686	Services divers
10 459	11 048	11 350	12 042	12 174	Transports et télécommunications
10 298	10 840	11 634	12 131	12 645	Commerce
4 978	4 958	4 797	4 951	5 134	Bâtiment et travaux publics
3 570	3 537	3 640	2 043	2 479	Industries mécaniques et électriques
1 970	2 041	2 228	2 365	2 525	Industries agroalimentaires
2 550	2 652	2 734	2 718	2 768	Industries diverses
1 328	1 455	1 499	1 564	1 609	Energie
1 346	1 388	1 653	1 716	1 969	Agriculture et pêche
547	581	612	590	595	Ménages (services domestiques)
51 111	48 570	47 825	46 547	49 253	Revenus des entreprises individuelles
5 376	7 889	19 675	5 759	7 475	Revenus du capital (Bénéfices distribués)
45 237	47 119	51 004	58 810	65 168	Revenus des transferts
5 281	5 778	6 360	6 048	7 266	Pensions et retraites
31 153	32 485	35 247	40 479	44 487	Prestations sociales
9 037	9 715	10 449	11 091	11 013	Etat : budgets civils
1 908	1 761	1 647	91	102	Territoire
276	301	336	308	271	Communes et syndicats de communes
77	75	76	69	71	Etat : budgets militaires
19 894	20 654	22 739	28 920	33 030	Organismes divers (<i>dont : CPS, CHT</i>)
8 803	8 856	9 396	12 283	13 415	Transferts aux ménages
5 845	5 645	6 679	11 099	12 160	Territoire
1 659	2 100	1 604	-	5	Etablissements publics territoriaux
1 140	934	965	913	1 002	Communes et syndicats de communes
46	34	43	48	56	Organismes divers (<i>dont : CHT</i>)
113	143	105	222	192	Etat : budgets civils
-	-	-	-	-	Etat : budgets militaires

Source : ISPF - Comptes économiques définitifs 1987 à 1996 de la Polynésie française ; série harmonisée



INSTITUT
STATISTIQUE
DE LA
POLYNÉSIE
FRANÇAISE

B.P. 395 Papeete - 98 713 - Tahiti
Tél (689) 54.32.32
Fax (689) 42.72.52
e-mail : isppf@isppf.pf